

**La loi sur l'avortement
sera strictement
appliquée**
annonce le ministère de la santé
LIBRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 F; Arabie, 2,30 F; Autriche, 2,20 F; Belgique, 1,40 F; Brésil, 1,40 F; Canada, 1,10 F; Chili, 1,10 F; Espagne, 1,10 F; États-Unis, 1,10 F; France, 2,50 F; Grèce, 1,10 F; Italie, 1,10 F; Japon, 1,10 F; Liban, 1,10 F; Luxembourg, 1,10 F; Maroc, 1,10 F; Mexique, 1,10 F; Pays-Bas, 1,10 F; Portugal, 1,10 F; Royaume-Uni, 1,10 F; Suisse, 1,10 F; Tunisie, 1,10 F; Turquie, 1,10 F; Union soviétique, 1,10 F; Yougoslavie, 1,10 F.

Tarif des abonnements page 18
S. RUS DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 09
C.G.P. 4207-23 PARIS
Tél. Paris 01 45 57 57 57
Tél. 246-72-23

• TÉHÉRAN

M. Bani Sadr accuse la France d'abriter des camps d'entraînement d'éléments subversifs

Une mentalité d'assiégés

La libération des détenus iraniens aux États-Unis n'apportera — dans la meilleure des hypothèses — que momentanément la crise entre Téhéran et Washington.

Le comportement des dirigeants iraniens n'est pas, en effet, modifié par l'événement immédiat, ou par tel ou tel geste d'apaisement de la Maison Blanche, mais par de profonds ressentiments cultivés sous le règne de Mohamed Reza Chah, « protégé » par Washington. Il est encore et surtout dicté par une conviction inébranlable que les États-Unis ont juré la perte de la République islamique.

Il n'est pas douteux que nombre de tenants de l'ancien régime, ainsi que les opposants républicains à l'ancien régime, ont trouvé refuge et réconfort aux États-Unis. Le « New York Times » révélait récemment que la C.I.A. avait en Egypte des programmes radioélectroniques destinés à déstabiliser le régime islamique. Deux autres radios « clandestines », installées en Irak, diffusaient quotidiennement des appels à la révolte, l'une au nom du général Oveissi, qui effectua de fréquents voyages à Washington, l'autre, l'autre en celui de M. Chameq Bahkhar.

Ces faits, ajoutés à l'envoi progressif de troupes ou de matériel américain aux abords du golfe Persique, à Oman, en Egypte et ailleurs, alimentent la mentalité d'assiégés qui se répand dans une partie de la population.

L'explosion nationaliste à laquelle on assiste actuellement ne se limite pas à l'Amérique. L'Europe, l'U.R.S.S., le communisme, les pays islamiques « réactionnaires », ne sont pas, non plus, épargnés. Même le président Bani Sadr, pourtant réputé « modéré », s'en est pris à la France, soutenant sans fournir l'ombre d'une preuve que les contre-révolutionnaires iraniens reçoivent un entraînement militaire en France. Cette « révélation » est pour le moins surprenante quand on sait l'étendue de moyens dont disposent les ennemis de la révolution islamique dans des pays beaucoup plus proches de l'Iran, tels l'Irak ou l'Égypte.

A la charge du président Bani Sadr, il faudrait sans doute rappeler qu'il est en butte depuis des mois aux attaques insidieuses de ses adversaires politiques, qui le présentent comme un « pro-occidental » ou un « pro-français », qualifiés infamement dans un pays qui cherche à éradiquer les racines de toutes les influences étrangères pernicieuses », de l'État comme de l'Ones.

Cette lutte en faveur de l'identité nationale, décidée lors du soulèvement populaire qui a précipité la chute de la monarchie, s'intensifie à la faveur des surenchères auxquelles se livrent les candidats au pouvoir. Elle se déroule en ordre dispersé, et souvent d'une manière contradictoire, selon les sympathies, ou les tendances des groupes rivaux.

Les uns s'attaquent exclusivement au « grand Satan » — les États-Unis — les autres à l'U.R.S.S., dénonçant comme étant le principal ennemi de l'Islam et des musulmans. D'où la répression qui s'abat parallèlement sur les « modérés » proches du Front national, comme l'amiral Madani, et les « extrémistes » de gauche, tels les Moudjahidin du peuple (musulmans progressistes), les Fedayin (marxistes) et le Tondah (pari communiste).

La révolution iranienne se radicalise, mais n'a peut-être pas encore atteint la croisée des chemins.

Au lendemain d'une manifestation de masse contre les États-Unis, qui s'est déroulée à Téhéran, les cent quatre-vingt-cinq citoyens iraniens dont vingt femmes — qui étaient détenus aux États-Unis après avoir été arrêtés pour « trouble de l'ordre public » et avoir refusé de révéler leur identité, ont été relâchés après vérifications des services d'immigration.

En Iran, tandis que la campagne anti-américaine se traduit par une vaste émigration des « complices » présumés des États-Unis, le président Bani Sadr a accusé la France de permettre sur son sol l'entraînement de citoyens iraniens « éléments subversifs ».

L'épuration des « pro-Américains » se poursuit

Peu avant la libération des détenus iraniens, le directeur du service de l'immigration de l'État de New-York déclarait : « Il n'y a plus aucune raison de garder ces personnes en détention. Elles sont toutes en situation régulière aux États-Unis ».

Dès leur libération, les cent quatre-vingt-cinq détenus, dont cent sont des étudiants, se sont rendus au « séminaire islamique » de New-York où ils ont été accueillis au cri de « Vive l'imam Khomeiny » tandis que les habitants américains du quartier chahantien « libèrent notre peuple » (« Let our people go ») en signe de solidarité avec les cinquante-deux otages retenus à Téhéran.

L'avocat de certains des étudiants, Mr Mark Lane, a affirmé détenir des preuves de sévices infligés à certains et entendre les révéler ultérieurement. Toutefois, un dignitaire religieux musulman membre d'un groupe de six personnes autorisées à rendre visite aux détenus a assuré qu'il n'avait relevé aucun signe de mauvais traitement.

La nouvelle de la libération des iraniens aux États-Unis avait été annoncée dans la nuit, aucune réaction officielle ou officieuse n'avait été enregistrée à Téhéran ce mercredi en fin de matinée.

Le président Bani Sadr, pour sa part, s'est pris à dire que la France, où, a-t-il déclaré dans une interview diffusée mardi soir par l'I.F.I., des « centres d'entraînement » auraient été mis à la disposition de personnes menant des « activités subversives » contre l'Iran. Il a notamment déclaré : « Des gens sont embauchés ici (en Iran), on les envoie en France, on les entraîne et on les renvoie en Iran pour mener des activités subversives ».

(Lire la suite page 5.)

• AU JOUR LE JOUR

On n'arrête pas le progrès

Aider le système d'antan, c'est — qui l'est cru ? — la plus récente innovation en matière de pétroliers, puisque les derniers-nés des bateaux-cargos comporteront des moteurs Diesel pour le démarrage, mais aussi un ordinateur pour régler — qui l'est dit ? — les voiles en fonction du vent. Et cette innovation japonaise devrait permettre des économies de carburant sur ces bateaux de l'ordre de 30 à 35 %.

Comme quoi on n'arrête pas le progrès, mais encore faut-il savoir qu'il ne correspond plus toujours à un bond en avant.

MICHEL CASTE.

• BONN

Ralentissement économique en R.F.A.

Après les États-Unis, la République fédérale d'Allemagne est à son tour touchée par un ralentissement économique. En juin, l'indice de la production industrielle a baissé de 1 % par rapport au mois de mai, alors qu'en juillet le nombre des chômeurs a augmenté, frappant 3,5 % de la population active contre 3,4 % en juin et 3,5 % en juillet 1979.

Alors que, en juin, les responsables économiques de la République fédérale d'Allemagne insistent encore sur une « activité soutenue », les dernières statistiques publiées révèlent que l'économie allemande est entrée après les États-Unis dans une phase d'activité ralentie, phénomène attendu et même le ministre fédéral de l'économie a l'extrême renchérissement du pétrole.

Celui-ci continue, au reste, de peser sur la balance des opérations courantes, dont le déficit a atteint 3,1 milliards de deutschemarks en juin contre 1,47 en mai. Sur les six premiers mois de l'année, la balance des opérations courantes accuse un déficit de 12,274 milliards de marks contre un déficit de 185 millions à la même période l'an passé.

Signe d'un retournement conjoncturel, la production industrielle a fléchi de 0,5 % en juin, après avoir commencé à baisser en avril et en mai.

(Lire la suite page 21.)

• Point de vue

Projet culturel et crise de société

par JACQUES CHIRAC (*)

Dans la France d'aujourd'hui la vie culturelle a les apparences de la santé. Si l'objectif que s'étaient prioritairement assigné le général de Gaulle et André Malraux en créant le ministère des Affaires culturelles était bien de « rendre accessibles au plus grand nombre les œuvres capitales de l'humanité », l'apparait l'évidence, plus de vingt années après le lancement de cette vaste entreprise, que le projet initial n'a été tenu et que le contrat passé avec la France a été, à l'encore, globalement rempli.

La politique de Malraux était vouée à l'échec, démocratique et nationale. Héritière de la culture d'État, elle était tout entière ordonnée autour de la notion de chef-d'œuvre, c'est-à-dire d'une création quasi transcendante qui échapperait au conditionnement social et répondrait aux interrogations ultimes de l'homme. « Ce qu'on appelle culture », disait Malraux, « c'est l'ensemble des réponses que peut se faire un homme lorsqu'il regarde dans une glace ce qui sera son visage de mort ». L'héroïsme culturel de l'auteur du Musée imaginaire se le prédisposait nullement à l'altisme : éminemment sensible à la dimension collective de l'aventure esthétique symbolisée à ses yeux par le temple des cathédrales, il entendait que le chef-d'œuvre fût l'apanage du peuple entier et admettait fort bien que cette puissance démocratique modifiât la nature même du chef-d'œuvre à venir. Les maisons de la culture, cathédrales de l'esprit édifiées par le pouvoir central, illustrant à merveille, jusque dans leur ambiguïté, le jacobinisme de Malraux, à la fois démocratique et centralisateur.

Nationale, enfin, cette politique entendait à la fois et ce fut l'inventaire — assurer à la France la réappropriation intégrale de son passé et créer les conditions administratives et politiques d'une nouvelle métamorphose du génie français. Inéparable de la politique étrangère du général de Gaulle, l'action culturelle de Malraux se gardait bien d'identifier un décalé de cinq ans, ce qui est considéré par les critiques de la loi comme une véritable assignation à résidence. Le ministère de la Justice pourra inter-

dire la participation de tout étranger à des conférences, congrès et manifestations artistiques. Contrairement à la législation en vigueur, un étranger pourra dorénavant être expulsé du pays même s'il est marié à une Française.

Un groupe de parlementaires du parti gouvernemental dirigé par le président de la Chambre des députés, M. Flavio Marcollo, a mené contre ce texte une campagne vigoureuse, qui a mis en danger la majorité dont dispose au Congrès le président Figueredo. Pour faire passer la nouvelle loi, le gouvernement a dû avoir recours à une disposition controversée, promulguée en 1966 par le régime militaire, qui prévoit l'adoption automatique par le Congrès, sans amendement, de tout projet de loi présenté par l'exécutif et non rejeté par le législatif dans un certain délai.

Le gouvernement justifie la nouvelle loi par la nécessité de contrôler une « immigration sauvage », en provenance d'Asie du Sud-Est surtout.

THIERRY MALINIAK.

(Lire la suite page 2.)

• POINT

Le camping dans le désordre

La crise — qui, pour la première fois cette année, touche le tourisme — vide les hôtels et les restaurants mais surcharge les terrains de camping et soulève les carcasses constatées depuis plusieurs années dans ce que l'on appelle l'hôtellerie de plein air.

Le nombre des emplacements réservés aux tentes et aux caravanes a augmenté moins rapidement que le nombre des campeurs qui s'installent où ils peuvent et comme ils peuvent. D'où l'inquiétude et parfois la colère des municipalités chargées de les accueillir.

Il y a huit millions de campeurs en France, dont un million et demi d'étrangers. Près d'un tiers des habitants de l'hexagone sont des adeptes de ce genre de tourisme par amour de la nature... ou par nécessité. Il manque cinq cent mille emplacements de camping et les Français supportent de moins en moins cette attente pratique au « droit aux vacances » que tout le monde pourtant s'accorde à reconnaître.

Dans le Var, les campeurs s'installent de force à la périphérie des terrains existants, dont ils utilisent les équipements et forcent les pouvoirs publics à prendre des mesures d'urgence. Dans le Finistère, ils jettent par terre et trop éloignés de la mer les terrains homologués et affluant par centaines sur les landes. A Paris, ils font la queue au terrain du bois de Boulogne.

Le camping « sauvage » a toujours existé ; la surpopulation des terrains au cours des « pointes » de juillet et août aussi. Ce phénomène risque de s'accroître au cours des années à venir.

La crise économique oblige les Français à la simplicité. Encore faudrait-il qu'ils abusent de leur goût pour l'indépendance et, surtout, que les pouvoirs publics prennent enfin en compte les besoins de ces clients du nouveau tourisme.

(Lire le début de notre enquête page 22.)

Sur le littoral de Camargue

LE GOUVERNEMENT PREND DES MESURES TRÈS SÉVÈRES POUR RÉGLEMENTER L'ACCÈS DES AUTOMOBILES

(Lire page 22.)

Après la « Tétralogie » de Boulez et Chéreau à Bayreuth

Les wagnériens confiants

Ceux qui étaient dans le secret des diables les avaient déjà, mais, pour les autres, c'est désormais officiel : l'été prochain, à Bayreuth, on pourra applaudir deux nouvelles productions. « Tristan et Isolde » tout d'abord, dans la mise en scène de Jean-Pierre Ponnelle et sous la direction de Daniel Barenboim, « Les Maîtres chanteurs », ensuite, dont Wolfgang Wagner, faute de mieux sans doute, s'est réservé la mise en scène.

1982 verra, un siècle jour pour jour après la création de l'œuvre, un nouveau « Parsifal » qui fera peut-être oublier celui qu'on représentait actuellement, mais c'est en 1983 qu'après deux ans d'absence la Tétralogie, réhabilitée de

neuf, fera un retour sur la scène du Festivalhaus à l'occasion du centenaire de la mort de Richard Wagner.

Ainsi, après celui de l'inauguration du théâtre et en attendant celui de la naissance du compositeur, les centennaires se portent bien à Bayreuth et, sur la Colline verte, les commentaires vont bon train : « Quel avenir nous réserve-t-il ? Est-ce la fin d'une époque ou le début d'une autre ? »

Seuls les wagnériens confiants dans la sagesse des notions gardent leur sérénité : « Tout vient à point, disent-ils, pour qui sait attendre. » Et ils attendent.

(Lire dans « Le Monde spectacles », page 9, l'article de Gérard Condé.)

Un voyage en Océanie

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Aujourd'hui

NOUVELLES-HÉBRIDES : les « fous » dans l'île (II)

(Lire page 17.)

LA LOI
DE LA NATIONALISATION
À ÊTRE ADOPTÉE

Le P.C.F. a voté la loi de nationalisation des entreprises... (text continues)

LA LOI
DE LA NATIONALISATION
À ÊTRE ADOPTÉE

Le P.C.F. a voté la loi de nationalisation des entreprises... (text continues)

LA LOI
DE LA NATIONALISATION
À ÊTRE ADOPTÉE

Le P.C.F. a voté la loi de nationalisation des entreprises... (text continues)

LA LOI
DE LA NATIONALISATION
À ÊTRE ADOPTÉE

Le P.C.F. a voté la loi de nationalisation des entreprises... (text continues)

LA LOI
DE LA NATIONALISATION
À ÊTRE ADOPTÉE

Le P.C.F. a voté la loi de nationalisation des entreprises... (text continues)

LA LOI
DE LA NATIONALISATION
À ÊTRE ADOPTÉE

Le P.C.F. a voté la loi de nationalisation des entreprises... (text continues)

LA LOI
DE LA NATIONALISATION
À ÊTRE ADOPTÉE

Le P.C.F. a voté la loi de nationalisation des entreprises... (text continues)

LA LOI
DE LA NATIONALISATION
À ÊTRE ADOPTÉE

Le P.C.F. a voté la loi de nationalisation des entreprises... (text continues)

Le Monde

idées

TERRORISME

Pourquoi Bologne ?

par STEFANO BEVACQUA (*)

Y a-t-il une logique du terrorisme, en particulier du terrorisme aveugle tel celui qui vient de frapper à Bologne ? Pour Stefano Bevacqua, la seule légitimation qu'il peut se donner est d'exister. Les récents assassinats politiques perpétrés à Paris amènent V.V. Stanciu à se pencher sur ce qu'il appelle la magnificence. Jean-François Profichel estime pour sa part que l'exercice de la violence est inhérent à toute société, comme à l'homme lui-même. Une raison de plus, pour Guy Champagne, de demander un nouvel effort d'éducation pour dire non à toutes les formes de violence.

POURQUOI ? C'est la question que tout le monde se pose. Devant la difficulté d'y apporter une réponse cohérente, les auteurs de l'attentat sont traités de fous. De fait, il faut reconnaître que l'effet de déstabilisation souhaité depuis l'attentat de la piazza Fontana à Milan en 1969 par les auteurs des différents attentats de « la stratégie de la tension » ne s'est jusqu'à aujourd'hui, absolument pas vérifié. Bien au contraire, à chaque bombe, l'horreur pour le fascisme a contribué au glissement à gauche de l'électorat italien. La bombe de Brescia en 1974 et celle du train « Italcas » explosèrent au lendemain de la victoire, extraordinaire et imprévue, du Front laïque au référendum sur le divorce et avant le succès sans précédent de la gauche lors des élections administratives de juin 1975. Donc seul un fou peut espérer déstabiliser la situation politique italienne en faveur de la droite en posant une bombe à la gare de Bologne.

Pourtant, le terrorisme existe. Il existe en ce sens qu'il a créé une sorte de langage et que ce langage fait désormais partie du lexique quotidien. Et ce langage du terrorisme a garanti à ce terrorisme sa propre existence. Il ne le protège pas de la répression, bien sûr, mais on pourrait dire qu'il lui assure une « existence autonome ». En ce sens, le terrorisme est devenu un fait « normal ». Pas dans le sens où les gens s'y sont habitués, mais simplement parce qu'il fait partie de la vie courante de la société italienne. Ce qui n'a rien à voir

avec le nombre d'attentats et de morts, avec la fréquence des actions terroristes. On comprend mieux dès lors pourquoi une bombe a été posée à la gare de Bologne : pour exister. Ce n'est pas une preuve de folie, mais plutôt le signe d'une pleine lucidité et d'une nette clarté d'intention. On pourrait expliquer de la même façon l'assassinat du président de l'Association des journalistes de Lombardie, Walter Tobagi, la plus spectaculaire des actions récentes du terrorisme de gauche. Pourquoi Tobagi et pas un autre ? Parce qu'il était nécessaire, pour les Brigades rouges, de prouver leur existence, surtout après les nombreuses arrestations et les confessions en chaîne des divers « brigadistes repentis ». Tuer un journaliste très connu a provoqué une « réaction d'attention » justement de la part de ceux (les journalistes) qui contrôlent

le « réseau » de l'information. Les motivations avancées pour chaque action terroriste deviennent donc tout à fait secondaires, même si on s'obstine à vouloir leur attribuer de l'importance.

« Le terrorisme fasciste existe ». Tel était le commentaire le plus fréquent que l'on a pu remarquer dans la presse italienne après l'attentat de Bologne. Ou bien « les fascistes ont relancé la série ». C'est vrai : le terrorisme fasciste existe, encouragé par une société où la tendance à l'« homogénéisation » de l'horizon politique et culturel, est en train d'effacer les derniers signes de vitalité individuelle. La grande explosion consumériste du début des années 60 a modifié les caractéristiques de la société italienne. Ce changement, de valeurs, y compris des valeurs archaïques et rétrogrades propres à une culture à dominante agraire, a contribué au développement d'un phénomène terroriste important dont l'unique but est sa propre existence.

Le vrai scandale

De toute façon, il ne s'agit pas d'une croissance déterminée mécaniquement par les mutations subites de la société italienne. Au début de ce que nous pourrions appeler la « révolution de la consommation », on ne peut pas constater un développement immédiat du terrorisme : seulement quelques « actes de violence incontrôlés », comme l'assassinat des journaux de l'époque. Le grand changement est venu après 1968. La coïncidence des dates n'est pas fortuite : les premières bombes de la « stratégie de la tension » sont celles qui ont été posées à la gare Centrale de Milan et à la « Piazza Camporipa », en avril 1968, au début du fameux « automne chaud », c'est-à-dire au début de la plus importante révolution dans les rapports de force entre le patronat et les syndicats. De la même façon, le terrorisme de gauche s'est développé au début des années 70 sur les cendres de quelques organisations d'extrême gauche nées en 1968 à partir de positions anti-P.C.I.

A la grande révolution de la société de consommation a succédé une première phase de réaction consciente des masses, puis une deuxième phase de « reflux » (pour utiliser un terme à la mode), c'est-à-dire une application concrète des principes dérivés de la « révolution de la consommation ». Puis la crise économique est venue compliquer un peu plus les choses : aux « valeurs de la consommation » sont venues s'ajouter celles du sacrifice, de la productivité.

Il était naturellement inévitable que le terrorisme suive les différentes inclinaisons politiques : de la tradition stalinienne du P.C.I. aux Brigades rouges, des vieilles « quadrages fascistes » aux Noyaux armés révolutionnaires. Ceux qui ont milité dans le sillon des forces de la gauche italienne après les années 60 savent très bien que le terrorisme est un phénomène complexe.

bien que l'objectif principal d'un parti est de démontrer sa propre existence, au point d'oublier le pourquoi de l'action, et pratiquement de ne considérer que le « fait d'agir ». Une exception : la Démocratie chrétienne, dont l'unique problème est de démontrer son propre avenir en le conservant.

L'Italie ne s'est absolument pas libérée au cours de ces vingt dernières années : avec le boom du début des années 60, avec le divorce, l'avortement, la libération sexuelle, le pays est passé d'un sous-développement de type agricole à une sorte de fascisme diffus, d'oppression quotidienne tendant à imposer un mode de penser plus qu'un mode de comportement proprement dit.

Le vrai scandale aujourd'hui est que la vieille répression aveugle des années 50, lorsqu'on traitait sur les ouvriers en les laissant libres de penser ce qu'ils voulaient, a été remplacée par une espèce d'autorépression, faite de multiples sentiments de culpabilité, d'angoisse à l'idée de ne pas pouvoir maîtriser cette confrontation continue avec l'humanité (« les autres »), que le développement de la société italienne impose comme règle de conduite quotidienne.

Nous subissons tous un processus de stérilisation, et certains parmi nous cherchent à prouver leur propre existence en tuant des gens dans les gares. Y a-t-il une différence entre l'attentat de Bologne et un acte de « violence gratuite » dans une grande métropole ? Il n'y en a pas, et ce n'est le fait qu'en Italie on a un besoin irrépressible de donner une explication politique à toute action, de la justifier par rapport à une idéologie, et, en dernière analyse, par rapport à une « morale ». Parce que survivent encore quelques traditions archaïques qui imposent toujours, et de toute façon, une « motivation morale ».

NON !

par GUY CHAMPAGNE (*)

Le brutal éclairage jeté par la presse sur l'affaire des collégiens tortionnaires de Poix ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt : l'indignation facile et la sanction exemplaire pourraient bien être des chemins détournés par où fuir nos véritables responsabilités de citoyens. Ce qui doit nous indigner est, plus efficacement, notre iniquité, et n'est pas seulement que des adolescents aient pu jouer à la torture, mais bien davantage que la torture se soit banalisée dans notre environnement au point d'acquiescer droit de cité dans les jeux de nos enfants.

Nous ne sommes pas tous des assassins, nous ne sommes pas tous des tortionnaires. Mais nous sommes tous responsables de l'habitude qui s'installe insidieusement en nous comme autour de nous de considérer comme normale une dose croissante de violence dans les rapports sociaux, y compris de la part des autorités légales.

Nous, éducateurs, nous nous interdisons de parler au nom d'un projet de société, car nous avons trop le respect des citoyens en devenir qui nous sont confiés. Mais nous estimons pour cette

Une légitimité qui n'a rien d'humain

par JEAN-FRANÇOIS PROFICHEL

LA violence est, à l'origine, une agression du monde extérieur. Elle évoque une situation de dominant à dominé, où apparaissent les notions de lutte pour la survie et d'instinct de conservation. Ensuite s'est produite une déviation : il y a toujours domination mais on a conscience de la violence. On veut dominer, on n'est plus victime de l'extérieur mais on veut le posséder.

La société enchaîne et refoule : elle est violente envers l'homme et censure, par ses tabous, une majeure partie de son être psychique. L'homme réagit violemment contre ce qui le met dans un moule. Il se libère. La violence peut donc s'exprimer partout : sport (boxe...) où l'on cherche à gagner, art, où l'on veut imposer un point de vue, exprimer son opinion. Or, exprimer son opinion, c'est influencer, donc établir un rapport de forces, voire préparer un conflit entre l'autre et soi-même.

La violence fait donc partie de l'homme. Mais la violence peut être utilisée par l'homme. Le but est toujours le même : imposer son point de vue et éliminer l'autre. On peut soit éliminer les opposants directement, soit créer des ennemis factices et enflammer l'opinion publique contre ces ennemis. Il convient donc de séparer les problèmes. En cas de dictature, la violence est la loi parce que, justement, le maître considère ses sujets comme des enfants ; il les traite en père sévère.

Mais peut-on parler vraiment de loi dans ce cas-là ? La loi du plus fort (la pire des lois) triomphe. Mais le propre d'une loi est d'être stable. Viendra forcément un temps où le fort deviendra faible et, vaincu par un plus jeune, sera rejeté de la société. Alors la loi changera. Elle sera donc floue et mouvante, le contraire d'une loi sur laquelle on peut fonder et bâtir. Dans une république, la loi est le

fruit d'une réflexion, elle-même produite d'une concertation. La violence étant l'expression d'une domination sur l'autre ou sur les autres, il semble normal que l'on banalise la violence à l'intérieur d'une société républicaine. Or légiférer la violence, c'est non plus avoir un gouvernement de tous pour tous, mais permettre la domination d'une partie sur une autre partie. En somme, la société républicaine ne change rien. Elle fait tout simplement glisser la violence de la scène extérieure à la scène intérieure. Elle a rendu l'homme velléitaire en apparence pour les besoins de la cohabitation sociale. Mais cette violence latente peut facilement être réutilisée. La violence, même si elle n'est pas reconnue comme loi et ne peut pas l'être, reste une constante de la nature humaine. Il suffit d'un rien pour qu'elle sorte de notre for intérieur.

Nous nous sommes jusqu'ici placés dans des conditions idéales, parfaitement utopiques. En effet, la république était censée être dominée par des justes qui gouvernaient en plaçant leurs intérêts propres après ceux de la masse. Mais la politique est quelque chose qui corrompt, et l'homme est ce qu'il est. C'est-à-dire que, aussi fermes et généreuses que puissent être ses convictions, il sera saisi, à un instant ou à un autre, par l'ambition et la soif du pouvoir. De plus, la vie politique est entièrement tributaire de la vie économique. Et, sur ce plan, la lutte pour la survie est très rude, la violence quasi permanente.

La violence va donc apparaître doublement. D'abord, nous verrons une violence politique, appelée police ou armée, destinée à éliminer tout ce qui essaie de bloquer la machine à l'intérieur comme à l'extérieur. Cette police réprimera ceux qui, par leurs idées, risquent de mettre à bas le système. C'est ainsi que sont traités les dissidents en Union soviétique : Soljenitsyne, Pliouchitch et tant d'autres.

L'utopie républicaine

Dans tous les cas, la violence sera utilisée, comme toujours, par peur de l'autre. Elle pourra ne pas être reconnue ou être érigée en système, elle ne sera jamais légitime ni même considérée comme telle par ceux qui l'utilisent. Leur but sera de la cacher ou de la légitimer par ce qu'ils font, ils joueront le jeu, mais en apparence seulement. Hitler a su persuader des millions de personnes que les violences envers les Juifs étaient légitimes.

Dans les sociétés libérales, jusqu'au dix-neuvième siècle, la loi était celle de la libre concurrence, autrement dit la loi de la jungle. En raison du nombre excessif de main-d'œuvre, et de la terreur dans laquelle était plongée cette dernière, l'ouvrier pouvait être exploité. On lui faisait violence de la violence, en le volant, en le faisant travailler dans des conditions déplorables. Si nous pouvions interroger un patron de l'époque, je suis sûr qu'il jugerait légitime cette violence envers les ouvriers. Ceux-ci, et avant eux les serfs et les esclaves, n'affirmaient-ils pas par leur désobéissance la légitimité de cette violence ?

La légitimité est donc relative dans le temps et dans l'espace. Nous avons une manière de penser caractéristique de notre époque, donc des jugements sur le bien et le mal, qui ne sont pas forcément ceux de nos ancêtres et qui ne seront sans doute pas ceux de nos descendants.

Sans violence, la Chine aurait-elle pu se libérer du joug d'un empire cinq fois millénaire, 1789 aurait-il été possible sans violence ? La révolution peut paraître légitime dans la mesure où elle rend la population plus libre et plus heureuse. Mais c'est avoir un bien grand espoir dans l'acte politique que de croire que cette liberté sera constante. D'autres prendront les rênes de la république et instaureront une monarchie absolue déguisée. On peut considérer la violence comme légitime si elle a un but salutaire ; mais, justement, s'est-elle un but ?

Ce débat nous conduit à l'analyse des théories marxistes. Pour que la masse cesse d'être aliénée par une minorité de bourgeois, Marx propose la révolution et la dictature du prolétariat. Il légitime ainsi la violence. Mais il considère que la dictature du prolétariat sera capable, elle-même, d'accéder à la société idéale. Il estime donc que ceux qui détiendront le pouvoir ne se laisseront pas envahir, qu'une idéocratie ne succèdera pas à la ploutocratie. Il pense, ensuite, que les données économiques resteront stables. Or, depuis Ford, l'ouvrier tend lui-même à s'embourgeoiser. Si on lui parlait du nivellement par la base, il s'indignerait : de fait, dans tous les pays occidentaux une nouvelle classe inférieure à celle des ouvriers indigènes s'est créée : celle des immigrés. Donc, violence légitime : oui, mais l'amélioration est-elle réelle ? Justifie-t-elle que le sang soit versé ?

La réflexion philosophique — qui a souvent du mal à déboucher sur l'action — ne devrait pas engendrer la violence, ne serait-ce que parce qu'il y a autre chose que la politique. Toutes les idées de Montesquieu et de Rousseau valent-elles la vie de centaines de gens qu'on a tués pendant la Terreur ? Evidemment, cette Révolution a permis à l'ouvrier actuel d'être ce qu'il est. Est-il cependant plus malheureux en Angleterre, pays toujours monarchique ? La violence, sur le plan humain, n'est pas légitime. Sur le plan des masses et des classes, elle peut être justifiée si on est optimiste. Mais, pour moi, la social ne peut effacer l'humain.

L'ordre international et le magnicide

par V.V. STANCIU (*)

LE Petit Robert définit le terrorisme comme « emploi systématique de mesures d'exception, de la violence pour atteindre un but politique (trêve, conservation, exercice du pouvoir). Ensemble des actes de violence (attentats individuels ou collectifs, destructions) qu'une organisation politique exécute pour impressionner la population et créer un climat d'insécurité ».

Cette définition appelle une réserve. C'est qu'il existe aussi un terrorisme de droit commun. Un exemple classique du terrorisme politique est la terreur de la Révolution française des années 1793-1794 et le terrorisme russe de 1905. On sait que, en opposition à l'opinion de Trotsky qui ne croyait pas à l'efficacité du terrorisme (« La terreur détruit quelques capitalistes et non pas le capitalisme »), Lénine expédiait, de Genève à ses partisans russes, la nouvelle stratégie :

« Crachez sur tous les plans, envoyez toutes les fonctions, les droits, les principes au diable, donnez à chaque groupe la formule de bombes simples ».

Depuis quelques temps, la criminalité politique se manifeste par des meurtres et des tentatives de meurtres contre les chefs d'Etat ou contre des aspirants à la direction des affaires d'un Etat. Ce qu'on appelle des magnicides.

Or il est intéressant de remarquer que, depuis quelque temps, le terrorisme dont l'objet est la suppression d'un dirigeant politique ancien ou actuel est souvent téléguilé par des chefs d'Etat. Si les exécutifs sont des tueurs à gages, des mesures préventives peuvent être efficaces ; mais s'il s'agit de fanatiques qui ne craignent pas la mort et même la recherchent, le problème est insoluble.

On a compté dix-neuf magnicides en cinquante-neuf années au XIX^e siècle et trente et un en soixante-deux ans au XX^e siècle. Il faut ajouter à ces chiffres les tentatives qui ont échappé aux statistiques.

Alfonso Quiroz Cuaron et Samuel Poirier, auteurs de l'ouvrage *Psychanalyse du magnicide* (1), concluent leur livre en philosophes sceptiques, disant que de même qu'il n'y a pas de maternité sans effusion de sang, de même n'y a-t-il pas de progrès social sans le sacrifice des hommes.

A la suite de l'attentat contre l'empereur Napoléon III, la Belgique avait inscrit dans une loi du 22 mars 1868 une clause d'exception à sa loi d'extradition, clause par laquelle elle refusait l'asile politique aux auteurs de meurtre ou de tentative de meurtre commis sur des chefs d'Etat étrangers.

Plusieurs Etats incluent dans leurs traités d'extradition cette clause qui figure dans la convention européenne de 1857 sur l'extradition. Des projets ont été rédigés, et des vœux émis pour la création d'une justice pénale internationale superlatique. La Conférence mondiale de la paix et les Nations unies ont tenté de tels projets. Il s'agit d'obtenir que les gouvernants et organes d'Etat soient soumis, au même titre que tous les hommes, aux prescriptions d'un code pénal mondial. Il serait grand temps que des chefs d'Etat soient traités à la barre d'une justice pénale, où l'humanité serait partie civile. Mais pour passer des palabres aux réalisations, la création d'une armée internationale — autre qu'une armée d'opérette — placée au service de l'ordre public mondial est indispensable.

(*) Avocat.

(1) Alfonso Quiroz Cuaron y Samuel Poirier, *Psychanalyse du magnicide*, Ed. Juridica Mexicana, Mexico, 1965.

L'empereur et le religieux

L'EMPEREUR était autocrate et brutal. Ses mains étaient pleines de sang. Chacun devait s'incliner, s'écarter devant lui. Il avait, en particulier, voulu réduire au silence un grand chef religieux, l'avait dépossédé, infirmé, capturé, exilé loin de sa ville sainte. Mais la fortune avait changé. Ses landseigneurs étaient détournés de lui. L'empereur, à son tour, était parti pour un dur exil, dont il ne devait jamais revenir. Quant aux siens, on n'en voulait plus rien.

Le vieux chef religieux, lui, était rentré chez lui en triomphateur. La jeunesse avait défilé les chevrons de sa cuirasse et tiré cette dernière. Lorsqu'il apprit que les parents de l'empereur déchu étaient pourchassés, il s'écria : « Qu'ils viennent ! » Il les accueillit, les logea, parfois les visita et les consola. A propos de l'empereur, il déclara : « On me ferait injure en me supposant des idées de vengeance ou de haine ».

Il demanda qu'on adoucit les souffrances de son ancien persécuteur : « Il ne peut plus être un danger pour quiconque ; nous voudrions qu'il ne fût un remède pour personne ! »

C'est ainsi qu'à l'égard de l'empereur Napoléon I^{er} se conduisit Pie VII, le vieux pape de Rome.

YVES CHENEAU.

مكتبة من الأصول

AFRIQUE

Tunisie

Le parti destourien amorce une solution à la crise syndicale

De notre correspondant

Tunis. — En reconnaissant, le mardi 5 août, la nécessité de créer une commission « pour représenter les travailleurs » pour préparer le prochain congrès de la centrale ouvrière U.G.T.T. prévu pour le début de 1981, le parti socialiste destourien vient d'amorcer une solution à la crise syndicale. Le communiqué du bureau politique du parti, qui souhaite que « tous les syndicalistes » aient des délégués à ces assemblées et que celles-ci se déroulent « dans un climat de liberté et de démocratie », est à la fois prudent dans sa forme et clair sur le fond.

Pour la première fois, en effet, le parti reconnaît — implicitement mais publiquement — que l'actuelle direction de l'U.G.T.T., qui a remplacé le comité exécutif évincé et condamné au lendemain des émeutes du 25 janvier 1978, n'est pas en mesure de préparer seule un congrès véritablement régulier. Ses représentants sont en effet contestés par la majorité des travailleurs tunisiens, la centaine de délégués qu'il n'a pas eue n'est pas représentative, et c'est le raison pour lequel le parti, aujourd'hui soucieux d'avoir un partenaire social réellement représentatif, s'est prononcé en faveur de la constitution d'une commission spéciale.

On ignore encore qui sera appelé à siéger dans cette instance, dont la tâche, dans un premier temps, sera d'organiser et de superviser les élections dans les syndicats de base et les fédérations des futurs congressistes. Elle comprendra très probablement des membres de l'exécutif actuel qu'il est difficile d'écarter complètement des représentants de la direction d'avant 1978 et des syndicalistes neutres qui avaient abandonné depuis plusieurs années toute activité. Sa composition va être certainement soumise aux négociations entre les différents courants politiques de l'U.G.T.T., aujourd'hui libérés de prison et forte de leur incontestable popularité, tiendront à faire entendre bien haut leur voix.

Le problème ne paraît cependant pas totalement insoluble et d'ailleurs, l'ancien secrétaire général de l'U.G.T.T. M. Habib Achour, bien que toujours en résidence surveillée, a adressé au président Bourguiba, à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, un télégramme de vœux.

dont le ton est nettement conciliant. Evoquant les libérations des derniers condamnés politiques pour délit d'opinion et syndicalistes encore incarcérés (le Monde du 5 août), M. Achour estime que celles-ci « sont de nature à assainir le climat politique et social ». M. Bourguiba aura aussi été particulièrement sensible aux termes dans lesquels M. Mohamed Masrouji, ancien ministre des affaires étrangères, l'a remercié mardi de la levée de son assignation à résidence surveillée (le Monde du 5 août). Dans son message, M. Masrouji se félicite du « processus historique » que le président a engagé « pour assainir le climat politique et social », et considère que, en ouvrant les prisons aux condamnés politiques et syndicalistes, il confirme que « le prestige et le rayonnement d'un pays dépendent moins du nombre de ses soldats et de la valeur de leurs armes que du nombre de ses détenus pour raisons politiques ».

« Ainsi, ajoute-t-il, après bientôt un quart de siècle de gouvernement, vous inspirez des changements importants qui peuvent, avec un parti rénové, une U.G.T.T. guérie de l'amertume et des rancœurs et une jeunesse plus ambitieuse et plus militante, amorcer une ère nouvelle d'enthousiasme et de vie publique susceptible de répondre aux exigences d'une réelle démocratie ».

MICHEL DEURÉ.

● M. Alain Savary, député socialiste de Haute-Garonne, a regagné Paris le vendredi 1^{er} août, après une visite d'une semaine en Tunisie, qui a consacré l'amélioration des relations entre le P.S. et le parti socialiste destourien. Depuis plusieurs années, les relations entre les deux partis étaient, en effet, plutôt tendues à la suite des positions adoptées sur le problème du Proche-Orient par les socialistes français. Cette rencontre permet, d'autre part, de penser que le parti destourien ne s'en tiendra plus seulement à des contacts avec les groupes français de la majorité. M. Savary a été notamment reçu par M. Bourguiba et le premier ministre, et a aussi rencontré des personnalités ayant pris leurs distances à l'égard du régime, parmi lesquelles MM. Megrini, Masrouji et Achour. — (Corresp.)

Moroc

Les étudiants protestent contre l'aggravation de la sélection à l'entrée des universités

De notre correspondant

Rabat. — La rentrée universitaire au Maroc promet d'être agitée. En effet, le ministère de l'éducation nationale et de la formation des cadres vient de publier un communiqué qui a soulevé un véritable tollé.

Il n'annonçait rien de moins que l'institution d'une nouvelle sélection pour les étudiants à l'entrée de l'université, en fonction des notes obtenues au baccalauréat. En outre, les candidats aux différentes facultés étaient invités à présenter, dans un délai de quinze jours, un dossier de candidature à une ou plusieurs facultés, dans une ou plusieurs branches.

Le communiqué précisait que « les candidats seront classés selon l'ordre de mérite, en considérant les points obtenus lors de l'examen du baccalauréat et selon le nombre des sièges vacants dans chaque branche ». Suivait un tableau des places disponibles dans les différentes universités (Rabat, Casablanca, Fès, Oujda, Marrakech) et dans les différentes spécialisations : lettres, droit, sciences, sans oublier la théologie islamique, enseignement secondaire à Fès et à Agadir, les préceptes islamiques enseignés à Tétouan, et la langue arabe, dont le centre d'étude est Marrakech. Au total, y compris les instituts pédagogiques et techniques, 30 470 places seraient disponibles, selon le ministère, soit deux fois le nombre de bacheliers (15 235).

L'organisation des étudiants islamiques (UGEM) comme l'UNEM, la grande organisation étudiante, ont dénoncé cette « procédure sélective » et ont appelé les étudiants à leur droit d'inscription à l'enseignement supérieur. L'UNEM demande aussi la réouverture de la section de philosophie, qui n'était pas mentionnée dans le communiqué du ministère, serait purement et simplement supprimée.

Le député Ali Yala, seul représentant du P.P.S. (communiste) au Parlement, a demandé jusqu'à présent sans succès la convocation d'urgence de la commission parlementaire de l'éducation nationale pour étudier un procédé qui, selon lui, « constitue un véritable barrage » et institue une université de plus en plus élitiste. Le député a affirmé que les nouveaux critères élimineraient en réalité une quinzaine de milliers d'étudiants sur les trente mille bacheliers.

Dans un long éditorial Al Bayane, journal du P.P.S. (communiste), conteste, en effet, les chiffres du ministère, affirmant que les facultés n'offrent, en réalité, pas plus de 15 210 places, les 15 000 autres relevant du recrutement par concours.

Les étudiants, en tout cas, paraissent décidés à réagir contre ce qu'ils considèrent comme l'institution d'un véritable système « sélectif » pour l'entrée dans les universités.

ROLAND DELCOUR.

Zimbabwe

Le ministre du travail est interrogé par la police à la suite du meurtre d'un fermier blanc

Alors que le président Machel du Mozambique se trouve en visite au Zimbabwe, la police de Salisbury a annoncé, mardi 5 août, qu'elle avait interrogé M. Tekere, ministre du travail, dans le cadre d'une enquête sur le meurtre d'un fermier blanc à 30 kilomètres de la capitale. Le ministre, qui est aussi secrétaire général de la ZANU-PF, le parti de M. Mugabe, a été appréhendé avec plusieurs autres personnes et des armes ont été saisies à son domicile.

M. Tekere a été relâché après s'être engagé à demeurer à la disposition de la police, laquelle se refusait encore, mardi soir, à tout commentaire, précisant seulement que l'affaire était suivie en « haut lieu ». Un voisin de la victime a affirmé que M. Tekere avait engagé des pourparlers avec le fermier, M. Adams, âgé de soixante ans, pour l'achat de sa propriété. (A.F.P., A.P., Reuter.)

Bien qu'il paraisse peu probable que M. Tekere soit directement impliqué dans un meurtre si sordide, cette affaire ne manquera pas d'avoir de sérieuses répercussions politiques. Troisième personnage de la ZANU-PF, après le premier ministre et M. Rex Nkomo (le principal chef militaire depuis la démission, en décembre, du général Tongogara), le ministre du travail est considéré comme

le bras droit de M. Mugabe. Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

Le meurtre d'un fermier blanc, dans un pays où la violence raciale est encore présente, est une affaire grave.

ASIE

Japon

SELON LE NOUVEAU LIVRE BLANC

Tokyo va accroître sa participation aux efforts de défense de l'Occident

Le gouvernement japonais a publié, mardi 5 août, un nouveau livre blanc sur la défense, le sixième depuis la guerre, soulignant la nécessité de renforcer les forces armées nipponnes. Selon ce document, les forces armées japonaises doivent être en mesure de contraindre l'opinion publique de l'archipel de la

nécessité de ce renforcement, le Japon doit contribuer sérieusement aux efforts des pays occidentaux pour maintenir la stabilité et la paix face au développement continu de la présence chinoise en Asie orientale, et en Extrême-Orient en particulier. Le Japon entend aussi répondre aux demandes répétées des Etats-Unis pour qu'il participe davantage aux efforts de défense occidentaux.

● M. Akira Shiota, directeur général du bureau de la politique de défense à l'Agence de défense, qui fut fonction de ministre des armées, a tenu mardi une conférence de presse. Il a souligné que ce rapport était publié à la veille de la remise par l'Agence au ministère des finances de son projet de budget.

Le ministère des finances a, en principe, accepté d'accorder aux forces d'autodéfense une augmentation de crédits de 9,7 % contre 7,5 % aux autres ministères (le Monde du 31 juillet).

Le Livre blanc note que l'URSS a récemment amélioré sa capacité et la qualité de ses missiles, qu'elle dispose de cent soixante-trois divisions et de quatre mille trois cent cinquante avions (davantage que les Etats-Unis), la Russie de la marine soviétique a l'Union soviétique est désormais en mesure de tenir tête aux Etats-Unis en cas de conflit nucléaire ou conventionnel, estime le document, que ce soit en Europe ou en Extrême-Orient : dans cette dernière région, le Kremlin a déployé un cinquième de ses troupes, un tiers de sa marine et le quart de son aviation.

Pour ces raisons, estime l'Agence de défense, le Japon doit s'efforcer d'accroître l'application de son plan de modernisation des forces armées élaboré en juillet 1979, et accroître ses efforts dans le domaine de la recherche et du développement. Toutefois, selon un responsable de l'Agence, l'application de ce plan ne mettra pas le Japon, en 1984, en mesure de s'opposer à une agression même limitée. — (A.F.P., Reuter.)

Le Livre blanc note que l'URSS a récemment amélioré sa capacité et la qualité de ses missiles, qu'elle dispose de cent soixante-trois divisions et de quatre mille trois cent cinquante avions (davantage que les Etats-Unis), la Russie de la marine soviétique a l'Union soviétique est désormais en mesure de tenir tête aux Etats-Unis en cas de conflit nucléaire ou conventionnel, estime le document, que ce soit en Europe ou en Extrême-Orient : dans cette dernière région, le Kremlin a déployé un cinquième de ses troupes, un tiers de sa marine et le quart de son aviation.

Pour ces raisons, estime l'Agence de défense, le Japon doit s'efforcer d'accroître l'application de son plan de modernisation des forces armées élaboré en juillet 1979, et accroître ses efforts dans le domaine de la recherche et du développement. Toutefois, selon un responsable de l'Agence, l'application de ce plan ne mettra pas le Japon, en 1984, en mesure de s'opposer à une agression même limitée. — (A.F.P., Reuter.)

Pour ces raisons, estime l'Agence de défense, le Japon doit s'efforcer d'accroître l'application de son plan de modernisation des forces armées élaboré en juillet 1979, et accroître ses efforts dans le domaine de la recherche et du développement. Toutefois, selon un responsable de l'Agence, l'application de ce plan ne mettra pas le Japon, en 1984, en mesure de s'opposer à une agression même limitée. — (A.F.P., Reuter.)

Pour ces raisons, estime l'Agence de défense, le Japon doit s'efforcer d'accroître l'application de son plan de modernisation des forces armées élaboré en juillet 1979, et accroître ses efforts dans le domaine de la recherche et du développement. Toutefois, selon un responsable de l'Agence, l'application de ce plan ne mettra pas le Japon, en 1984, en mesure de s'opposer à une agression même limitée. — (A.F.P., Reuter.)

Pour ces raisons, estime l'Agence de défense, le Japon doit s'efforcer d'accroître l'application de son plan de modernisation des forces armées élaboré en juillet 1979, et accroître ses efforts dans le domaine de la recherche et du développement. Toutefois, selon un responsable de l'Agence, l'application de ce plan ne mettra pas le Japon, en 1984, en mesure de s'opposer à une agression même limitée. — (A.F.P., Reuter.)

Pour ces raisons, estime l'Agence de défense, le Japon doit s'efforcer d'accroître l'application de son plan de modernisation des forces armées élaboré en juillet 1979, et accroître ses efforts dans le domaine de la recherche et du développement. Toutefois, selon un responsable de l'Agence, l'application de ce plan ne mettra pas le Japon, en 1984, en mesure de s'opposer à une agression même limitée. — (A.F.P., Reuter.)

Pour ces raisons, estime l'Agence de défense, le Japon doit s'efforcer d'accroître l'application de son plan de modernisation des forces armées élaboré en juillet 1979, et accroître ses efforts dans le domaine de la recherche et du développement. Toutefois, selon un responsable de l'Agence, l'application de ce plan ne mettra pas le Japon, en 1984, en mesure de s'opposer à une agression même limitée. — (A.F.P., Reuter.)

Pour ces raisons, estime l'Agence de défense, le Japon doit s'efforcer d'accroître l'application de son plan de modernisation des forces armées élaboré en juillet 1979, et accroître ses efforts dans le domaine de la recherche et du développement. Toutefois, selon un responsable de l'Agence, l'application de ce plan ne mettra pas le Japon, en 1984, en mesure de s'opposer à une agression même limitée. — (A.F.P., Reuter.)

Pour ces raisons, estime l'Agence de défense, le Japon doit s'efforcer d'accroître l'application de son plan de modernisation des forces armées élaboré en juillet 1979, et accroître ses efforts dans le domaine de la recherche et du développement. Toutefois, selon un responsable de l'Agence, l'application de ce plan ne mettra pas le Japon, en 1984, en mesure de s'opposer à une agression même limitée. — (A.F.P., Reuter.)

Pour ces raisons, estime l'Agence de défense, le Japon doit s'efforcer d'accroître l'application de son plan de modernisation des forces armées élaboré en juillet 1979, et accroître ses efforts dans le domaine de la recherche et du développement. Toutefois, selon un responsable de l'Agence, l'application de ce plan ne mettra pas le Japon, en 1984, en mesure de s'opposer à une agression même limitée. — (A.F.P., Reuter.)

Pour ces raisons, estime l'Agence de défense, le Japon doit s'efforcer d'accroître l'application de son plan de modernisation des forces armées élaboré en juillet 1979, et accroître ses efforts dans le domaine de la recherche et du développement. Toutefois, selon un responsable de l'Agence, l'application de ce plan ne mettra pas le Japon, en 1984, en mesure de s'opposer à une agression même limitée. — (A.F.P., Reuter.)

Pour ces raisons, estime l'Agence de défense, le Japon doit s'efforcer d'accroître l'application de son plan de modernisation des forces armées élaboré en juillet 1979, et accroître ses efforts dans le domaine de la recherche et du développement. Toutefois, selon un responsable de l'Agence, l'application de ce plan ne mettra pas le Japon, en 1984, en mesure de s'opposer à une agression même limitée. — (A.F.P., Reuter.)

Thaïlande

LES ENTRETIENS ENTRE HANOI ET L'A.S.E.A.N.

Bangkok se montre « très déçu » par la visite de M. Waldheim

La visite à Hanoi et à Bangkok, lundi 4 et mardi 5 août, du secrétaire général des Nations unies, M. Waldheim, à quelques semaines de l'ouverture à New-York de la session annuelle de l'Assemblée générale de l'ONU, qui doit débiter la question de la représentation du Cambodge, avait tenté d'apporter sa médiation entre les deux camps qui s'opposent à cet égard : celui du bloc indochinois sous l'égide vietnamienne, et celui des pays de l'ASEAN (1) avec pour chef de file la Thaïlande. A Hanoi, les interlocuteurs vietnamiens ont proposé de créer une zone démilitarisée du côté cambodgien de la frontière khmère-vietnamienne, ce que M. Waldheim était venu au Vietnam « en tant que personnalité et non pas en tant que secrétaire général des Nations unies ».

La présence des troupes vietnamiennes au Cambodge

A Bangkok, où la proposition présentée le mois dernier à Vientiane par les trois pays indochinois d'une zone démilitarisée située de part et d'autre de la frontière khmère-thaïlandaise vient d'être repoussée, des sources haut placées au ministère des affaires étrangères se sont déclarées « très déçues » par la visite de M. Waldheim dans leur pays. M. Thanat Khoman, vice-premier ministre, a déclaré que le secrétaire général de l'ONU avait « donné l'impression qu'il venait parler pour le Vietnam ». Certains journaux ont affirmé que, lors de la brève tournée qu'il a effectuée à la frontière, M. Waldheim ne s'était pas montré « très enthousiaste » et selon le Bangkok Post, « arguant d'un mal aux pieds, avait fréquemment décliné l'invitation de descendre de sa voiture pour se rendre compte des conditions sur le terrain ». M. Waldheim était blâmé au pied à Hanoi, mais le ton de la presse, et en particulier du Bangkok Post, proche des milieux gouvernementaux, témoigne du mécontentement éprouvé par Bangkok.

Les dirigeants thaïlandais considèrent toujours que le problème principal qui sépare Hanoi et Bangkok est la présence des troupes vietnamiennes au Cambodge, et ils en demandent le départ, se fondant sur une résolution adoptée en novembre par les Nations unies. Le premier ministre thaïlandais, le général Prem Tinsulanond, n'a pas manqué de rappeler à son hôte qu'il avait été mandaté, à une large majorité, par l'Assemblée générale, pour obtenir le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge et permettre aux Khmères d'exercer leur droit à l'autodétermination.

M. Waldheim s'est toutefois montré relativement optimiste sur sa mission, affirmant que Bangkok et Hanoi étaient désireux de renouer le dialogue : « Il nous faut voir maintenant de quelle façon les parties concernées peuvent prendre contact. (...) Les positions des deux camps sont très différentes, mais j'ai le sentiment que le dialogue est possible. » Toutefois, le ministre thaïlandais des affaires étrangères s'est retenu de tout commentaire sur la visite, se contentant d'indiquer que le secrétaire général avait évoqué le fait que les Vietnamiens étaient prêts à dialoguer avec les Thaïlandais, mais qu'aucun calendrier n'avait été fixé pour de telles discussions.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est comprenant l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande.

La présence des troupes vietnamiennes au Cambodge

A Bangkok, où la proposition présentée le mois dernier à Vientiane par les trois pays indochinois d'une zone démilitarisée située de part et d'autre de la frontière khmère-thaïlandaise vient d'être repoussée, des sources haut placées au ministère des affaires étrangères se sont déclarées « très déçues » par la visite de M. Waldheim dans leur pays. M. Thanat Khoman, vice-premier ministre, a déclaré que le secrétaire général de l'ONU avait « donné l'impression qu'il venait parler pour le Vietnam ». Certains journaux ont affirmé que, lors de la brève tournée qu'il a effectuée à la frontière, M. Waldheim ne s'était pas montré « très enthousiaste » et selon le Bangkok Post, « arguant d'un mal aux pieds, avait fréquemment décliné l'invitation de descendre de sa voiture pour se rendre compte des conditions sur le terrain ». M. Waldheim était blâmé au pied à Hanoi, mais le ton de la presse, et en particulier du Bangkok Post, proche des milieux gouvernementaux, témoigne du mécontentement éprouvé par Bangkok.

Les dirigeants thaïlandais considèrent toujours que le problème principal qui sépare Hanoi et Bangkok est la présence des troupes vietnamiennes au Cambodge, et ils en demandent le départ, se fondant sur une résolution adoptée en novembre par les Nations unies. Le premier ministre thaïlandais, le général Prem Tinsulanond, n'a pas manqué de rappeler à son hôte qu'il avait été mandaté, à une large majorité, par l'Assemblée générale, pour obtenir le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge et permettre aux Khmères d'exercer leur droit à l'autodétermination.

M. Waldheim s'est toutefois montré relativement optimiste sur sa mission, affirmant que Bangkok et Hanoi étaient désireux de renouer le dialogue : « Il nous faut voir maintenant de quelle façon les parties concernées peuvent prendre contact. (...) Les positions des deux camps sont très différentes, mais j'ai le sentiment que le dialogue est possible. » Toutefois, le ministre thaïlandais des affaires étrangères s'est retenu de tout commentaire sur la visite, se contentant d'indiquer que le secrétaire général avait évoqué le fait que les Vietnamiens étaient prêts à dialoguer avec les Thaïlandais, mais qu'aucun calendrier n'avait été fixé pour de telles discussions.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est comprenant l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande.

La présence des troupes vietnamiennes au Cambodge

A Bangkok, où la proposition présentée le mois dernier à Vientiane par les trois pays indochinois d'une zone démilitarisée située de part et d'autre de la frontière khmère-thaïlandaise vient d'être repoussée, des sources haut placées au ministère des affaires étrangères se sont déclarées « très déçues » par la visite de M. Waldheim dans leur pays. M. Thanat Khoman, vice-premier ministre, a déclaré que le secrétaire général de l'ONU avait « donné l'impression qu'il venait parler pour le Vietnam ». Certains journaux ont affirmé que, lors de la brève tournée qu'il a effectuée à la frontière, M. Waldheim ne s'était pas montré « très enthousiaste » et selon le Bangkok Post, « arguant d'un mal aux pieds, avait fréquemment décliné l'invitation de descendre de sa voiture pour se rendre compte des conditions sur le terrain ». M. Waldheim était blâmé au pied à Hanoi, mais le ton de la presse, et en particulier du Bangkok Post, proche des milieux gouvernementaux, témoigne du mécontentement éprouvé par Bangkok.

Les dirigeants thaïlandais considèrent toujours que le problème principal qui sépare Hanoi et Bangkok est la présence des troupes vietnamiennes au Cambodge, et ils en demandent le départ, se fondant sur une résolution adoptée en novembre par les Nations unies. Le premier ministre thaïlandais, le général Prem Tinsulanond, n'a pas manqué de rappeler à son hôte qu'il avait été mandaté, à une large majorité, par l'Assemblée générale, pour obtenir le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge et permettre aux Khmères d'exercer leur droit à l'autodétermination.

M. Waldheim s'est toutefois montré relativement optimiste sur sa mission, affirmant que Bangkok et Hanoi étaient désireux de renouer le dialogue : « Il nous faut voir maintenant de quelle façon les parties concernées peuvent prendre contact. (...) Les positions des deux camps sont très différentes, mais j'ai le sentiment que le dialogue est possible. » Toutefois, le ministre thaïlandais des affaires étrangères s'est retenu de tout commentaire sur la visite, se contentant d'indiquer que le secrétaire général avait évoqué le fait que les Vietnamiens étaient prêts à dialoguer avec les Thaïlandais, mais qu'aucun calendrier n'avait été fixé pour de telles discussions.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est comprenant l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande.

La présence des troupes vietnamiennes au Cambodge

A Bangkok, où la proposition présentée le mois dernier à Vientiane par les trois pays indochinois d'une zone démilitarisée située de part et d'autre de la frontière khmère-thaïlandaise vient d'être repoussée, des sources haut placées au ministère des affaires étrangères se sont déclarées « très déçues » par la visite de M. Waldheim dans leur pays. M. Thanat Khoman, vice-premier ministre, a déclaré que le secrétaire général de l'ONU avait « donné l'impression qu'il venait parler pour le Vietnam ». Certains journaux ont affirmé que, lors de la brève tournée qu'il a effectuée à la frontière, M. Waldheim ne s'était pas montré « très enthousiaste » et selon le Bangkok Post, « arguant d'un mal aux pieds, avait fréquemment décliné l'invitation de descendre de sa voiture pour se rendre compte des conditions sur le terrain ». M. Waldheim était blâmé au pied à Hanoi, mais le ton de la presse, et en particulier du Bangkok Post, proche des milieux gouvernementaux, témoigne du mécontentement éprouvé par Bangkok.

Les dirigeants thaïlandais considèrent toujours que le problème principal qui sépare Hanoi et Bangkok est la présence des troupes vietnamiennes au Cambodge, et ils en demandent le départ, se fondant sur une résolution adoptée en novembre par les Nations unies. Le premier ministre thaïlandais, le général Prem Tinsulanond, n'a pas manqué de rappeler à son hôte qu'il avait été mandaté, à une large majorité, par l'Assemblée générale, pour obtenir le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge et permettre aux Khmères d'exercer leur droit à l'autodétermination.

M. Waldheim s'est toutefois montré relativement optimiste sur sa mission, affirmant que Bangkok et Hanoi

EUROPE

Italie

Le président Pertini assiste aux funérailles des victimes de Bologne Un jeune néo-fasciste est soupçonné d'être l'auteur de l'attentat

L'Italie fait ce mercredi 6 août des funérailles nationales aux victimes de l'attentat de Bologne. Des centaines de trains spéciaux ont été mis en service pour permettre aux dizaines de milliers d'Italiens attendus de participer aux ob-

sèques. Les cérémonies se dérouleront en fin d'après-midi sur la piazza Maggiore, en présence du président Sandro Pertini et de M. Cossiga, et seront retransmises en direct par la télévision. Deux personnes blessées dans l'atten-

tat sont décédées le mardi 5 août à l'hôpital de Bologne, ce qui porte à soixante-dix-huit le nombre des morts causées par l'explosion. Un jeune néo-fasciste en fuite est soupçonné d'avoir commis le crime.

De notre correspondant

« ON A VU LOUÛR ATTEINDRE UN SYMBOLE »

De notre envoyé spécial

BOLOGNE. — « Quelle tragédie et étonnante cité ! » Même les journalistes italiens, qui devraient pourtant être habitués à la violence, ont été saisis de stupeur par la capitale de l'Emilie Romagne, poussée de ces exclamations. « Tout fonctionnait. La pitié et l'efficacité vont de pair, au pas de charge. »

De fait, Bologne n'est pas une ville italienne tout à fait comme les autres. L'activité quotidienne s'y déroule avec calme et dans un ordonnancement d'une régularité presque mathématique. Dans les rues animées du centre, aux noms hérités des anciennes corporations de métiers (rue des Vallées-Pécheres, rue des Drapiers), aucun cri, aucune altercation, marchands et clients font assaut d'urbanité. Que nous vult loin du tohu-bohu romain ! Que le « pittoresque » poulxier napolitain, en ces lieux, paraît déplacé !

Les rues, en général, sont propres, les mauvaises odeurs rares, les gens peu bavards, mais courtois et éveillés. A la préfecture de police, au palais de justice, les huissiers fournissent gentiment l'aide demandée, parfois même ils vont jusqu'à plaider le cas du quinquagénaire auprès des fonctionnaires affairés et visiblement tenus à la discrétion.

Samedi, à l'annonce de l'explosion, des centaines, peut-être des milliers de personnes sont accourues immédiatement, pour donner son sang, qui pour mettre son véhicule à la disposition des autorités. Spontanément, une sorte de plan d'urgence s'est mis en place. La tradition d'entraide et de solidarité, ici, a de profondes racines. Un journaliste d'interrogation : « Faut-il en attribuer les mérites aux structures sociales ? Ou bien au caractère de la population de l'Emilie, habituée depuis longtemps à ce esprit collectif qui en fait une île de félicité dans le panorama italien ? Sans doute un peu aux deux. »

Alors, pourquoi Bologne est-elle une nouvelle fois la cible du terrorisme « noir » ? Parce qu'elle offre l'image d'une administration modèle, d'une municipalité de gauche bien gérée ? M. Gherardi, le premier adjoint au maire (socialiste) le pense : « Indubitablement, Bologne est devenue un symbole, le symbole d'une cité qui travaille, discute et participe ; à travers elle, c'est le symbole de toute une Italie qu'on a voulu atteindre. »

Le maire de la ville, M. Renato Zangheri (communiste) exprime la même idée, d'une autre façon : « Bologne, ça représente quelque chose : le gouvernement de la gauche, une expérience démocratique avancée. » Il n'a pas de chance, monsieur le maire. Le jour de l'attentat, il se trouvait quelque part en croisière du côté de la Crimée. Ses amis ont mis quarante-huit heures pour le retrouver. Mais en son absence, la junte municipale, sous la férule de son allié et rival socialiste, a fonctionné comme si de rien n'était. Déjà, en 1974, M. Zangheri était parti en vacances la veille de l'attentat contre le train italico. Les possesseurs de bombes auraient-ils un espion dans la « forteresse rouge » ?

Mardi, dès les premières heures de la matinée, les employés communaux ont commencé à mettre en place le dispositif pour les funérailles des victimes de samedi organisées ce mercredi en présence de l'ensemble du monde politique. Autour de la place Maggiore, ils ont aligné des barrières métalliques, devant la basilique San Petronio, ils ont dressé une tribune. Avec diligence, sous une chaleur torride, toute la journée, ils ont cloué, vissé, fixé. Mardi soir, Samuel Doe, fraîchement arrivé pour accueillir les délégations attendues de toute l'Italie pour assister à Bologne, avec les habitants de cette ville courageuse, les dernières victimes du terrorisme politique le plus odieux.

MANUEL LUCBERT.

Grande-Bretagne

Quatre mandats d'amener sont lancés dans l'affaire du sabotage du pétrolier « Salem »

De notre correspondant

Londres. — Sir Michael Havers, attorney général de Grande-Bretagne, a autorisé mardi à être lancé des mandats d'amener contre quatre hommes soupçonnés par Scotland Yard d'avoir participé à l'affaire du pétrolier Salem, ce navire de 215 000 tonnes qui a mystérieusement coulé il y a six mois au large des côtes écossaises.

Les personnes recherchées sont MM. Dimitrios Georgiou, ex-capitaine grec du Salem, battant pavillon libérien ; Frederick Soudan, homme d'affaires à Houston (Texas) ; Anton Reidel et Johannes Jürgen Locks, chefs d'entreprise, respectivement à Rotterdam et à Francfort. Tous quatre sont accusés d'avoir monté une opération destinée à escroquer les assureurs maritimes de la compagnie britannique Lloyd's, en sabordant le pétrolier assuré pour un valeur de 24 millions de dollars (environ 96 millions de francs), après avoir vendu sa cargaison à des acheteurs sud-africains.

Bien que les personnes soupçonnées d'entente illicite ne soient pas passibles d'extradition, la

Grande-Bretagne a l'intention de délivrer ses mandats aux Etats-Unis et dans plusieurs pays d'Europe par l'intermédiaire du F.B.I. et d'Interpol. Pour sa part, M. Georgiou a déjà été extradé une fois : en février dernier le Sénégal le livrait au Libéria pour y être jugé. Mais le sergent-chef Samuel Doe, fraîchement arrivé à la tête de l'Etat libérien, décidait, en juin, de libérer le capitaine du Salem. Ne pouvant apparemment plus compter sur Monrovia pour combattre la fraude des navires battant pavillon libérien, Londres a donc décidé de prendre l'initiative afin de protéger ses institutions commerciales contre l'accroissement des escroqueries maritimes.

La Lloyd's n'a reçu à ce jour aucune demande de compensation pour la perte du pétrolier. En revanche, la société Shell a assigné à des assureurs indoniens en justice après qu'ils eurent refusé de la dédommager pour la disparition de la cargaison de pétrole. La compagnie pétrolière a déjà obtenu une compensation de 30 millions de dollars de la part du gouvernement sud-africain, qui avait acheté de bonne foi une grande partie de la cargaison.

(Interim.)

Pologne

L'agriculture privée va être favorisée pour faire face à la crise

Varsovie (A.F.P.). — L'agriculture polonaise est dans une situation catastrophique, et pour y faire face, les autorités sont résolues à accorder un traitement de faveur à l'exploitation familiale privée, estime-t-on à Varsovie. Cette politique, qui tourne le dos à la collectivisation des terres, viserait à alléger le fardeau que représentent pour l'économie les achats extérieurs de produits alimentaires.

Les difficultés de l'agriculture polonaise ne sont pas nouvelles : depuis 1973, la Pologne importe, notamment, 8 millions de tonnes de céréales par an, et dépense à ce poste la totalité de ses revenus d'exportation du charbon (dont elle est l'un des premiers exportateurs mondiaux).

A ces difficultés traditionnelles se sont ajoutées, cette année, des problèmes conjoncturels résultant des inondations de juillet, qui ont affecté environ 10 % des terres cultivables. La menace la plus grave pèse sur la récolte de betteraves, et un emprunt scier en nature est d'ores et déjà envisagé pour l'automne dans le cadre du Comecon.

Fait sans précédent dans l'histoire de la Pologne populaire, les questions agricoles relèvent désormais directement, dans le gouvernement, du premier ministre, M. Babuch, et dans la partie, de M. Andrzej Zabinski, secrétaire du comité central et l'un des plus proches collaborateurs de M. Giersek.

M. Zabinski s'est fait connaître dans la région agricole pilote d'Opole (sud-ouest de la Pologne), où il a été premier secrétaire du parti de 1973 à 1980, par des expériences originales dans la commercialisation de la viande, notamment l'écoulement d'une partie de la production au marché libre.

Toujours selon la même source, qui tient ses informations directement du comité central, la nouvelle politique agricole vise à tirer parti du plus grand dynamisme et de la plus grande souplesse de l'agriculture privée. Il s'agit d'une politique fondée sur des critères purement économiques, qui relève délibérément au second plan les considérations idéologiques.

Actuellement, le secteur nationalisé compose deux fois plus d'engrais que le secteur privé. Désormais, l'agriculture privée sera favorisée à cet égard, de façon à améliorer le rendement. Au besoin, un moratoire sur les exportations d'engrais sera prononcé. L'exploitation familiale privée sera également favorisée en ce qui concerne les approvisionnements en charbon, chroniquement insuffisants.

D'autres mesures concernent les coopératives agricoles d'Etat, qui souffrent d'un excès de dirigisme de la part du pouvoir central. Leur caractère coopératif sera accentué, et elles disposeront d'une relative autonomie.

(Interim.)

Tribune internationale Quelle Macédoine ?

par NINO NINOV (*)

LE MONDE a rendu compte d'une querelle, mettant en cause l'intégrité territoriale de la Bulgarie (1). Le gouvernement de Sofia serait coupable de ne pas renoncer au caractère bulgare du département de Blagoevgrad (la Macédoine du Pinne) et aussi de convoiter la Macédoine du Vardar, constituée en République autonome au sein de la Yougoslavie.

Reprocher à un pays à la fois de se prévaloir du statu quo et de chercher à le modifier, c'est trop. Où veut-on en venir ? Là-dessus nos censeurs se font discrets. On souhaiterait simplement, du côté yougoslave, que la population de Blagoevgrad bénéficie d'un statut de minorité nationale macédoienne. Cependant, les modalités de ce projet (notamment la prise en charge par Skopje des activités éducatives et culturelles dans le département) ne laissent aucun doute que dans l'esprit de ses auteurs il s'agit d'une solution très provisoire. Nous voyons donc revenir aux subtilités qui ont fait les délices des chancelleries européennes à une époque que l'on croyait révolue.

La revendication sur la région du Pinne se présente enrobée dans tout l'écheveau de la question macédoienne. Les porte-parole de Skopje trouvent fâcheux que la Bulgarie méconnaisse délibérément la fait politique macédoienne. Il faut s'entendre. La République socialiste de Macédoine fait partie d'un ensemble institutionnel interne. Elle tire toute sa légitimité de la constitution yougoslave, qu'il appartient au législateur fédéral d'amender à son gré. C'est donc une affaire qui ne regarde pas la communauté internationale. Néanmoins, pour lever toute équivoque concernant les intentions de Sofia, le chef d'Etat bulgare, Todor Jivkov, a déclaré sans ambages, le 27 avril 1979 à l'Assemblée nationale, que « la Bulgarie socialiste ne remet en question ni l'existence de la République socialiste de Macédoine, ni son appartenance à la République socialiste fédérative de Yougoslavie ». Les esprits inquiets devraient s'en trouver rassurés.

Par ailleurs, le gouvernement de Sofia prend acte des efforts en vue de la formation d'une nation macédoienne. Mais là, deux observations s'imposent.

D'abord, contrairement à l'Etat, la nation ne peut pas être créée par un acte d'autorité. C'est une communauté vivante, faite de souvenirs et de solidarités, qui s'acquiert son identité qu'on ne peut pas lui imposer de longue haleine. Trente-cinq ans, c'est peu.

Ensuite, le processus national, engagé à grands frais par Skopje, ne porte que sur la région du Vardar, annexée par la Serbie en 1913 lors du partage de la Macédoine. Il ne pourrait donc produire des effets dans la région égéenne et dans celle du Pinne, attribuées respectivement à la Grèce et à la Bulgarie.

La vocation panmacédoienne, que l'on s'arroge maintenant à Skopje n'aurait de sens que si la nation macédoienne était antérieure au fait politique, crée dans la région du Vardar. D'où la chasse aux ancêtres adoptifs, à laquelle se sont livrés des historiens de service. Mais ce fut peine perdue. Tel roi du onzième siècle, qu'on croyait tenir, échappe aux rebouteurs à coups de témoignages irrécusables : tel mouvement autonome se révèle complètement étranger à toute idée d'ethnie macédoienne, etc. En désespoir de cause, on s'accroche à présent à la distinction savante entre « peuples politiques » et « peuples non-politiques », à laquelle se réfère implicitement M. Michel Aubin. Le peuple macédonien a existé, paraît-il, pendant treize siècles sans s'en douter, avant d'être touché tout récemment par la grâce politique.

C'est qui trappe et déconcerte à travers ces paléolithes, c'est la phobie obsessionnelle du Bulgare. Démarche irrationnelle, qui rappelle le mythe du parricide, comme moyen d'accéder à la majorité. En effet, au regard des zéloteurs de Skopje, la Bulgarie est chargée d'une faute insupportable, celle d'avoir été considérée depuis le haut Moyen Age par les Slaves de Macédoine comme leur patrie. Que faire ? Faut-il renier son passé pour ne pas déranger ?

Faisant la part des choses, la Bulgarie actuelle entend bâtir son avenir à l'intérieur des frontières tracées par le traité de Paris. Cette grande modération devrait être payée de retour. Or, affirme-t-on l'intangibilité des frontières nationales et aussitôt des voix se lèvent à Skopje pour crier à une « résurgence de l'esprit grand bulgare ». Comment se fait-il que le souci élémentaire d'un pays de maintenir son intégrité soit tout à la fois déprécié ? Attitude surprenante, surtout si l'on songe que la Bulgarie avait perdu toutes les guerres qu'elle a déclenchées, mais ses voisins se sont déjà servis copieusement. Et comme à quelques choses, le malheur est bon, il en a résulté une homogénéité de la population bulgare, peu commune sur cette partie du continent. Cela vaut entièrement pour le département de Blagoevgrad. Car même si l'on admet que coupée du gros de la nation la population du Vardar s'en est éloignée, rien n'autorise à penser que ceux des Macédoiens qui sont demeurés en Bulgarie aient perdu leur sens national.

« E » Les recensements, alors ? On n'a, à Skopje, que ce mot à la bouche. Et bien, parlons-en. Cette affaire nous ramène aux beaux jours d'une époque où aux incertitudes du régime d'émancipation se mêlaient la foi retrouvée que tous les rêves sont à portée de la main. Dans ce climat politique très particulier, les dirigeants bulgares de l'époque ont cru bon d'accéder aux sollicitations pressantes de Belgrade au nom de la vieille idée de fédération balkanique. Aussi, le Front de la patrie a-t-il exhorté les habitants de Blagoevgrad à se faire inscrire comme étant de nationalité macédoienne lors des recensements. La plupart l'ont fait à leur corps défendant. La comparaison des chiffres fait ressortir qu'en cette occasion les consignes, venues de Sofia, ont été moins suivies que lors des consultations électorales, ce qui en dit long. D'ailleurs, les populations concernées se sont bien chargées de rétablir la vérité lors des recensements ultérieurs, ceux de 1965 et de 1975, en donnant une expression franche et massive de leurs sentiments. La nationalité des hommes relevant de leur libre arbitre, Sofia a au tort de se faire à partir de l'étranger.

(*) Journaliste, ancien diplomate bulgare à Paris.

(1) Voir les articles de Manuel Lucbert et de Michel Aubin, le Monde des 20 février et 6 mai.

Les droits de l'homme en Europe de l'Est

EN PRISON POUR AVOIR CHANTÉ À UN BANQUET DE MARIAGE...

Six dissidents hongrois et deux cent soixante-neuf Tchécoslovaques ont signé une pétition adressée le mardi 5 août au procureur général de la Bohême du Nord pour réclamer la libération du chanteur tchèque Karel Soukup. Il avait été arrêté le 1^{er} juillet pour avoir troublé l'ordre public : en fait, il avait chanté quelques-unes de ses chansons à un banquet de mariage. Parmi les signataires, il y a M. Laszlo Rajk, fils de l'ancien ministre des affaires étrangères de Hongrie exécuté en 1949 après un de procès staliniens de l'époque.

D'autre part, des comités internationaux pour le soutien de la famille du grand maître d'échecs, l'ex-soviétique Viktor Korchinn ont été fondés simultanément à Amsterdam, Munich et Washington. Cette initiative a été prise par M. Max Euwe, ancien président de la Fédération internationale des échecs et sept grands maîtres : MM. Ludek Pachman, Wolfgang Unzicker,

Alla Kushner, Helmut Pfleger, Jan Timman, Jan Heint Donner et Walter Brown. Ils ont invité leurs collègues à ouvrir une campagne pour que les autorités soviétiques libèrent le fils de Korchinn, Igor, détenu depuis 1979, et pour qu'avec sa mère Bella ils puissent rejoindre leur père mari. Le comité d'Amsterdam a invité la FIDE (la Fédération internationale) à appuyer ces démarches.

A Paris, le syndicat Force ouvrière a demandé mardi au président Giscard d'Estaing d'intervenir auprès des autorités soviétiques afin que la famille du dissident Vladimir Borisov puisse quitter librement l'URSS. La fille de Vladimir Borisov, âgée de dix mois se trouve à Moscou auprès de la mère du fondateur des syndicats libres, ex-président de l'Union soviétique, et de la famille de sa femme décédée fin juillet dans un accident de la route. — (A.F.P.)

مكتبة الأصل

Scosse
avec
Kenneth
White.

Tribune internationale
Belle Macédoine?

Le monde a vu récemment la naissance d'un nouveau pays, la République de Macédoine. Ce pays, qui a été proclamé indépendant le 9 septembre 1991, est situé dans les Balkans, entre la Serbie, la Bulgarie et la Grèce. Sa population est d'environ 2 millions d'habitants. Le pays a été créé à la suite de la dissolution de la Yougoslavie. Le nom de Macédoine a été choisi pour honorer l'ancienne région macédonienne. Le pays a une capitale, Skopje, et une langue officielle, le macédonien. Le pays a rejoint l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en 1995. Le pays a également rejoint l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en 1995.

M. Chevènement conteste l'analyse de M. Mitterrand sur l'alliance atlantique

L'interview de M. François Mitterrand publiée par « le Monde » le 31 juillet continue de susciter des réactions. M. Jean-Pierre Chevènement, dirigeant du CERES, membre du bureau exécutif du parti socialiste, commente, le mercredi 6 août dans « le Monde », les propos du premier secrétaire du P.S. sur l'alliance atlantique. Partisan d'une « plus grande cohésion dans ce qu'on appelle l'Occident », M. Mitterrand estime que le « réexamen des relations qui unissent les pays appartenant à l'alliance atlantique paraît urgent et nécessaire ».

M. Chevènement conteste, avec modération, cette analyse. « Il faut certes inventer de nouvelles règles du jeu sur le plan international », dit-il. « Mais je ne suis pas sûr que cela passe d'abord par un réexamen de l'alliance atlantique. » Pour sa part, M. Jean-Marie Daillet, député U.D.F. de la Manche, président de la commission défense de l'U.D.F., souhaite, dans un article publié le 2 août par « le Journal des combattants », une réorganisation de l'alliance atlantique, qui se traduirait par « une participation plus effective des alliés européens ».

M. Jean-Pierre Chevènement se déclare « perplexé » sur la perspective d'un réexamen de l'alliance atlantique évoquée par M. François Mitterrand. « L'alliance, dit-il, prévoit l'obligation d'assistance mutuelle. Cette obligation doit être respectée. Mais de là à élargir l'alliance atlantique à d'autres régions du monde, en particulier au Moyen-Orient, voire à l'Afrique, à l'Asie centrale, ou, pourquoi pas, à l'Asie du Sud-Est ou à l'Amérique latine, il y a un pas. C'est là ce que nous demandons les États-Unis, qui souhaitent également étendre la solidarité occidentale à nos questions monétaires (rôle du dollar), commerciales (relations avec l'U.R.S.S.), diplomatiques (jeux olympiques), et militaires (renforcement des forces conventionnelles européennes). Faut-on en réalité parler d'alliance entre les États-Unis et les pays européens? Ne conviendrait-il pas d'employer un mot plus adéquat : celui d'hégémonie. Pour sortir de la crise, il faut certes inventer de nouvelles règles du jeu sur le plan international. Je ne suis pas sûr que cela passe d'abord par un réexamen de l'alliance atlantique. »

ANCIENS COMBATTANTS

Les Marocains ayant combattu sous le drapeau français durant les deux guerres mondiales ont adressé le 3 août à l'ambassadeur de France au Maroc, M. Jacques Marché, une lettre ouverte lui demandant d'intervenir auprès de son gouvernement pour améliorer leurs pensions, qui, jugent-ils, est « tellement dérisoire » qu'elle n'arrive pas à couvrir leurs besoins les plus élémentaires en raison notamment de l'augmentation du coût de la vie. Cette pension n'a pas varié depuis octobre 1961. Le point d'indice est de 457 FF au lieu de 3316 FF versés depuis le 1^{er} avril dernier aux pensionnés et retraités français.

M. DAILLET (U.D.F.) : « Une politique de défense de l'Europe »

M. Jean-Marie Daillet écrit, dans le Journal des combattants, daté du 2 août : « Il faut que l'alliance atlantique réponde à sa mission, c'est-à-dire que les pays qui en sont membres fassent l'effort qu'ils doivent faire. L'instant même où le regard de l'homme moderne peut enfin se poser sur elle, la diversité des hommes, des cultures et des sociétés menace de l'abolir au moment précis où elle devient la plus précieuse. »

Le projet culturel et la crise de société. Les limites de la politique culturelle d'hier dictent l'effort de celle de demain. Garant d'une création et d'une diffusion à la fois diversifiées et démocratisées, l'État a pour fonction première d'allumer et d'entretenir de puissants contrefeux face au processus de destruction et d'uniformisation à l'œuvre dans toutes les sociétés modernes, et particulièrement dans la nôtre. Ce ne sont certes pas les moyens de l'action

Projet culturel et crise de société

(Suite de la première page.)

L'optimisme de ce bilan purement quantitatif est toutefois partiellement trompeur : d'abord parce que, en matière de démocratisation culturelle, la globalité des indications chiffrées dissimule une réalité plus complexe et plus contrastée qu'on ne l'imagine trop souvent et, en second lieu, parce que les transformations de nos systèmes de communication appellent une réflexion inquiète et vigilante sur les menaces qui pèsent en contrepartie sur l'avenir d'un système de création de moins en moins diversifié.

Les limites de la politique de démocratisation culturelle ont été trop souvent constatées pour qu'il soit besoin d'y revenir longuement. Le pas décisif de la démocratisation culturelle est de donner à la culture une place plus diversifiée où le pire parfois cède le meilleur. Avant de se réjouir des progrès de la lecture, ne faut-il s'interroger avec quelque prudence sur le contenu même de la bibliothèque ainsi popularisée? La sécheresse des chiffres risque en effet de dissimuler l'essentiel : la culture massive d'aujourd'hui n'a point la qualité homogène de la culture culturelle d'autrefois. Les lectures à l'accélération — le contraire est surprenant — n'ont pas disparu en vingt ans. Ébranlées par

« Le légume culturel unique »

Les limites évidentes de la démocratisation culturelle ne sont pas seules en cause : dans tous les sociétés modernes, les instruments mêmes de la production et de la diffusion massive d'objets culturels sont assés pour qu'ils puissent avoir deux lectures du projet socialiste comme il y a eu deux lectures du programme commun. De toute évidence, il y a un débat qui doit progresser au sein du P.S. afin que nous définissions une politique étrangère qui soit cohérente avec notre stratégie de rupture avec le capitalisme.

M. Jean-Marie Daillet écrit, dans le Journal des combattants, daté du 2 août : « Il faut que l'alliance atlantique réponde à sa mission, c'est-à-dire que les pays qui en sont membres fassent l'effort qu'ils doivent faire. L'instant même où le regard de l'homme moderne peut enfin se poser sur elle, la diversité des hommes, des cultures et des sociétés menace de l'abolir au moment précis où elle devient la plus précieuse. »

Le projet culturel et la crise de société. Les limites de la politique culturelle d'hier dictent l'effort de celle de demain. Garant d'une création et d'une diffusion à la fois diversifiées et démocratisées, l'État a pour fonction première d'allumer et d'entretenir de puissants contrefeux face au processus de destruction et d'uniformisation à l'œuvre dans toutes les sociétés modernes, et particulièrement dans la nôtre. Ce ne sont certes pas les moyens de l'action

Le projet culturel et la crise de société. Les limites de la politique culturelle d'hier dictent l'effort de celle de demain. Garant d'une création et d'une diffusion à la fois diversifiées et démocratisées, l'État a pour fonction première d'allumer et d'entretenir de puissants contrefeux face au processus de destruction et d'uniformisation à l'œuvre dans toutes les sociétés modernes, et particulièrement dans la nôtre. Ce ne sont certes pas les moyens de l'action

Le projet culturel et la crise de société. Les limites de la politique culturelle d'hier dictent l'effort de celle de demain. Garant d'une création et d'une diffusion à la fois diversifiées et démocratisées, l'État a pour fonction première d'allumer et d'entretenir de puissants contrefeux face au processus de destruction et d'uniformisation à l'œuvre dans toutes les sociétés modernes, et particulièrement dans la nôtre. Ce ne sont certes pas les moyens de l'action

Repenser le rôle de l'État

Les limites de la politique culturelle d'hier dictent l'effort de celle de demain. Garant d'une création et d'une diffusion à la fois diversifiées et démocratisées, l'État a pour fonction première d'allumer et d'entretenir de puissants contrefeux face au processus de destruction et d'uniformisation à l'œuvre dans toutes les sociétés modernes, et particulièrement dans la nôtre. Ce ne sont certes pas les moyens de l'action

des pièges du gigantisme mais non de ceux des coefficients d'échelle, de leur vocation à la création culturelle, tout cela constitue le socle d'une seule et même politique qui doit être assurée par une seule et même autorité.

Il n'est toutefois pas davantage imaginable de tourner le dos à l'effort de décentralisation de la vie culturelle tel qu'il a été mené depuis douze ans avec des fortunes et selon des modalités diverses. Les moyens mêmes dont il dispose directement, l'État doit en user avec le souci de favoriser la diversification et la régionalisation de la vie culturelle. Premier éducateur de France, il peut instaurer entre les unités d'enseignement non point la concurrence économique ou financière, mais celle des méthodes, des expériences, voire des programmes. Titulaire — mais pour combien de temps encore? — du monopole de la production et de la diffusion audio-visuelle, il pourrait limiter son intervention à celle d'un indispensable police des frontières. Il laisserait ainsi nos communes, nos départements, nos régions faire eux aussi entendre l'écho de leurs rêves, de leurs ambitions et de leurs projets, et introduire un élément salutaire de pluralité dans le discours univoque, défilé à l'identique soir et matin par les grands moyens d'information. En matière de livre, de théâtre, de cinéma, il ne faut pas oublier que l'État est intervenu dans la vie culturelle pour créer des médiateurs nouvelles passant par une exploitation systématique des ressources du mouvement associatif, par un développement et un rayonnement des fondations et par des rapports contractuels d'un type nouveau entre puissance publique et éditeurs de culture.

Dans les régions

Longtemps, le pouvoir politique dans notre pays a manifesté de la défiance, voire de l'hostilité à l'égard des cultures régionales soupçonnées de porter atteinte à l'unité nationale. On se rappelle le mot d'ordre des années révolutionnaires : « La réaction parisienne et la bourgeoisie ». Le choc révolutionnaire, après avoir rompu, comme l'écrivait Louis Aragon, « la chaîne de la monarchie », a fait naître le besoin d'un nouveau ciment culturel et social pour la nation.

La crise de la société française forme tout le déclin de la nationalité, la langueur de nos investissements, l'atonie de notre création culturelle sont autant de signes d'un même mal. Cette crise est simultanément rupture de la continuité historique et de la solidarité sociale. C'est parce que l'homme accepte de se couper d'un passé ignoré et d'un avenir redouté qu'il se retranche du monde de ses semblables. Si le projet culturel de la France est dans l'impasse, c'est en fait moins l'impasse de la culture qui est en cause que celle de la politique. Redonner aux hommes et aux femmes de France le plein sentiment d'être membres à part entière d'une communauté qui leur soit propre, c'est-à-dire tout à la fois d'une société solidaire et d'une collectivité historique responsable, constitue le préalable indispensable à toute politique culturelle qui soit digne de la France et des Français. Par une alliance fatale, le goût de l'effort et le sens de l'équité, le respect du passé et la volonté d'innovation ont été mis en congé de la République. L'exaltation changeante de l'instant, le dédain simultané de l'histoire et de l'avenir, le refus général des règles et des espoirs de la création sont les plus sûrs obstacles au redressement de la France, dans l'ordre culturel comme dans l'ordre économique ou international.

Faut-il donc conclure en parodiant le baron Louis : « Faites-leur de la bonne politique et les Français vous feront de la bonne culture »?

JACQUES CHIRAC.

«... un livre de poète, qui donne envie de partir au plus vite pour cette mystérieuse Ecosse-Alba, le pays des brumes et des collines blanches».
Diane de Margerie - Le Point.

Dans la même collection : La Bretagne avec Yann-Lukas Le Liboux, Venise avec Renzo Salvadori.

FLAMMARION

Centre AUTUEL Depuis 1953 TOLBIAC

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES ROMAINES

SC.PO

Première Préparation Paritaire Enseignement Annuel Complet

Où l'on a le plaisir de la culture

Entrée en A.P. 17 à 22 h hebdo

Renforcement en Méthodologie et 2 heures vivantes

Contrôles écrits hebdomadaires

■ Succès importants confirmés

Centre 6, Av. Léon Henry 75016 Paris Tel. 224.10.72 - 268.52.09

Centre 83, 87, Av. d'Italie - 75013 Paris Tel. 585.49.35

EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

Des associations revendiquent l'euthanasie active et le droit de mourir dans la dignité

La dernière initiative d'une association baptisée Exit et qui milite pour le « droit à la mort digne » suscite outre-Manche une vive controverse. Les dirigeants d'Exit (parmi lesquels des médecins) envoient en effet aux membres de leur association un véritable « manuel de la mort douce », donnant, à propos des méthodes de suicide, des conseils et recettes multiples, comme l'explique ici notre correspondant Henri Pierre.

Une enquête judiciaire avait déjà été ouverte en mars 1980 aux Pays-Bas contre un couple de Néerlandais qui, dans un bulletin baptisé « Exit Thanato », signait les meilleurs moyens d'« auto-destruction ». Pour le parquet hollandais, cette initiative tombe sous le coup du code pénal qui condamne « toute incitation intentionnelle à suicide d'autrui, par assistance dans l'acte ou par la fourniture

de moyens nécessaires à son accomplissement ».

Le code français est, pour sa part, muet sur le suicide ; les actes de complicité de suicide ne sont pas punissables puisqu'il ne peut exister de complicité criminelle ou délictuelle d'un acte qui n'est tenu ni pour un crime ni pour un délit. En revanche, les juges condamnent la « non-assistance à personne en danger », à l'exception, ou à plus forte raison tondre la ciguë à quelqu'un prêt à se donner la mort relève, selon les juges français, du délit de non-assistance.

Une Association pour le droit de mourir dans la dignité, dont les membres revendiquent, le cas échéant, l'euthanasie active, vient de se créer en France. De telles associations existent déjà dans une douzaine de pays ; elles doivent participer, en septembre

prochain à Oxford, à une conférence internationale sur l'euthanasie et le suicide.

Ainsi, se multiplient des initiatives qui traduisent toutes le malaise actuel devant un double phénomène : l'augmentation considérable de la durée de la vie, et les possibilités technologiques de maintenir un semblant d'existence chez des êtres hier encore condamnés.

Les militants du « droit à la mort » agissent au nom des libertés individuelles et du malaise que suscite un certain vitalisme médical.

Ils se heurtent aux craintes justifiées de ceux qui perçoivent les abus auxquels pourrait conduire un quelconque relâchement du concept et difficilement imposé de la vie humaine, et de protection des plus vulnérables.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

Aux Pays-Bas

UN « MANUEL POUR UNE MORT DOUCE » DANS TOUTES LES LIBRAIRIES.

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Un « manuel pour une mort douce » sera mis en vente sous peu par l'Association pour l'euthanasie volontaire aux Pays-Bas, a dit jeudi 24 juillet le président de cette association.

En principe, le manuel doit pouvoir être acheté dans toutes les librairies et il s'adresse aux médecins aussi bien qu'aux malades. M. Ekelmans, président de l'association, a dit s'attendre que les autorités judiciaires néerlandaises ouvrent une enquête à propos de la publication. Il ne croit pas cependant à la possibilité de poursuites. Le ministère de la justice à La Haye n'a pas encore fait connaître sa position à l'égard de la mise à la disposition de tout citoyen du manuel.

Les médicaments que prône ce manuel ne peuvent être obtenus que sur ordonnance, ce qui devrait enclencher des poursuites, selon l'association pour l'euthanasie volontaire.

Ce mouvement a pris une ampleur considérable aux Pays-Bas bien qu'il soit encore marginal. Ainsi, des dizaines de milliers de Néerlandais ont rédigé un « testament de vie » par lequel ils demandent une abstention thérapeutique quand le prolongement des soins revient, en fait, à un prolongement des souffrances.

Récemment, une enquête judiciaire a été ouverte par le parquet de Leeuwarden, dans le nord des Pays-Bas, après que le Centre d'information pour l'euthanasie volontaire ait publié dans son bulletin une liste de médicaments pouvant entraîner une mort sans souffrance. Ce centre, qui entretient des liens étroits avec l'association, fait des efforts pour obtenir ces médicaments et les distribuer parmi ses membres.

Selon M. Ekelmans, le manuel d'euthanasie, qui va désormais bénéficier d'une grande diffusion, serait le résultat de nombreux appels de médecins demandant le conseil de l'association sur les « moyens les plus humains et les plus efficaces » pour pratiquer l'euthanasie.

RENÉ TER STEEGE.

En Grande-Bretagne

Un guide de l'« autodélivrance » provoque une vive controverse

De notre correspondant

de Woolwich, des acteurs et écrivains comme Peggy Ashcroft et Arthur Koestler, et bien entendu, plusieurs médecins.

La société fait campagne pour une législation spéciale sur l'euthanasie « passive » et estime que le droit de chaque individu de refuser un traitement médical est pratiquement ignoré et violé par les hôpitaux et les médecins. Exit recommande à ses membres de porter sur eux, en permanence, une déclaration officiellement authentifiée, exonerant à l'avance de toute responsabilité ceux qui ne leur porteraient pas assistance en cas de danger de mort ou refusant de leur administrer des soins.

Mais Exit a provoqué de vives remous en annonçant la publication sous son agio d'une brochure intitulée « A guide to self-delivrance » (Guide de l'autodélivrance), une sorte de manuel du candidat au suicide. En fait, l'association a hérité avant de publier ce guide, dont on connaît les grandes lignes à la faveur d'indiscrétions. Ainsi la brochure donnerait des indications sur les types et les doses de médicaments pouvant être obtenus sans ordonnance assurant un doux passage de la vie au trépas. Mais le guide se garde bien de faire des recommandations ou d'indiquer ses préférences. Il donne aussi des conseils pratiques (ne jamais utiliser l'acide à l'acétyle) et se prononce contre les formes bruyantes et gênantes de suicide : se servir d'une arme à feu, se couper les poignets, sauter par la fenêtre, sont déconseillés, peut-être par égard pour les tiers.

Le guide se défend fermement de vouloir favoriser le suicide. Au contraire. La première partie du document est un appel visant à détourner le lecteur de la tentation du suicide, surtout quand il est seulement victime d'une dépression temporaire ou quand une possibilité, si faible soit-elle, existe d'un recours médical. En outre, la société a pris la précaution supplémentaire de limiter la distribution de son guide, sous pli fermé, à ceux de ses membres ayant adhéré depuis plus de trois mois. Et cela pour donner un temps de réflexion supplémentaire à ceux qui seraient tentés par le suicide. Il faut croire que ceux-ci sont nombreux puisque, après l'annonce de la publication, s'est vu tripler le nombre de ses adhérents.

Certes, divers groupes ont critiqué l'initiative de la société. La British Medical Association, par exemple, a déclaré :

(Publié)
LA PHOTOGRAPHIE

John KEDGECOE
Cet ouvrage débute par un cours de familiarisation avec le manipulateur et les appareils à film et à pellicule. Les chapitres suivants traitent de la mise au point, des vitesses d'obturation et des expositions correctes par rapport à des situations et à des éclairages très divers.

Vient ensuite une partie consacrée à la construction de l'image que vous apprend à voir et à choisir les éléments qui font d'une photographie ordinaire une « grande » photo. Tout ce qu'il vous faut savoir sur le développement et le tirage de vos photos chez vous est expliqué sous forme de séries de dessins qui vous montrent exactement le matériel dont vous avez besoin et vous présentent le matériel et les techniques pour obtenir des résultats professionnels, même si vous ne disposez que d'un laboratoire photo simple.

Pour finir, un guide complet des situations particulières, des équipements et des termes techniques permet de se référer rapidement à un aspect quelconque de la photographie moderne.

M. SOLAR

Des jeunes sans maison

FEU LA M.J.C. DE BOULOGNE

Quinze minutes ont suffi aux bulldozers de la mairie de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) pour abattre, le samedi 26 juillet, à six heures du matin, les cloisons en préfabriqué de la Maison des Jeunes et de la Culture, créée en 1952, et pour laquelle on avait construit des bâtiments « provisoires » en 1972.

Personne à Boulogne n'a protesté contre cette démolition, hormis les quelques jeunes de quatorze à vingt ans qui avaient prévu une « boum » ce soir-là à la M.J.C. Mais qui se souciait d'une « boum » ? Les habitants — cadres et enseignants — de ce quartier rénové, construit à l'emplacement d'anciens ateliers Renault, sont aujourd'hui soulagés : les débris des percussions et des guitares électriques des deux cents jeunes qui fréquentaient encore la Maison ne hantent plus, jusque tard dans la nuit, leur sommeil et ne nourrissent plus, le jour, leurs pétales. Il est vrai que les locaux de la M.J.C. n'étaient pas insonorisés. Les policiers, sans parler de l'« utilité sociale » d'un tel point de fixation pour des jeunes à la rue, expliquent que beaucoup de ceux qui venaient à la M.J.C. n'étaient pas de Boulogne même. Il faut voir dans un an, confie un commissaire, si cette décision était bonne.

Demain, le lycée d'enseignement professionnel (LEP) de l'avenue Edouard-Vaillant de Boulogne sera transféré à l'emplacement de cette M.J.C. où se réfugièrent justement ceux qui avaient déserté l'école. La décision de la Ville, propriétaire du terrain, remonte à 1973. Seules les lenteurs du tribunal administratif de Paris à reconnaître, sept ans après, le 4 juillet 1980, la légalité de cette décision expliquent le retard pris.

La mairie n'aurait-elle pas dû au moins prendre durant ce temps, des mesures conservatoires ? La sécurité, en effet, n'était plus assurée dans la M.J.C., où l'eau était branchée sur une bouche d'égout et où le groupe électrogène était situé dans une pièce sans aération. Les occupants utilisaient des bougies et des réchauds, l'électricité ayant été coupée par la municipalité. Celle-ci avait supprimé, il y a sept ans, toute subvention à la M.J.C. afin de reprendre en main les activités culturelles dans la commune. A la mairie on évoque

l'absence de direction et l'anarchie de cette M.J.C., où quinze présidents se sont succédés depuis 1973. On dénonce la galeté qui y régnait et on évoque la drogue et les « couilles » qui y auraient sévi.

La municipalité avait parallèlement le Centre d'animation de Boulogne (CAB), à qui elle attribue chaque année six cents mille francs de subvention. « Que les jeunes de la M.J.C. rejoignent aujourd'hui le CAB », dit-on à la mairie. La CAB c'est la M.J.C. avec un peu plus d'encadrement.

C'est plus que ces jeunes n'en peuvent supporter : un des locaux du CAB, situé dans l'ensemble immobilier de la tête du pont de Sèvres, où habitent de nombreux ouvriers et immigrés, a été entièrement saisi en avril. Sur la grande dalle entre les H.L.M., des dizaines de jeunes errant à ne rien faire. « La M.J.C., disent-ils, était notre famille. » Leurs parents, dans certains cas, sont partis en vacances sans eux et en fermant les portes à clé, de peur qu'ils ne cassent tout.

Chaque soir une quinzaine de jeunes se réfugient chez Marc Winandy, étonnant personnage de trente-deux ans qui, avec sa voix rauque, sa tendresse et sa jambe qui boit depuis une bégaiement sur le port d'Anvers, est sans doute le seul adulte à Boulogne à défendre encore la défunte M.J.C. La propriétaire de son immeuble a déjà déposé une plainte auprès du procureur pour tapage nocturne.

Ancien docteur, animateur bénévole depuis deux ans, il trouve pour des mariages et, surtout, il se préoccupe de louer la Maison pour des mariages et, surtout il apprend l'« autodéveloppement » aux « black panthers », aux « skimmers » et aux « punks » — toutes ces bandes qui venaient à la M.J.C. vivre de musique pop et de leurs rivalités. « Si n'y a plus ça, dit Marc Winandy, il n'y a plus rien pour eux. »

« C'est un type acharné, passionné, qui tient ses gens », reconnaît le commissaire de Boulogne. Pour vivre, Marc Winandy est pourtant obligé de faire, le soir, des remplacements dans les théâtres omnisports de la rue Saint-Denis, à Paris. « Je suis obligé, dit-il, de me prostituer pour m'occuper des jeunes. » Des jeunes qui, lundi, tard dans la soirée, déclaraient, en l'absence de tout local prêt à les accueillir, de finir la nuit rue Saint-Denis.

NICOLAS BEAU.

MÉDECINE

L'Institut Pasteur va produire un vaccin contre l'hépatite B

Le docteur Pierre Cuesny, directeur médical à l'Institut Pasteur, vient d'annoncer qu'un vaccin contre l'hépatite virale de type B ou « hépatite de la seringue » serait disponible en France dès janvier 1981 dans les hôpitaux et dans les centres de vaccination, et avant la fin de 1982 dans l'ensemble des pharmacies. L'Institut Pasteur, après avoir réalisé une expérimentation sur des chimpanzés, a obtenu en effet le développement d'une étude « en double aveugle » (1) auprès de cinq cents personnes volontaires, personnels et malades de centres d'hémodialyse, dont les résultats confirment d'ores et déjà l'efficacité et l'innocuité de ce mode de prévention.

Le vaccin prochainement produit par l'Institut Pasteur a été mis au point, en 1975, à Tours, par le professeur Philippe Manassès et son équipe de l'Institut de virologie de Tours (le Monde du 6 mai 1976). Il est constitué d'une fraction de l'enveloppe du virus de l'hépatite B (antigène HBs) isolée et purifiée à partir de sérum de donneurs de sang « porteurs chroniques » du virus. Le protocole comporte une série de trois injections réalisées à un mois d'intervalle, suivies de deux rappels à un an et cinq ans. On estime à l'Institut Pasteur que le coût d'une dose de ce vaccin sera, en pharmacie, de l'ordre de 150 francs.

Depuis sa mise au point, à Tours, près de deux mille cinq cents personnes, malades et personnels des services d'hémodialyse, ont déjà été vaccinés en France à partir de lots vaccinés produits à Tours. Cet institut organise d'autre part une importante campagne de vaccination au Sénégal (le Monde du 8 mai 1980) dans le cadre d'une étude cherchant à démontrer le rôle joué par le virus de l'hépatite B dans la genèse du cancer primitif du foie (hépatome).

Avec l'annonce par l'Institut Pasteur du prochain passage à la production industrielle et à la diffusion de masse de ce vaccin,

(1) Il s'agit d'un protocole expérimental où ni le malade ni l'expérimentateur ne connaissent la nature du produit testé. En l'occurrence, il s'agit soit d'une dose de vaccin, soit d'un placebo (produit neutre).

JEAN-YVES NAU.

LETTRES

MALAISE A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

A la suite de la lettre de M. Francis Perrier, insérée dans l'article du Monde du 7 juillet dernier, intitulé « Malaise à la Bibliothèque nationale », l'inter-syndicale de cette administration (C.G.T., C.F.D.T., F.E.N.), nous a fait savoir aussitôt qu'elle s'opposait à ce qu'on attribue la responsabilité des perturbations qui affectent actuellement la communication des ouvrages.

Les délégués de l'inter-syndicale, que nous avons rencontrés, tiennent à préciser qu'en aucun cas, les divers problèmes qui ont affecté récemment la Bibliothèque nationale ne sauraient être imputables au personnel. Au contraire, le souci majeur de ce personnel serait, toujours selon l'inter-syndicale, de s'opposer aux causes principales de ces problèmes, qui sont, d'abord dus à la politique de l'administration consistant à réduire de plus en plus souvent des employés vacataires (qui ne bénéficient d'un contrat de six mois) à des postes jusqu'alors tenus par des titulaires, et qui nécessitent la compétence et l'expérience de ces derniers. Il apparaît d'autre part, et toujours de source syndicale, que l'origine de ce manque croissant de titulaires viendrait de la diminution des postes à pourvoir dans les concours d'entrée de ces catégories de personnel, concours placés sous la responsabilité du ministère aux universités.

Par ailleurs, une personne proche de la direction nous a confirmé que les « crises de service » auxquelles faisait allusion M. Francis Perrier dans sa lettre, découlent d'une décision administrative émanant de la direction de la Bibliothèque nationale elle-même. Celle-ci cherchait à pallier ainsi un manque temporaire de personnel ayant des causes saisonnières et occasionnelles : nombreux cas de maladies, congés, etc. Toujours selon la direction, en l'absence de la bonne volonté du personnel, ne saurait être mise en doute.

« Choisir le moyen et le moment de terminer sa vie »

Une Association pour le droit de mourir dans la dignité (1) que préside M. Michel Landu vient d'être créée en France. Elle s'intéresse à la dignité de la personne humaine face à la mort et entend aider ceux qui vivent cette situation dans la solitude et l'anxiété, et agir auprès de l'opinion pour que cette dignité soit reconnue.

Dans un premier temps, l'association « mène campagne contre l'acharnement thérapeutique » et propose notamment de faire signer à ses membres un « testament biologique » dont elle entend que les pouvoirs publics et le corps médical reconnaissent la valeur légale.

A plus long terme, l'association vise « l'inscription dans la Constitution du droit pour chaque individu de disposer librement de son corps et de sa vie et de choisir le moyen et le moment de terminer sa vie ».

Elle est en relation avec les autres organisations britanniques, suédoises, australiennes, japonaises, néerlandaises, américaines, qui œuvrent dans le même sens.

Le « testament biologique » qu'elle propose à ses membres est ainsi rédigé :

« Après sérieuse réflexion

et en toute liberté, et en pleine possession de mes facultés, je décide que, si l'arrivée à cause d'une maladie, accident ou quelque raison que ce soit, de ne plus jouir de mes facultés mentales ou physiques et que la guérison ne garantisse pas la restauration de ces facultés :

a) que l'on ne m'applique aucun remède ou technique se proposant de me maintenir en vie ou de me prolonger l'existence ;

b) que l'on ne m'applique aucun remède ou technique se proposant de maintenir ou recréer ma conscience ;

c) que l'on ait recours à l'euthanasie dite « active ».

Date et signature :

— Nom, adresse et signature de deux témoins n'ayant aucun lien de parenté. »

L'association française et toutes les autres organisations militent pour le droit à la mort digne et se réunir à Oxford en septembre prochain pour une conférence internationale sur l'euthanasie volontaire et le suicide.

(1) 22, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris. Tél. 548-39-88.

Depuis 1970

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

La dernière «Tétralogie» de Boulez et Chéreau

UN ENTREPOT DE LA CINÉMATHEQUE A BRULÉ

Afin que la magie persiste...

Le premier cycle des représentations de la Tétralogie vient de s'achever, le deuxième commença dans quelques jours, un troisième suivra et puis plus rien. Patrice Chéreau et Pierre Boulez avaient été invités à Bayreuth pour trois saisons, ils en ont fait deux supplémentaires et s'ils n'avaient pas décidé sagement de s'en tenir là, il n'y aurait aucune raison pour qu'ils ne reviennent pas chaque été pendant vingt ans. Cette production, qui devait seulement faire un peu de bruit au moment du centenaire en 1976 et qui continue à susciter quelques sifflets isolés, est, en effet, devenue classique. Ceux qui ont eu la chance de la revoir ont éprouvé à quel point sa cohérence n'était nullement artificielle, qu'elle était assez forte pour contenir des contradictions internes à la mesure de celles qui se trouvent dans l'œuvre elle-même, et que la perfection technique de la réalisation, pas plus que la poésie des tableaux, ne s'éloignaient de la longue : la magie persiste, la chaleur dramatique ne semble jamais s'effacer. Le *Parafid* de Wieland Wagner ne s'est-il pas maintenu victorieusement de 1951 à 1973 ?

Original et contrefaçons

Lorsqu'on sait que la demande était trois fois supérieure au nombre de places disponibles, tout porte à croire que ce succès sans précédent aurait pu être exploité bien davantage. Mais c'est oublier qu'un travail aussi considérable de la part des interprètes comme de ceux qui les ont dirigés ne s'accommodent pas de répétitions infinies, et qu'adventurerait-il si on devait charger le chef d'orchestre, puis les chanteurs et que le metteur en scène ne soit plus là pour maintenir ses indications ? Exactement la même chose que ce qui se produit dans tous les théâtres

du monde lorsque les opéras restent longtemps au répertoire : ils perdent peu à peu ce qui faisait leur force, les gestes deviennent mécaniques, ne s'accroissent plus avec le temps de la direction musicale et ne correspondent plus aux inflexions vocales particulières à tel ou tel interprète. Or tout cela, qui distingue les véritables interprétations des simples représentations, avait été poussé si loin ici et n'avait été conservé dans toute sa fraîcheur que grâce au maintien de la même équipe, alignée d'abord par l'enjeu, par la mauvaise foi des détracteurs ensuite et, enfin, par l'abondance des suffrages, qu'il valait mieux faire cesser l'enchantement que de réinventer toutes les conditions pour le vider de son sens.

Mais après ? Sinon à Bayreuth du moins ailleurs, on pourra voir bon nombre d'imitations purement extérieures, tout comme la révolution de Wieland Wagner avait engendré mille platitudes, dont on ne saurait rendre responsable le style original qu'il avait su imposer. A cela près que, dans le cas présent, on a filmé et enregistré les représentations, que des études des livres même sont là pour perpétuer le témoignage de cette réussite exceptionnelle et rafraîchir la mémoire des témoins qui, prenant leurs rêves pour des souvenirs, finissent par donner une image bien déformée. Ainsi, face aux contrefaçons, il restera, en quelques jours, l'original.

Malheureusement, le film passe par l'œil de la caméra, l'écran, le son, les membranes des récepteurs, et si les quelques faiblesses qu'on pouvait relever à la représentation sont habilement gommées, n'aura-t-on pas à la place, et c'est plus grave, une de ces interprétations de référence dont les gloses, plus inutiles les unes que les autres et solidement accrochées comme les moules sur leur rocher, finissent par transformer la por-

tée et l'esprit ? Ainsi, l'expérience exemplaire devient la tarte à la crème des critiques. Pis encore, ce qui n'était qu'un accessoire ou pure fantaisie se verra chargé de mille significations, alors que ces aspects faisaient en y échappant, respirer la conception d'ensemble.

Une comète fantaisiste

Mais qu'importe ! puisque c'est là la contradiction inévitable de toute innovation, et, si les excès se prolongent, cela laissera le temps à ceux qui ont un peu plus d'imagination de découvrir une interprétation nouvelle de la Tétralogie. Après le radicalisme de Wieland Wagner, sa recherche d'un dépouillement absolu, après le retour aux sources de Patrice Chéreau, qui a le plus souvent repris à la lettre les indications de mise en scène stipulées par Wagner et dont la collaboration étroite avec Boulez a permis de transposer dans le jeu des acteurs les passages où l'orchestre s'exprime seul, on a dû mal à imaginer une troisième solution. Elle viendra cependant, et ce sera tant pis pour ceux qui croyaient avoir pu contempler la vérité, car elle ne se donne pas si facilement et s'échappe dès qu'on veut la saisir. Ainsi, à l'inverse de ce wagnérien chevrons confiant à un néophyte, le dernier soir : « Oh, ce que nous avons vu, c'est le *Parafid* de Chéreau que de Wagner », ne serait-il pas plus exact d'affirmer que la Tétralogie n'est et ne sera jamais que de Wagner, qu'elle traverse le ciel de la vie artistique comme une comète, à l'est ou à l'ouest selon sa fantaisie, et qu'il ne faut pas s'attendre à la retrouver là où elle était. Après la veille ? L'essentiel, c'est qu'elle ne s'éloigne pas définitivement et qu'on puisse la contempler de loin en loin sous une autre face mais dans tout son éclat. Le reste est littérature.

GÉRARD CONDÉ

Sérieuse alerte

Qu'aurait-il dit « le dragon qui veillait sur nos trésors » en apprenant, le dimanche 5 août, que « son » stock de films du Pontel était en train de brûler ? Qu'aurait-il fait, celui qu'avait ainsi baptisé Jean Cocteau, celui qui, en 1935, fonda avec Georges Franju, la Cinémathèque française ? Sur qu'il aurait filé sur les lieux de la catastrophe. Car il aurait été alerté tout de suite. Sa dévouée compagne, Mary Meerson, l'aurait accompagné là-bas, à Villiers-Saint-Frédéric près de Rambouillet, où les flammes faisaient rage, des flammes qui traitaient jusqu'à atteindre 100 mètres de haut et contre lesquelles les règlements de pompiers, rameutés, avaient peine à lutter. Il aurait assisté au désastre, ruminant une sourde colère, se maudissant lui-même d'avoir choisi, un peu plus de dix ans plus tôt, cet entrepôt de 2 000 mètres carrés en simples parpaings et aux charpentes de bois. Non, de fait, intéressement, Langlois se serait félicité... que le mauvais sort soit tombé sur ces films-là, de moindre valeur.

Passant mentalement en revue la liste des bobines remises là, il aurait éprouvé comme un soulagement et peut-être même ressenti qu'ainsi était faite la preuve qu'il ne fallait pas tout garder au même endroit. Henri Langlois aurait vu, dans le désastre, une démonstration du bien-fondé de ses théories sur la dispersion. Et comme il était capable d'une mauvaise foi à la mesure de sa passion de collectionneur, il aurait répondu aux officiels du ministère : « Vous voyez bien, j'ai eu raison d'éparpiller les richesses de la Cinémathèque dans près de trois cents lieux. »

Une chance, en effet. Dans la circonstance, le matériel filmé déposé au Pontel n'était pas le plus précieux



(Le Monde du 5 août). Henri Langlois, le secrétaire général de la Cinémathèque française, est mort le 18 janvier 1977. De lui, de son œuvre, tout a été dit. En bien et en mal. Ce n'est plus la question. Langlois a été, dans sa manie, génial.

Ce qui importe, aujourd'hui, c'est de savoir, en cette Année du patrimoine, ce qui, en dehors des bonnes paroles et en dehors du travail réel de conservation et de restauration effectué par le Centre national de la cinématographie, à Bois-d'Arcy, va être décidé par le ministre de la culture et de la communication, où nul n'ignore l'importance de l'enjeu. L'alerte est sérieuse. Tellement sérieuse qu'on se prendrait à regretter l'esprit de Langlois, qui, lui au moins, était un amoureux.

L'alerte est telle qu'on ne s'aventurerait guère en gageant que le statut d'association du type 1901, qui est celui de la Cinémathèque française, sera de nouveau considéré. On préférerait être sûr que, au-delà des raf-

finements juridiques et des distinctions subtiles entre le rôle de l'Etat et celui d'organismes comme le C.N.C. ou l'INA, il y aura bien vite, plus que de vastes plans, de l'argent frais, des subventions conséquentes, afin que ne se renouvelle nulle part ailleurs le scandale du Pontel. Car il s'agit d'un scandale : à la préfecture des Yvelines, on a affirmé que ce dépôt n'était surveillé par aucun gardien. Il semblerait même que les services de ladite préfecture ignorent jusqu'à l'existence de l'établissement. Et non ? Langlois, qui classait ses « incunables » dans sa fameuse salle de bains, ne les perdait jamais de vue. Langlois, quand il continuait à trimballer ses boîtes de bobines chez des amis connus de lui seul, au fin fond du Lot, comme il l'avait fait pendant la guerre, ou dans des jardins ou des caves aversinées, pratiquait peut-être un art consommé de limiter les dégâts.

MATHILDE LA BARDONNIE

LETTRES

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

LA BRU... (partially visible)

UNE SELECTION

cinéma

PAPA D'UN JOUR
D'HARRY LANGDON

Pour redécouvrir — ce film qu'il réalisa en 1927 est une rareté — un très grand acteur comique américain formé par Mack Sennett, clown au visage de Pierrot, perpétuellement habillé par l'innocence et la nervosité, dont les aventures burlesques se déroulent d'une manière lunaire. Au même programme, *His first film*, d'Harry Edwards sur un scénario de Frank Capra.

EXTASE
DE GUSTAV MACHATY

Une femme mal mariée, sexuellement frustrée, trouve le plaisir dans les bras d'un homme d'une condition sociale inférieure à la sienne. Ce film tchèque de 1933 fit jadis scandale par ses audaces érotiques. Hedy Lamarr, qui n'était encore qu'Heddy Kiesler s'y montrait nue. Mais l'intérêt d'Extase tient aussi et surtout à une esthétique proche de celle du cinéma muet, l'emploi des gros plans et des symboles psychanalytiques pour suggérer le désir et son accomplissement.

Captain Avenger, de Martin Davidson (astute des héros de bandes dessinées et retour à l'idéalisme de la comédie américaine) ; Long Week-End, de Colin Eggleston (fantastique moderne en Australie, la nature se venge des hommes) ; L'Ultime Ataque, de Douglas Hickox (les Zoulous contre l'impérialisme anglais) ; Le Troupes, d'Ydmez Guney et Zeki Oden (le voyage tragique d'une famille de bergers d'Anatolie à Ankara).

théâtre

RUFUS
A LA GAITE-MONTMARTRE

— Il a un petit vélo. Faites passer. Il réveille le vrai sourire. Qu'on se le dise.

AVIGNON

A Avignon, c'est la fin. Trois spectacles sont encore au programme : *Flamini Valère*, par Jacques Kraemer, au théâtre des Carmes (jusqu'au 7 août) ; *Les mystères de l'amour*, par Vivienne Theophilides, à la salle Benoit-XII (jusqu'au 7 août) ; *Kass*, par Jean-Pierre Biscan, à la chapelle des Pénitents-Blancs (jusqu'au 8). Michel Hamon chante à la cour de l'Oratoire (jusqu'au 9) Hors festival, L'Oratoire, par Gérard Gelas, continue jusqu'au 10.

COTE D'OPALE

Le Festival de la Côte d'Opale s'achève le 17 août. — La chasse au Sank, d'après Lewis Carroll, est donnée par la Testous Compagnie à Boulogne-sur-Mer (le 6) ; *Wimereux* (le 7) ; *Le Touquet* (le 8) ; *Le Trouit-sur-Mer* (le 9) ; *Le Portel* (le 10) ; *Hardelot* (le 11) ; *Stalla* (le 12).

La Maîtrise, à la cour des Miracles : Le fascisme ordinaire.

musique

LA SEMAINE DU CLAVECIN

Pour la quatrième fois, et ce ne sera certainement pas la dernière, le Festival Estival de Paris organise un forum autour du clavier et du piano forte ; il se tiendra tous les

jours du 7 au 13 août, de 11 h. 30 à 19 h. 30, à la Conciergerie. Outre les cours destinés aux stagiaires, mais ouverts également au public, des récitals ont lieu chaque soir, les uns dans les anciennes salles de la Conciergerie à 18 h. 30 : Yannick Le Gallard (le 8), Bob van Asperen (le 10), Christopher Hogwood (le 11), Laurence Bouley (le 12), Noëlle Spith (le 13), et à 20 h. 30 : Elisabeth Chojnacka au Centre Georges-Pompidou (le 8). A cela s'ajoutent des ensembles de musique de chambre dans lesquels le clavier occupe une place importante : Musica Antiqua de Cologne, à Saint-Etienne-du-Mont (le 17), l'ensemble Stephen Preston, à la Conciergerie (le 11), l'Academy of ancient music, à Saint-Etienne-du-Mont (le 12) et la Camera d'Amsterdam, à Saint-Merri (le 13).

Renseignements et location, 4, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris 5^e, tél. : 329-37-57

LES SURPRISES
DU PATRIMOINE

Fondées en juin 1980, les Sessions-festivals de Saint-Céré, dans le Lot, ont leur vingtième anniversaire sous le signe de l'année du patrimoine. L'Oratoire de Montevault, mis en scène par Jean Gilbert, dirigé par José Aquino au château de Montal le 8 août, et le Requiem allemand de Brahms sous la direction de Michel Corboz (le 12 à Tulle) constitueront peut-être les temps forts de la saison 1980, mais la soirée Massenet du 7 août à la Chapelle-Marivoy (Lot) pourrait bien être la plus originale : outre des extraits d'opéras, on pourra écouter les *Scènes hongroises* et les *Scènes alsaciennes* par le jeune Orchestre symphonique de Douai et des Hauts-de-France, qui vient de réaliser un disque très convaincant avec le même programme.

L'Ensemble musique vivante, Vinko Globokar et Pierre-Yves Artaud

Joueront tous les soirs du 6 au 11 août dans la grange des Fêtes musicales de la Sainte-Baume (renseignements : 42 04-50-19). Les *Vépres de la Vierge*, de Monteverdi, à Montpelier, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le 7 août. Le *Quatuor Bartholdy* joue Beethoven, Haydn et Hindemith, le 7 août à Colmar. Hommage à Ockeghem par l'Ensemble polyphonique de France, le 8 à Senanque et le 9 à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. L'Orchestre Franz Liszt de Budapest participera les 8 et 9 août aux soirées du château de Villavieille. Riga, le

Rock-star par procuration

ensemble en boîte une ou deux fois, mais en règle générale nous observons une conduite d'ignorance réciproque. Le fossé est entre leur statut de star et notre « vie de prolo ».

De fait, l'existence du roadster apparaît soudainement désignée de l'index de nos autres voitures, ce qui ne peut s'en faire extérieurement. Il faut compter une moyenne quotidienne de cinq heures de route entre chaque étape. Une fois à bon port il convient en priorité de trouver la salle et les bons interlocuteurs. Il faut donc quelques heures supplémentaires à l'installation du matériel. Il reste juste assez de temps pour repérer l'hôtel, se changer et grignoter un morceau avant de vérifier, avec les musiciens, que tout est au point à l'heure d'entrer en scène. Après quoi, il faut attendre quelques heures intensives de jeu, gros public, pour tout remballer, dîner, ce qui n'est pas toujours une mince affaire vu l'horaire, et se relever pour le jour même à neuf heures pour reprendre la route.

« C'est un métier éreintant et très contraignant. J'ai le souvenir d'une tournée de quinze jours à Londres pour promouvoir un nouvel album. Je n'ai absolument rien eu de la ville. A ce régime, grâce également à l'horlogerie, plus ou moins régulière, mais aussi diversifiée, on arrive finalement, au bout d'un certain temps, à « planer »

ensuite, il s'agit, dans son esprit, d'une étape nécessaire pour accéder au musicien. C'est peut-être pour cette raison, outre l'habitude qu'ils ont de travailler en équipes régulières, qu'on remarque une relation entre les 12 dies. Relation non pas homosexuelle, mais se rapprochant plutôt de ce climat de fraternité qui existe parfois dans l'armée, le sport et, plus généralement, un type d'activités où des mecs

par hasard ou curiosité, tous s'ils veulent continuer, se perfectionnent au fil des tournées pour devenir de véritables professionnels. Savoir comment passer une frontière avec un minimum de tracasseries est tout un art. Poser les bonnes questions aux gens compétents, afin d'installer vite et bien, nécessite une certaine pratique. Sans parler d'un mimétisme indiscutable, que ce soit au niveau vestimentaire ou à celui du comportement. Le monde de

Jérôme s'aperçoit bien vite que certaines fonctions « annexes » tombent également sous sa responsabilité.

« Le premier soir, la salle était bourrée (j'ai découvert par suite que le système « Salut les copains » et son compagnon nait à plein rendement et correspondait à une réalité palpable), et au premier rang une vingtaine de minettes alignaient chacune un petit bout de papier sur lequel étaient inscrits leur nom et un numéro de téléphone. A la fin du spectacle, le « champion du monde », un peu beu comme il est d'usage dans ce type de groupe, m'a fait signe de récupérer le papier de celle qu'il avait eue, puis de m'arranger avec elle à la fin du concert. J'ai ainsi réalisé qu'un nombre des contraintes du roadie lui fallait inclure celle d'intremetteur ».

Les relations personnelles entre musiciens et roadies vont rarement plus loin. Même lorsqu'ils demeurent dans un hôtel commun, ils ne rencontrent ne sont pas courants.

A.R. arrive que nous sommes

visionnement, entretenant l'air encore un sentiment illusoire. Ce jargon fait partie du « deal » et signifié en clair que nous sommes tous du même bord. Le plus drôle de l'affaire, c'est qu'à cette occasion, j'ai retrouvé des contacts au sein de ce petit monde, tous les citadins de la société. On rencontre chez les roadies autant de moralistes, de conservateurs, de progressistes et de libéraux que dans les autres catégories socio-professionnelles. »

Un autre préjugé tenace vient que ceux qui ont fait de la route leur métier ne sont pas forcément sérieux à la fois complexes et passionnaires. Ce n'est pas exactement le cas du roadie.

« C'est un métier très physique, qui demande des efforts de maintenance relativement épuisants. Un harmonium ou une amplificateur sont des objets très lourds. Il arrive, bien sûr, que certains soirs, à condition de ne pas être trop crévés, l'on ramène une groupie à l'hôtel, mais cela conserve un aspect un peu problématique. D'ailleurs, j'ai vu plusieurs fois la rumeur d'un

Et puis, de temps à autre, apparaissent ces moments valériens qui se savent jaloux : un jour, une fête linguistique, une super-étre, où quelle on participe parce que l'on se trouve au bon endroit au bon moment, le privilège exclusif de s'approprier la scène quelques précieuses minutes, etc.

« Chaque soir, lorsque tout était en place, le préposé aux instruments prenait la guitare du leader et jouait seul la scène pendant dix minutes. Je ne sais pas si c'était la même scène, mais on s'y trouvait là, maître à compen- sation une carrière ratée, mais une chose est certaine, dans ces moments précis, il ne fallait surtout pas le déranger. Je crois que l'on trouve parmi les rochades beaucoup de vrais amoureux de la guitare, mais, tous les soirs, ils ne jouent pas, ils ne jouent pas, ils ne jouent pas... »

tié des amplis

grand nombre de musiciens frustrés. Les exemples ne manquent pas d'ailleurs de rondes paroles de l'œuvre citée des amplis.

« Je voudrais Jérôme » abonde la route et ses exigences. Il porte un jugement sévère et dépourvu de complaisance sans une expérience qu'il ne renie nullement.

« On voit l'illusion des stars, le sus-système par procuration. On croit dans des hôtels super-luxe et on se fait attendre de toutes les « miutes ». Dans ce monde entièrement codifié, venant juste après la star, il apparaît légitime d'espérer au statut de demi-star. Tout en réalisant parfaitement qu'on est le négro de l'histoire. Parce qu'en fait notre seul espoir est de continuer pendant la durée d'une tournée, c'est le travail. »

SPÉCIFIQUE LOUPIN

PAINEURS FRANÇAIS DU XVII^e AU XVIII^e SIÈCLE. — Grand Palais, 190 avenue du Général-Eisenhower, 10 h. à 12 h. ; le mercredi, jusqu'à 12 h. 30 ; le dimanche, 12 h. à 12 h. 30. Sauts : 1 F. ; le samedi, 12 h. à 12 h. 30. Le samedi 9 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

Le programme est complété par des projections de films sur le thème : « Clémence et monde rural, 16 h. ».

LA BULGARIE MEDIEVALE. — Galerie nationale d'Art, Palais de la République, Georges-Clemenceau (voir ci-dessus). Jusqu'au 18 août.

GRAZIANI. — 8 Salons. Chèques de 100 francs. Grand Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 septembre.

LA FAMILLE DE LA FORTUNE. — Exposition immobilière au CAP SEIZUM. — Exposition de l'Inventaire général, Grand Palais, 190 avenue du Général-Eisenhower, (225-40-20). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 9 octobre.

LES PRESSES D'OR. — 2 Salons. Grand Palais, 190 avenue du Général-Eisenhower, (225-40-20). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 9 octobre.

PRESENTATION TEMPORAIRE D'OBJETS DU MUSÉE DU LOUVE. — 2 Salons. Grand Palais, 190 avenue du Général-Eisenhower, (225-40-20). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 9 octobre.

Techniques de l'orient musulman : — Techniques et évolution, styles fonctionnels, l'architecture, l'art de la ville, l'art de la miniature. L'archéologie du Yémen ; sculptures médiévales en bois et en pierre. Grand Palais, 190 avenue du Général-Eisenhower, (225-40-20). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 9 octobre.

LA FAMILLE DE LA FORTUNE. — Exposition immobilière au CAP SEIZUM. — Exposition de l'Inventaire général, Grand Palais, 190 avenue du Général-Eisenhower, (225-40-20). Saut mardi, de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 9 octobre.

L'AFFICHE EN BELGIQUE (1896-1900). — Musée de l'Afiche, 18, rue de Paradis (854-50-04). Saint-Jude, 17 h. du mardi au dimanche. Entrée : 6 F. Jusqu'au 17 novembre.

TRESORS DES MUSEES DE LA VILLE DE PARIS. — Hôtel de Ville, 1, place de la Mairie (854-50-04) (743-91-17). Tous les jours (sauf le 15 août), de 10 h. à 18 h. Entrée libre.

LA CAMPAGNE ROMAINE A PROPOS D'UN TABLEAU D'HERBERT : 85, rue du Oberkampf (22-25-83). Saint-Jude, de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 17 novembre.

CHEAPEAU ! — Musée Bourdelle, 19, rue Antoine-Bourdelle (545-67-87). Saint-Jude, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 novembre.

LESN A LA MONNAIE DE PARIS. — 11, quai de Ceinture (339-18-49). Saint-Jude, de 10 h à 18 h. Jusqu'à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 11 octobre.

SODOMAGE AUX DONATEURS. — Musée Transitoire du XVIII^e siècle à nos jours. — Musée de la mode et des costumes, 10, rue de Valenciennes (22-25-83). Saint-Jude, de 10 h à 18 h. Entrée : 1 F. Jusqu'au 17 novembre.

LE PERVOIS. — Musée Rodin, 77, rue de Varenne (788-01-97). Saint-Jude, de 10 h à 12 h. Le samedi, de 10 h à 18 h. Jusqu'en septembre.

ARCHITECTURE DE MANUFACTURES, tabacs et automatiques (1728-1900). — Musée de la Manufacture de Surescoy (555-91-50). De 11 h à 18 h. Entrée dimanches et jours fériés. Jusqu'au 17 novembre.

LES CRISTALLS DU MUSÉE CAN-

de la communauté française de Belgique, 177-129, rue Saint-Martin (87-36-01). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'à 7 septembre.

LOUIS ARCHAENBAULT. Essai de renouvellement des quelques symboles canadiens, 5, rue de Constantine (881-33-77). De 9 h à 19 h. Jusqu'au 14 novembre.

LE CHIEU ET LE CHEAT DANS L'ART. — Le Louvre des antiquaires, 10, rue du Commerce (87-77-10). Sauf dim. et j., jusqu'à 11 h. Entrée : 5 F. Jusqu'à 6 septembre.

L'ART DU COSTUME DANS LES MANÈGES DE LA VIE. — Musée de la Ville, 59, boulevard, Bois de Boulogne. Sauf lundi, de 11 h à 17 h. 30. Jusqu'au 14 novembre.

ANNE FRANCAIS. Canons et ses satellites... — Orangerie du Luxembourg (87-35-00). De 8 h à 20 h. Jusqu'au 15 novembre.

ANTHOLOGIE D'UN PATRIMOINE PHOTOGRAPHIQUE. — 146-129E. — Caisse nationale des monuments historiques, 146-129E (87-32-22). Sauf mardi, de 12 h 30 à 18 h. 30. Jusqu'au 7 septembre.

PAYSAGES DANNOUS. Photographies de Maison du Danemark 143, avenue de Champany-Renard (725-54-20). Jusqu'au 14 novembre.

AUX PAYS D'ALAIN FOURNIER. — Institut national de recherche pédagogique, 146-129E (87-35-21). Sauf dimanche, (87-35-21), après 4 h. Sauf samedi, dim. et jours fériés, de 9 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 novembre.

IMAGES DU XIX^e SIÈCLE

MAGNY - L'ES - HAMRAUX. — Grappe Royal. — Musée national des Grappes de la Port-Jacob (945-78-06). Sauf interruption le dimanche et les fêtes, tous les jours de 14 h. 30 à 17 h. 30 Entrée : 4 \$; dim. : 2 \$. F. Juequin au 38 octobre.

NEMOURS. Pastanone. — Châteaux musées (428-37-43). Sauf mardi, de 14 h. à 17 h. 30. Samedi, dim. et lundi, de 10 h. à 13 h. et de 14 h. à 17 h. 30. Juequin au 15 septembre.

PONTOISE. Ferdinand Desnos. — Musée Taverne Delcours, 4 rue Leconte, 621-40-42. Sauf mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. Juequin au 15 septembre.

SARNOUILLE. LES BELLES. Le défilé médiéval dans la seigneurie de Montfort et son environnement, 14-15 septembre. — Musée de l'Artisanat (484-30-10). Juequin au 10 août.

SARREBOURG. Musée du surréalisme. Châteaux. En permanence.

En province

AIX - EN - PROVENCE. Brofante, tableaux et sculptures en quincaillerie au début du dix-neuvième siècle. Musée des Sciences, 13, rue du lazarisme, 48-30-30. Sauf mardi, de 10 h. à 13 h. et de 14 h. à 17 h. 30. Juequin au 30 septembre. — Présence contemporaine : divers aspects de la peinture française d'après-guerre ces jours. Clotilde Salins-Louis, 60, boulevard Charlot (34-52-34). Juequin au 15 septembre. — Les peintres chrétiens des écoles des beaux-arts.

[illegible]

**MAÎTRES DE L'ART-TURC DES
XVI^e ET XVII^e SIÈCLES.** — Dou-
zième exposition de la collection
E. de Rothschild. Jusqu'au 25 août.

RESTAURATION DES PEINTURES.
Donner n° 21 du département des
peintures. — Jusqu'au 1^{er} décembre.
Musée du Louvre, pavillon de Flore,
entrées porte Janiard (280-38-28).
Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 heures.
Entrée : 2 F (gratuite le dimanche).

GRONIAIRE, Rétrospective 1892-1971. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 28 septembre.

ECOUTER PAR LES YEUX. Objets et environnements sonores. — ABC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 24 août.

BELOULBOULVAIN. Un labyrinthe ludique. — Musée des enfants, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 24 août.

KARSKAYA. — Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Barryer (563-80-65). Jusqu'au 14 août.

CIRCS ANATOMIQUES DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE. Collection du

LAPE à l'année. — Musée français de la photographie, 73, rue de Paris (077-62.50). Jusqu'au 7 septembre.

BESTIGNY. Anne Brown. — Centre culturel communal, rue H.-Douard (084-38-68). Saut dim. et lundi, de 8 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 1^{er} septembre.

FONTAINEBLEAU. Epiques d'art et architecture du Manoir. — Château, jusqu'au 21 août.

LUZARCES. Sculptures d'Allice Michell. — Fondation Boyssont, parc de l'Abbaye (035-40-18). Jusqu'au 1^{er} septembre.

septembre.

ABBEVILLE. Claude Mellan (1598-1688). Dessinateur et graveur. — Musée Boncher de Ferches (24-08-49). Jusqu'en septembre.

ALBY. Trésors impressionnistes du Musée de Chicago. — Musée Toulouse-Lautrec, Palais de la Berbie (24-14-08). Jusqu'au 31 août.

ALENÇON. Donateurs d'images, dessinateurs de sont. Peintres régionaux. Motif régional. Musée d'Art, place Lamagdelaine (24-08-49).

Don Genevieve Bonnot et les Amis de Beaulieu. — Abbaye. Ginals (30-75-84). Etc.

HEAUMESNIL (Eure). L'art de la reliure en France, XVI-XIX siècles. — Château. Samedi, de 8 h. 30 à 12 h. et de 14 h. 30 à 18 h. Jusqu'à fin septembre.

BESANCON. Collections horticolas en France-Comté. Musée des Beaux-Arts, place de la Révolution (61-44-47). Jusqu'au 17 novembre. — Graveurs franco-comtois. Centre culturel. F. Bayle, 27, rue de la

LIVRES



Art

LA VRAIE BRETAGNE

Si l'on veut avoir comment l'histoire de la Bretagne peut être retracée sur des bases nouvelles, à partir d'une information fraîche sur les foyers artistiques, les « écoles », les types, les usages, les artisans et les artistes, il faut s'adresser au beau livre d'André Mussat. Le professeur de Rennes, qui va quitter cette année son enseignement, a été pour deux générations l'animateur des études sur l'architecture urbaine et rurale de la province, sur les sculpteurs de reliefs, les auteurs des calvaires. Animateur depuis seize ans de la commission régionale de l'inventaire général, il a dirigé la publication de trois volumes exemplaires sur les cantons de Carhaix, du Faouët, et sur Belle-Ile. Ces expériences ont nourri ce panorama d'un « millénaire » qui possède des perspectives originales, la tonalité forte, la séduction d'un grand livre. — A.C.

Arts et cultures de Bretagne : un millénaire, 320 pages illustrées. Editions Berger-Levrault.

Cinéma

HITCHCOCK

On trouve dans cet album (traduction française d'un ouvrage publié aux États-Unis par Citadel Press en 1976) toute la carrière d'Hitchcock à travers les fiches bien détaillées (génériques, interprétation, résumé de l'intrigue) de ses films. Mais on pourra, en le lisant, mesurer le fossé qui sépare les historiens et critiques américains des français. Car, pour les auteurs, Hitchcock fut simplement le « maître du suspense », un très habile conteur d'histoires policières ou criminelles à faire peur (sans négliger l'humour), un cinéaste qui, maître de sa technique, la mit au service d'un univers de divertissement et de spectacle. Il y a bien quelques allusions à la mythologie d'Hitchcock mais pas d'expériences, comme chez nous, sur son univers moral et métaphysique, ses thèmes profonds et son écriture cinématographique. Cela se lit d'une traite et laisse insatisfait, d'autant que les jugements sur la valeur de

certaines grands films (les Enchaînés, les Amants du Capricorne, les Oiseaux, par exemple) sont sujets à caution. Heureusement, une préface de Guy Tassaire est le régal des cinéphiles convulsés. Et les photographies sont suffisamment nombreuses et caractéristiques. — J.S.

* Hitchcock, par Robert A. Harris et Michael S. LaSalle. Editions Henri Veyrier, 240 p. illustrées.

KIRK DOUGLAS

Dans une collection consacrée aux acteurs de cinéma et dont certains ouvrages ne font, parfois, qu'ajouter des mythologies, le livre de Roland Lacourbe s'impose par le sérieux de sa documentation et la qualité de son examen historique. L'auteur ne se contente pas de raconter, avec plus ou moins d'anecdotes, la carrière de Kirk Douglas. Il retrace constamment cette carrière, commencée en 1945, avec un film noir de Lewis Mileston, l'Empire du crime, au système hollywoodien. Il montre comment cet acteur d'origine russe s'est introduit dans le système et s'est imposé, lui-même, par son travail et sa volonté.

Kirk Douglas n'est pas une « star » fabriquée. C'est un professionnel qui, attiré d'une façon presque masochiste par les personnages antipathiques, violents, ambigus, dont d'autres ne voulaient pas, soucieux qu'ils étaient de conserver leur image de marque, a suivi obstinément ses goûts et ses conceptions, au fil des propositions des producteurs. En dépit de quelques films mineurs ou médiocres, il y a, dans la carrière de Kirk Douglas, une continuité exemplaire, un individualisme créateur qui s'affirme, après le succès du Champion de Mark Roosen, dans des œuvres de Billy Wilder, William Wyler, Vincente Minnelli, King Vidor, John Sturges, Elia Kazan, Joseph L. Mankiewicz. Roland Lacourbe donne beaucoup de détails intéressants sur le tournage des films, sur les rapports de l'acteur avec les metteurs en scène, les techniciens et les gens, mais sur la « liste noire » à l'époque de la chasse aux sorcières, qu'il soutient et aide. Ce livre éclaircit, sans céder à la tentation de l'exégèse lyrique, le portrait de celui qui s'identifia à Van Gogh et à Spartacus et qui, lui, cette année, le président du jury du Festival de Cannes. — J.S.

* Kirk Douglas, de Roland Lacourbe. Editions PAC, collection Titres d'Action, 300 p. illustrées.

Rock

L'AGE D'OR DU ROCK'N'ROLL

Cet ouvrage paraît en librairie au moment où le rock célèbre son quart de siècle d'existence. Écrit par deux journalistes spécialisés (François Joffa et Jacques Barman), l'Age d'or du rock'roll retrace, une fois de plus, l'histoire des premiers héros du rock'n'roll. Mais ce dernier livre a le mérite d'être bien documenté, clair et plaisant.

L'aventure des années 50 est racontée à travers une série de portraits des pionniers du rock, dont beaucoup furent originaires du sud des États-Unis, fils de communautés (blanche et noire) séparées, mais partageant, à l'époque, les mêmes problèmes économiques, la même

peur. Pour Chuck Berry, Buddy Holly, Eddie Cochran, Little Richard, Elvis Presley, la révolte s'identifie à la musique. François Joffa et Jacques Barman montrent bien les racines blanches et noires du rock'n'roll, soulignent les premières difficultés rencontrées sur le rock. C'est ainsi que le secrétaire général du conseil des citoyens blancs de l'Alabama du Nord déclarait, en 1958 : « Le rock'n'roll fait partie d'un complot pour saper les valeurs morales de notre nation. C'est sauté, immoral et le chemin le plus direct pour réunir les gens des deux races... ». Les auteurs font resurgir toute une scène de figures et d'abord celle de Sam Phillips, propriétaire de Sun Records, petite marque de disques chez qui passèrent Elvis Presley, Carl Perkins, Charlie Rich, Ray Orbison et tant d'autres. Joffa et Barman n'oublient pas d'évoquer la première aventure du rock anglais et le destin tragique de certains chanteurs comme Gene Vincent ou Larry Williams, qu'on appelait « Mister Rock'n'roll », qui était devenu à Los Angeles un proxénète et qui, au début de cette année, fut retrouvé mort à quarante-quatre ans, avec une balle dans la tête.

C.F.

* Editions Ramsay, 256 pages, 430 photos.

COURRIER

RÉPLIQUE A RENAUD

Mis en cause par le chanteur Renaud (dans le Monde du 24 juillet), un journaliste d'Avant-Garde, bimensuel du Mouvement de la jeunesse communiste, qui signe « Dodo », nous a adressé la lettre suivante :

Je savais que Renaud n'était pas ce « Gervais », continuiste de la tradition de la chanson ouvrière qu'une certaine presse s'efforce de présenter avec une insistance pour le moins douteuse. Ce que j'ignorais, par contre, c'est qu'il n'avait pas le courage de défendre jusqu'au bout les paroles de ses chansons. Il m'accuse de charcutage de texte et de mauvaise foi pour un article que j'avais signé dans Avant-Garde en mai dernier sous le titre « Adieu, Renaud... on n'est pas du même camp ». Loin de me faire changer d'avis d'un iota, ce plaidoyer défensif et laborieux me confirme au contraire que Renaud est décidément un vrai porte-parole du nouveau conformisme. Qu'on en juge. « Le journaliste d'Avant-Garde », écrit Renaud, « prend dans la chanson (il s'agit de « Où c'est que j'ai mis mon flingue ») des phrases tronquées et isolées du contexte pour essayer de me faire dire ce que je n'ai jamais voulu exprimer. Et effectivement, poursuit-il, cela n'a plus le même sens quand on lit « c'est pas demain qu'on m'aura marcher avec les conards qui sont aux urnes » sans la fin de la phrase qui dit

« choisir d'être les fra crever... ». Comme chacun aura pu le remarquer, en voulant faire dans la nuance pour tenter de se refaire une virginité conforme à son image de marque, Renaud ne fait que s'enliser encore un peu plus.

Car, enfin, quelle différence existe-t-il entre ce couplet et le refrain plus ou moins larvé des politiciens de la bande des trois qui ne cessent, sur tous les tons, d'appeler la jeunesse à ne pas faire de politique, à mettre tout le monde dans le même panier, à attendre sagement des jours meilleurs sans prendre ses affaires en main ?

D'ailleurs, n'est-ce pas Renaud lui-même qui annonce la couleur sans détour quand il déclare : « Rien à foutre de la lutte des classes, tous les systèmes sont dégueulasses » ? Alors, de grâce, que Renaud défende ses thèses jusqu'au bout, qu'il les renie s'il n'est plus d'accord avec, mais qu'il n'essaie pas de blâmer pour essayer de s'en sortir. Car de toute manière l'argent et la gouaille de Renaud ne suffisent pas à faire oublier que derrière ce faux-semblant populaire se cache un bon vieux poujadisme réactionnaire.

À moment où certains se servent de la chanson pour insulter les travailleurs et leurs luttes et où d'autres, comme le groupe Trust (qui porte bien son nom) mettent en musique les paroles de la Mésrine, il est évidemment nécessaire et juste que les communistes interviennent de manière critique et sans complaisance sur cette question qui concerne des milliers de jeunes d'hommes et de femmes dans leur vie quotidienne.

Où, il est urgent de réagir pour que cette nouvelle forme de show-business qui s'engraisse sur le désespoir et le rejet de la société en général cesse d'exercer son despotisme pour laisser un peu de place à des centaines de jeunes talents pour qui l'avenir est autre chose que le sien d'un bistrot des plus cradoignes (1).

(1) Parole d'une des chansons de Renaud.

LES BLOCAGES DE LA CINEMATHEQUE FRANÇAISE (suite)

Un lecteur parisien, qui demande à conserver l'anonymat, nous a adressé la lettre suivante :

Dans le numéro du Monde daté du 16 juillet, vous avez publié, sous le titre « Les blocages de la Cinéma-thèque française », des propos de M. Plaud qui expriment ce que beaucoup d'autres s'abstiennent de dire par un sentimentalisme quel que peu dépassé ou en raison de leurs relations avec des responsables de cet organisme. Ces deux dernières années, je suis allé dix fois à la Cinéma-thèque. Pour trois séances qui se sont déroulées normalement, il y a eu trois annulations de dernière heure (Liekele, Trouble

in paradis, The Saga of Anatahan), de dix projections de films étrangers sans sous-titres contrairement à ce qui était annoncé à l'entrée de la salle (The Scarlet Pimpernel, Herbes folles), une projection de film muet sans les placards explicatifs (Le Brasier ardent), enfin un film en couleurs a été projeté en noir et blanc (Le Pirate noir). On peut, en somme, affirmer que, dans la plupart des cas, je me suis trouvé lésé.

La programmation est, par ailleurs, déséquilibrée : alors qu'on passe plusieurs fois dans une même année tout, tout au moins, qu'on annonce... certains films japonais ou américains, qu'on programme des films avec Elvis Presley ou encore des films qui se jouent au même moment en première exclusivité dans les salles commerciales (cette semaine : Le Cavalier électrique), on ignore totalement le cinéma de guerre britannique, le cinéma allemand entre 1930 et 1945, des classiques comme Liekele, Maria Candelaria, One way passage, etc.

À l'exception de ces quelques incidents de projection, le manque d'amabilité de certains préposés à l'entrée. Comment alors s'expliquent des mauvais résultats obtenus par la Cinéma-thèque française, surtout si on la compare à celles de Belgique, de Grande-Bretagne, voire de Toulouse ? Et que compte faire M. Guy pour rationaliser son fonctionnement ?

COPIES LAMENTABLES

Nous avons reçu la lettre suivante de Mme Monique Fray, d'Issy-les-Moulineaux :

Je suis à l'instant du cinéma Gaumont-Convention, après le remboursement de mon billet. Je voulais voir la reprise du Guépard de Visconti. C'est une des plus lamentables copies qui puissent exister : rayée, les arrières-plans sont tous flous et la pellicule a été cassée deux fois lorsque je me suis décidée à sortir. Le directeur, au courant, ne fait aucune difficulté au remboursement en nous assurant que les cinq copies en circulation sont dans le même état. Or il se refuse à prévenir la clientèle par un petit carton à la caisse. À l'heure où producteurs et exploitants pleurent la crise du cinéma, le consommateur assiste à la dégradation de la qualité des films et des salles. Écrans minuscules, mauvaises sonorités, lumières qu'on oublie d'éteindre, mauvaises copies non signalées et offertes au même prix sont des inconvénients de plus en plus fréquents. Le plus triste est qu'il faut encore se battre pour obtenir le remboursement. Cet après-midi nous étions deux à le faire, les autres se sont contentés de leur France de grogner dans la salle. Il faut beaucoup de patience pour continuer à aller honorer le septième art. Des jours comme aujourd'hui je m'achèterais volontiers un poste de télévision que je pourrais éteindre à la moindre insatisfaction sans qu'il m'en ait rien coûté !

DISQUES



Rock

STEELE PULSE : Caught You. — La troisième disquette du plus raffiné des groupes de reggae anglais. La magie du son, les rythmes lascifs et touffus, les mélodies superbes, les arrangements classés, les voix ardentes et éthérées, tout est là pour faire passer la frisson (33 t. Phonogram 6313040).

MARK ANDREWS AND THE GENTS : Big Boy. — Le premier disque de Mark Andrews qui a joué avec Joe Jackson à ses débuts. On reconnaît l'influence de ce dernier dans la façon de chanter et la démarche. Un rock soigneusement produit qui fait appel au rythme du reggae et aux couleurs du rhythm'n blues (33 t. Disques Dreyfus FDM 18105, distributeur GBS).

DEVO : Freedom of Choice. — Un style définitivement personnel qui s'affirme sur un troisième disque supérieur au précédent. Des mélodies simples mais traitées avec le goût du modernisme et des arrangements inédits. L'ensemble est remarquablement contrôlé et l'humour constamment présent chez ce groupe farfelu à l'image percutante (33 t. Polydor 2478040).

JERMAINE JACKSON : Let's Get Serious. — Parallèlement à la carrière des Jackson et à l'instar de son frère Michael, Jermaine Jackson tente l'aventure et se classe déjà en tête des charts américains. Il est accompagné par Stevie Wonder. La génie du rythme, le funk par excellence et le talent de musiciens incomparables. Un disque de toute beauté (33 t. Pathé Marconi 63370).

JO JO ZEP AND THE FALCONS : Screaming Target. — Encore un enfant de Dylan qui suit le chemin de Springsteen, le choix est opportun et la musique joliment ficelée. Les intonations de la voix sont expressives, les compositions efficaces et le groupe dépense une telle énergie (33 t. WEA 99094).

MERCURY v.o. - STUDIO MEDICIS v.o. - MARIVAUX v.f. - MAX LINDER v.f. - PARAMOUNT MONTMARTRE v.f. - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT MAILLOT - PASSY - PARAMOUNT Le Verseau - PARAMOUNT Only

STEVE ALI
McQUEEN MacGRAW
DANS **GUET-APENS**
THE GETAWAY
UN FILM DE SAM PECKINPAH

STEVE McQUEEN - ALI MacGRAW
avec BEN JOHNSON - AL LETTNER et SALLY STRUTHERS dans le rôle de "Tran"

LE PARIS v.o. - HAUTEFEUILLE v.o. - MONTMARTRE PATHE v.o. - IMPÉRIAL v.f. - GAUMONT CONVENTION v.f. - TRICYCLE Amières - C 2 L Saint-Germain

BARRY LYNDON
STANLEY KUBRICK
"RYAN O'NEAL - MARISA BERENSON" / OSCARS
Réalisé par STANLEY KUBRICK

PARAMOUNT CITY VO (Dolby son stéréo) - PUBLICS ST GERMAIN VO - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT OPERA - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT OREANS - PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT MONTMARTRE - CONVENTION ST CHARLES - Périgord - FRANÇAIS English

Burt Lancaster Peter O'Toole
L'ULTIME ATTAQUE

Les Arts du Théâtre de Watteau à Fragonard
225 peintures, dessins, sculptures.
• Boucher • Fragonard • Gillot • Goya • Lancret • Panini • Pater • Tiepolo • Watteau
Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 19 heures.
Nocturnes le mercredi et le vendredi, de 21 heures à 23 heures.
Visites commentées le mercredi à 21 heures, le jeudi à 17 heures.
Sur demande pour groupes.
Galerie des Beaux-Arts
Place du Colonel Raynal, Bordeaux.
(9 mai - 1^{er} septembre 80)

MUSEE BOURDELLE
18, rue Antoine-Bourdelle
Me Montparnasse
L'HISTOIRE DU CHATEAU I
DU VII^e S. AV. J.-C. A. RENAISSANCE
BONNAUD et VAN DOIGEN
T.L.J. et lundi, jusqu'au 30 septembre

TRIAXION DU PARC DE BAGATELLE
BOIS DE BOULOGNE
L'ART DU COSTUME DANS LES FILMS DE VISCONTI
Jusq. 3 Sept. - Entrée gratuite.
T.L.J. et Lundi de 11 h. à 17 h. 30

Près de la place Clichy, dans un ancien relais de poste, un lieu destiné à la communication par les arts et à la rencontre des professionnels et non professionnels accueille ceux qui cherchent un espace pour travailler, répéter et s'ils le désirent, présenter librement leur travail.
Salles de 15 à 85 m : jardins, caves, Piano Playal quart guano Steinway de concert modèle C. Projecteurs divers (dont double bande 16). Lecteur Vidéo 3/4 p. et matériels cas.
CONFLUENCES, 387-67-38, 66-98

سكزا من الأصل

DES SPECTACLES

Festivals

AQUITAINE

CLATAC
Quartier de la Halle de Clatrac, le 7 : Musique dans la rue.
Eglise de Castelnau, le 8 : Trio Cornet, M. Sereau, violon, Ch. Wolff, violoncelle, V. Sauty, piano (Haydn, Brahms, Schubert).
Fête de la Musique, le 11 : Eglise de Clatrac, le 12 : Chœurs et orchestre de la Semaine musicale de Clatrac, dir. M. Tranchant (Mozart et de Beethoven).

FLA
Chapelle du Saint-Esprit, le 21 h. : Trio Violon (Haydn, Brahms, Beethoven) ; le 22 : Duo 2. A. Traval, S. Beltrando, deux violoncelles et harpe (Couperin, Rameau, Taillefer, Chabrier, Tardieu).

SAINT-GERMAIN
Vieilles Halls, le 8, à 21 h. 30 : M. Gaudin, G. Piaron. - Douceur du Palais Cardinal, le 25, à 21 h. 30 : Quilleyan.

Auvergne
Festival de musique en Bourbonnais
REIMS-CHATELAIN
Eglise, le 10 à 18 h. 30 : M. Rudy, piano (Chopin, Liszt, Rachmaninov, Stravinsky).
SAINTE-OTAY
Collégiale, le 6 à 20 h. : The Tudor Singers of Montreal, ensemble instrumental de Provence (Bach).
Le 10 à 20 h. : The Tudor Singers of Montreal, dir. W. Bédard (Bach, Schütz, Schütz, Fux, etc.).
Le 11 à 20 h. : Ensemble vocal et instrumental de Lyon, dir. G. Cornu (Bach).
Le 12 à 20 h. : Chapelle (Bach).

DIE
Cathédrale, le 9 à 20 h. : Ensemble vocal et instrumental de Lyon (voir Collégiale le 9).
TAUVES
Place du Poirail, les 9 et 10 à 21 h. : Mornay, Vins et Salin.

BOURGOGNE
BEAUNE
Eglise, le 21 h. : Ensemble instrumental de Beaune (Bach, Couperin, etc.).
Le 22 h. : M. Gaudin, G. Piaron. - Douceur du Palais Cardinal, le 25, à 21 h. 30 : Quilleyan.

BRETAGNE
Septième Festival de Hédé
Théâtre de poche, les 9, 10, 11, 12, à 15 h. 30 : Marionnettes ; à 21 h. : M. Gaudin, G. Piaron. - Douceur du Palais Cardinal, le 25, à 21 h. 30 : Quilleyan.

Centre
VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes
COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).
Eglise, le 11, à 21 h. 15 : R. Milon, violon, C. Brugère, piano (Mozart, Beethoven, Brahms).

Centre

VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes
COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

Centre
VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes
COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

Centre
VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes
COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

Centre
VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes
COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

Centre
VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Centre

VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes
COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

Centre
VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes
COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

Centre
VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes
COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

Centre
VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes
COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

Centre
VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes

COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

Centre
VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes
COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

Centre
VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes
COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

Centre
VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes
COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

Centre
VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes
COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

Provence-Alpes

COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

Centre
VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes
COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

Centre
VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes
COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

Centre
VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes
COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

Centre
VENDEME
Eglise de la Trinité, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble Guilleme de Machaut (Le Massé, Notre-Dame, moine religieux de G. de Machaut).
ELAIS
Salle Gaston d'Orléans du château, le 12 à 21 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Pallard (Tolmann).

Provence-Alpes
COTE D'AZUR
AVIGNON
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
Collégiale, Saint-Pierre, le 7 à 21 h. 15 : Orchestre de chambre de Fossan, dir. W. Bajski (Tartini, Vivaldi, Pergolesi).

GEORGE V v.o. - ABC v.f. - CLICHY PATHE v.f. - GAUMONT CONVENTION v.f. - GAUMONT LES HALLES v.f. - LES NATION v.f. PATHE Champigny v.f. - ALPHA GAMMA Argenteuil v.f. - LES ULIS Orsay v.f. - BUXY Boussy-Saint-Antoine v.f. - PARINOR Aubrey v.f.

TONY CURTIS
EST L'UN DES
2
AFFREUX
SUR LE SABLE



ATTENTION : HORAIRES SPECIAUX
MARIAN PATHE VO et VF WEPLER PATHE VF
GAUMONT SUD VF MONTMARNASSE PATHE VF FAUVETTE VF
semaine séances 14 h 20 - 20 h 45 - sam. dim. séances (film) 13 h - 17 h 20 - 21 h 15
GAUMONT RICHELIEU VF GAUMONT GAMBETTA VF
sem. séances 14 h 30 - 20 h 15 - sam. dim. séances (film) 13 h 30 - 17 h 30 - 21 h 15
UGC DANTON VF film 12 h 30 - 15 h 30 - 20 h 30

LE MONUMENT
DU CINEMA

Cecil B. DeMille
les Dix Commandements



EVERY Gaumont - BELLE EPINE Thiais
CHAMPIGNY Multiciné Pathe - LE BOURGET Aviatc
ARGENTEUIL Alpha - VELIZY 2 - VERSAILLES Cyrane

DES SPECTACLES

Cinéma

LES SPECTACLES (HONG), v.o. : Studio Clichy, 14 (32-35-36) ; Saint-André, 14 (32-35-36) ; Biarritz, 14 (32-35-36) ; U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; L'YMOREALE (Fr.), v.o. : U.G.C. Marbeuf, 14 (32-35-36) ; Boum, 14 (32-35-36) ; JE VAIS CHAQUER (Fr.), v.o. : Biarritz, 14 (32-35-36) ; Paramount, 14 (32-35-36) ; KRANER CONTRE KRANER (A.), v.o. : Quinella, 14 (32-35-36) ; Paramount, 14 (32-35-36) ; LONG WEEK-END (Aut.), v.o. : V.I. : Paramount-Montparnasse, 14 (32-35-36) ; LA MALÉDICTION DE LA VALLEE DES ROIS (A.), v.o. : Paramount-City Triomphe, 14 (32-35-36) ; MANHATTAN (Fr.), v.o. : J. Cocteau, 14 (32-35-36) ; LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; NIMITEZ, RETOUR VERS L'ENFER (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; OUI ON A EUE A SECOURS (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; FIED PLAT SUR LE NIL (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; QUE LE SPECTACLE (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LE BOI ET L'ORSEAU (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LES SAUVES DANS LE VIDE (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; SHERLOCK HOLMES : L'ORIENT-EXPRESS (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LES SOUS-DOUS (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; THEO WORLD, PRISONNIER DE LA RUE (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; TERS ROIS (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LE TROUPEAU (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; UNE SEMAINE DE VACANCES (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LA VIE DE BRIAN (Angl.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; L'ULTIME ATTAQUE (Angl.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ;

SEAN CONNERY dans l'œuvre de JAN FLEMING

GOLDFINGER

BERT FROBE

HONOR BLACKMAN

SHIRLEY EATCH

LES SPECTACLES (HONG), v.o. : Studio Clichy, 14 (32-35-36) ; Saint-André, 14 (32-35-36) ; Biarritz, 14 (32-35-36) ; U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; L'YMOREALE (Fr.), v.o. : U.G.C. Marbeuf, 14 (32-35-36) ; Boum, 14 (32-35-36) ; JE VAIS CHAQUER (Fr.), v.o. : Biarritz, 14 (32-35-36) ; Paramount, 14 (32-35-36) ; KRANER CONTRE KRANER (A.), v.o. : Quinella, 14 (32-35-36) ; Paramount, 14 (32-35-36) ; LONG WEEK-END (Aut.), v.o. : V.I. : Paramount-Montparnasse, 14 (32-35-36) ; LA MALÉDICTION DE LA VALLEE DES ROIS (A.), v.o. : Paramount-City Triomphe, 14 (32-35-36) ; MANHATTAN (Fr.), v.o. : J. Cocteau, 14 (32-35-36) ; LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; NIMITEZ, RETOUR VERS L'ENFER (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; OUI ON A EUE A SECOURS (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; FIED PLAT SUR LE NIL (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; QUE LE SPECTACLE (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LE BOI ET L'ORSEAU (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LES SAUVES DANS LE VIDE (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; SHERLOCK HOLMES : L'ORIENT-EXPRESS (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LES SOUS-DOUS (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; THEO WORLD, PRISONNIER DE LA RUE (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; TERS ROIS (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LE TROUPEAU (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; UNE SEMAINE DE VACANCES (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LA VIE DE BRIAN (Angl.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; L'ULTIME ATTAQUE (Angl.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ;

LES SPECTACLES (HONG), v.o. : Studio Clichy, 14 (32-35-36) ; Saint-André, 14 (32-35-36) ; Biarritz, 14 (32-35-36) ; U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; L'YMOREALE (Fr.), v.o. : U.G.C. Marbeuf, 14 (32-35-36) ; Boum, 14 (32-35-36) ; JE VAIS CHAQUER (Fr.), v.o. : Biarritz, 14 (32-35-36) ; Paramount, 14 (32-35-36) ; KRANER CONTRE KRANER (A.), v.o. : Quinella, 14 (32-35-36) ; Paramount, 14 (32-35-36) ; LONG WEEK-END (Aut.), v.o. : V.I. : Paramount-Montparnasse, 14 (32-35-36) ; LA MALÉDICTION DE LA VALLEE DES ROIS (A.), v.o. : Paramount-City Triomphe, 14 (32-35-36) ; MANHATTAN (Fr.), v.o. : J. Cocteau, 14 (32-35-36) ; LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; NIMITEZ, RETOUR VERS L'ENFER (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; OUI ON A EUE A SECOURS (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; FIED PLAT SUR LE NIL (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; QUE LE SPECTACLE (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LE BOI ET L'ORSEAU (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LES SAUVES DANS LE VIDE (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; SHERLOCK HOLMES : L'ORIENT-EXPRESS (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LES SOUS-DOUS (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; THEO WORLD, PRISONNIER DE LA RUE (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; TERS ROIS (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LE TROUPEAU (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; UNE SEMAINE DE VACANCES (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LA VIE DE BRIAN (Angl.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; L'ULTIME ATTAQUE (Angl.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ;

LES SPECTACLES (HONG), v.o. : Studio Clichy, 14 (32-35-36) ; Saint-André, 14 (32-35-36) ; Biarritz, 14 (32-35-36) ; U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; L'YMOREALE (Fr.), v.o. : U.G.C. Marbeuf, 14 (32-35-36) ; Boum, 14 (32-35-36) ; JE VAIS CHAQUER (Fr.), v.o. : Biarritz, 14 (32-35-36) ; Paramount, 14 (32-35-36) ; KRANER CONTRE KRANER (A.), v.o. : Quinella, 14 (32-35-36) ; Paramount, 14 (32-35-36) ; LONG WEEK-END (Aut.), v.o. : V.I. : Paramount-Montparnasse, 14 (32-35-36) ; LA MALÉDICTION DE LA VALLEE DES ROIS (A.), v.o. : Paramount-City Triomphe, 14 (32-35-36) ; MANHATTAN (Fr.), v.o. : J. Cocteau, 14 (32-35-36) ; LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; NIMITEZ, RETOUR VERS L'ENFER (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; OUI ON A EUE A SECOURS (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; FIED PLAT SUR LE NIL (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; QUE LE SPECTACLE (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LE BOI ET L'ORSEAU (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LES SAUVES DANS LE VIDE (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; SHERLOCK HOLMES : L'ORIENT-EXPRESS (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LES SOUS-DOUS (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; THEO WORLD, PRISONNIER DE LA RUE (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; TERS ROIS (A.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LE TROUPEAU (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; UNE SEMAINE DE VACANCES (Fr.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; LA VIE DE BRIAN (Angl.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ; L'ULTIME ATTAQUE (Angl.), v.o. : U.G.C. Opéra, 14 (32-35-36) ;

MARIGNAN v.o. : RICHELIEU v.f. : BERLITZ v.f. : MONTMARNASSE 83 v.f. : WEPLER v.f. : GAUMONT SUI v.f. : GAMBETTA v.f. : CAMBRONNE v.f. : FAUVETTE - PATHE Belle-Epine v.f. : MAULTIN v.f. : CHAMPAGNE v.f. : VELIZY v.f. : C.L. Versailles - DOMINO Montreuil-Joie U.G.C. Poissy - P.B. Cergy-Pontoise - ALPHA - Argenteuil - AVIATIC Le Bourget FRANCAIS Enghien - ARIEL Rueil

1942

La flotte anglaise disparaît mystérieusement au large des Indes.

18 hommes vont frapper c'est

LE COMMANDO DE SA MAJESTE

GREGORY PECK • ROGER MOORE • DAVID NIVEN

TREVOR HOWARD

ÉDUCATION

La nouvelle carte des formations universitaires

Nous continuons ci-dessous la publication de la liste des universités habilitées à délivrer, à partir de la prochaine année universitaire, des diplômes nationaux. Elle comprend les habilitations qui viennent d'être décidées et celles qui, n'étant pas soumises à renouvellement cette année, se trouvent en sursis (ces universités apparaissent en italique).

Malgré l'absence d'informations officielles, nous publions, au risque de lacunes et d'erreurs, la liste des licences et maîtrises supprimées ou créées.

Nos premières listes sont parues dans nos numéros des 30, 31 juillet, 1^{er}, 2, 5 et 6 août.

Chimie

DEUXIÈME CYCLE

Licences préparées à la rentrée 1980 : Aix - Marseille - I, Amiens, Besançon, Bordeaux - I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand - II, Dijon, Grenoble - I, Lille - I, Le Mans, Lyon - I, Montpellier - II, Nancy - I, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Poitiers, Reims, Rennes - I, Rouen, Strasbourg - I, Toulouse - III, Paris - VI, Paris - VII, Paris - XI.

Supprimées : Limoges, Perpignan.

Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Aix - Marseille - I, Amiens, Besançon, Bordeaux - I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand - II, Dijon, Grenoble - I, Lille - I, Lyon - I, Le Mans, Montpellier - II, Nancy - I, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Poitiers, Reims, Rennes - I, Rouen, Strasbourg - I, Toulouse - III (mention : inorganique moléculaire), Paris - VI, Paris - XI.

Supprimées : Limoges, Perpignan, Reims.

CHIMIE PHYSIQUE

Licences préparées à la rentrée 1980 : Bordeaux - I, Grenoble - I, Mulhouse, Nancy - I, Toulouse - III, Paris - VI, Paris - VII, Paris - XI.

Supprimées : Rennes - I.

Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Bordeaux - I, Dijon, Grenoble - I, Lille - I, Lyon - I, Mulhouse, Nancy - I, Toulouse - III, Paris - VI, Paris - VII, Paris - XI.

Supprimées : Rennes - I, Strasbourg - I.

CHIMIE MOLÉCULAIRE

Licence et maîtrise préparées à la rentrée 1980 : Aix - Marseille - III.

Supprimées : Tours (Licence).

TECHNIQUES

DE CONTRÔLE (industrie et consommation)

Licence préparée à la rentrée 1980 : Aix - Marseille - III.

SCIENCES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

Licence préparée à la rentrée 1980 : Aix - Marseille - I.

CHIMIE ANALYTIQUE ET ENVIRONNEMENT

Maîtrise préparée à la rentrée 1980 : Aix - Marseille - I.

CHIMIE BIO-ORGANIQUE

Maîtrise préparée à la rentrée 1980 : Tours (création).

TROISIÈME CYCLE

Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix - Marseille - I, Brest, Lyon - I, Mulhouse, Paris - VI, Paris - XI.

Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Clermont-Ferrand - II, Nice, Le Mans, Reims, Rennes - I, Strasbourg - I.

CHIMIE PHYSIQUE

Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Bordeaux - I, Dijon, Lyon - I, Mulhouse, Paris - VI, Paris - XI.

Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Bordeaux - I, Dijon, Lyon - I, Mulhouse, Pau, Paris - VI, Paris - XI.

SPECTROCHIMIE

Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix - Marseille - I, Grenoble - I, Nancy - I, Toulouse - III, Nantes.

Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix - Marseille - I, Grenoble - I, Institut national polytechnique de Grenoble, Metz, Nancy - I, Nantes, Toulouse - III.

CHIMIE MOLÉCULAIRE

Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix - Marseille - I, Bordeaux - I, Lille - I, Lyon - I et Institut national des sciences appliquées, Montpellier - II, Strasbourg - I, Rouen et Institut national supérieur de chimie de Rouen (INSCIR), Paris - VI, Paris - VII, Paris - XI.

Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix - Marseille - I, Bordeaux - I, Caen, Lille - I, Lyon - I, Montpellier - II.

CHIMIE ORGANIQUE

Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix - Marseille - I, Bordeaux - I, Lille - I, Lyon - I et Institut national des sciences appliquées, Montpellier - II, Strasbourg - I, Rouen et Institut national supérieur de chimie de Rouen (INSCIR), Paris - VI, Paris - VII, Paris - XI.

Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix - Marseille - I, Bordeaux - I, Caen, Lille - I, Lyon - I, Montpellier - II.

Après l'entrevue avec M. Raymond Barre

Le nouvel examen de la situation des universités suscite espoir et méfiance dans les syndicats

La perspective d'une nouvelle analyse de la carte universitaire région par région, annoncée à l'issue de l'entretien à l'hôtel Maitre entre M. Raymond Barre et le bureau de la conférence des présidents d'université (le Monde du 6 août), suscite à la fois beaucoup d'espoir et de méfiance dans les milieux universitaires.

C'est un premier pas en arrière, estime le Syndicat national des enseignants supérieurs (S.N.E.S.-Sup), pour lequel cette concertation forcée avec les présidents d'université constitue bel et bien un « recul » imposé à Mme Sauzier-Séité, ministre des universités. Ce recul, cependant, ne pourra être confirmé que si les enseignements développent leur pression contre les décisions de Mme Sauzier-Séité.

Pour le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), il s'agit d'un « geste

Satisfactions d'amour-propre

Reçu à sa demande par le premier ministre, le bureau de la conférence des présidents d'université peut être satisfait : il obtient — enfin — d'être consulté sur l'établissement d'une carte universitaire qui, tout de même, le concerne au premier chef. Il obtient aussi — satisfaction d'amour-propre qui n'est pas négligeable — que Mme Sauzier-Séité, ministre des universités, soit contrainte par le chef du gouvernement d'accepter ce qu'elle avait toujours refusé : négocier la carte universitaire avec les présidents d'université.

Mais la satisfaction des présidents d'université n'a pas pour ce qui concerne les demandes précises de ses interlocuteurs, comme le maintien des diplômes de troisième cycle dans les « jeunes universités », le rétablissement du diplôme de docteur-ingénieur et les sections de langues appliquées.

ROGER CANS.

FAITS DIVERS

DES ACTES DE VANDALISME A L'ÉGLISE D'ORADOUR-SUR-GLANE

Limoges. — Des actes de vandalisme ont eu lieu dans l'église d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne), village dont la quasi-totalité de la population (six cent quarante-deux personnes, dont deux cent cinquante-neuf adultes) avait été massacrée par les SS de la division Das Reich le 10 juin 1944. Un morceau de la cloche de bronze fondue dans le brasier allumé par les grandes incendies a été dérobé dans la nuit du 1^{er} au 2 août. La possession d'un objet enlevé de l'église est considérée comme un acte de vandalisme.

UN BRANCARDIER ÉCROUÉ APRÈS LA MORT D'UN MALADE OÙ IL AVAIT GÎLÉ

Lille. — Après la mort d'un malade qu'il avait gîlé, un brancardier, M. René Quéro, âgé de trente-quatre ans, domicilié à Lomme, dans la banlieue de Lille, vient d'être écroué sous l'inculpation de violence. Le 29 juillet, M. Charles Quéro, soixante-cinq ans, ancien employé municipal à Lomme, fut pris d'un malaise cardiaque. On fit appel au service d'ambulance pour le conduire à l'hôpital Saint-Philippe, tout proche. Mais les deux brancardiers ont été pour le moins maladroits, et l'un d'eux, M. Quéro, donna une gifle à M. Coyn pour se calmer. Il frappa si fort que M. Coyn perdit connaissance. De plus, l'ambulance prit la direction du centre hospitalier régional au lieu de l'hôpital indiqué. M. Coyn devait décéder peu après.

Incendie au Théâtre populaire des Flandres

Le mardi 5 août, au début de la matinée, un incendie a ravagé à Lille, le siège du Théâtre populaire des Flandres installé avenue du Peuple-Belge. Le matériel et les costumes entreposés dans les locaux ont été détruits. Un témoin déclare avoir vu des individus pénétrer dans les locaux par une fenêtre. On se demande si cet incendie n'est pas la conséquence d'un cambriolage.

Un hôtelier tué par un client

Agé de quarante-trois ans, hôtelier à Châteaufort-du-Rhône (Rhône), est mort, mardi 5 août, des suites de blessures infligées le 28 juillet par un client inconnu. Ce client, qui était accompagné d'une autre personne, avait réglé sa note avec un chèque qui avait paru suspect à M. Ayac. L'hôtelier lui avait alors demandé sa carte d'identité. Le client avait sorti un pistolet et tiré sur M. Ayac à bout portant. Il n'a pas été retrouvé.

Le recours à des pièces d'identité

Le recours à des pièces d'identité continues à être fréquent dans le milieu des milieux politiques. Les militants politiques dont l'identité est clandestine. Tout récemment, deux opérations de police ont mis en lumière ce dernier point. Au mois de mars, les enquêteurs de la brigade criminelle ont ainsi saisi plus d'un millier de cartes d'identité fausses, dont certaines étaient parvenues à des particuliers par le biais d'un membre du groupe Action directe qui a revendiqué, depuis mai 1979, une quinzaine d'attentats. Au mois de juin, ce sont six personnes qui ont été inculpées d'avoir fabriqué et distribué des cartes d'identité fausses.

Contrefaçon, falsification et militantisme

Le recours à des pièces d'identité fausses est fréquent dans le milieu des milieux politiques. Les militants politiques dont l'identité est clandestine. Tout récemment, deux opérations de police ont mis en lumière ce dernier point. Au mois de mars, les enquêteurs de la brigade criminelle ont ainsi saisi plus d'un millier de cartes d'identité fausses, dont certaines étaient parvenues à des particuliers par le biais d'un membre du groupe Action directe qui a revendiqué, depuis mai 1979, une quinzaine d'attentats. Au mois de juin, ce sont six personnes qui ont été inculpées d'avoir fabriqué et distribué des cartes d'identité fausses.

APRÈS UN CONCOURS COMMUN

Garçons et filles pourront choisir entre l'école de Saint-Cloud et celle de Fontenay-aux-Roses

Aux termes d'un décret en date du 31 juillet 1980, les écoles normales supérieures de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses vont désormais recruter « par concours commun des élèves de deux sexes ». La mixité de ces deux écoles, annoncée depuis des années mais toujours repoussée en attendant une décision concernant le transfert de l'ENS de Saint-Cloud, prendra effet l'an prochain.

Un pas vient donc d'être franchi dans la « restructuration » des écoles normales supérieures, annoncée officiellement l'été dernier (le Monde du 10 août 1979). Mais un tout petit pas. En effet, le but de l'opération ne consiste pas seulement à faire tomber les barrières entre les sexes mais bel et bien à préparer la « rationalisation des compétences » des deux écoles, c'est-à-dire la spécialisation de l'une (Saint-Cloud, transférée à Lyon-Gerland) en établissement scientifique et la spécialisation de l'autre (Fontenay-aux-Roses, ex-école de filles) en établissement littéraire (le Monde du 21 mars 1980).

Le décret du 31 juillet reste muet sur cet aspect du problème. Il précise seulement que « les candidats admis sont nommés élèves de l'une ou l'autre école suivant l'ordre de mérite, en fonction des choix exprimés et dans la limite du nombre de places fixé chaque année par le ministère des universités ». Comment un candidat reçu au concours commun va-t-il opter pour l'une ou l'autre école ? Selon les pesanteurs sociologiques, les garçons de Saint-Cloud et les filles de Fontenay ? En fonction des commodités de résidence ou de transport ? En se fiant à la réputation de certains professeurs ? Nul ne peut le dire encore, tant que les deux établissements ne sont pas séparés. En attendant, les élèves de l'ENS de Fontenay-aux-Roses pourront rendre subitement Fontenay

beaucoup plus attrayante puisque, elle au moins, doit rester en région parisienne. Tant que les deux établissements resteront théoriquement indifférenciés des cas de conscience vont se poser.

Les syndicats, en particulier le S.N.E.-Sup et le S.G.E.N.-C.F.D.T., ont fondé à s'étonner que l'on « mette » seulement les ENS de deuxième choix (1) alors qu'on épargne l'un et l'autre. C'est que le « lobby » des archibutes (anciens élèves d'Ulm) est autrement puissant que les autres. Mme Sauzier-Séité, ministre des universités, qui se flatte de prendre toujours le bureau par les cornes, n'ose pas encore s'en prendre à la Bastille de la rue d'Ulm, même si, pour faire un bon mot dans les banquets, elle raille volontiers « ces messieurs qui ont peur des filles » et les sévères qui préfèrent rester cloîtrés. « Ils veulent rester entre eux, eh bien ! qu'ils le restent », réplique-t-elle.

La hiérarchie implicite des ENS se révèle ainsi à l'instinct de l'administration de tutelle. On s'en est d'abord pris à l'ENSEST d'Caen, la petite dernière, en lui enlevant ses sections littéraires (1978). On s'attaque maintenant au couple Fontenay-Saint-Cloud en le mariant de force... avant le divorce. Quant à l'année trop prestigieuse, on verra plus tard. Mme Sauzier-Séité ne souhaite pas, pour l'instant, en découdre avec les archibutes, par définition moins dociles que des polytechniciens ou des ingénieurs des télécommunications.

ROGER CANS.

(1) La quatrième école, l'École normale supérieure des enseignants techniques (ENSET) de Caen, a toujours été mixte.

CATASTROPHES

UNE QUINZAINE DE MORTS A SAINT-LUCIE APRÈS LE PASSAGE DU CYCLONE ALLEN AUX PETITES ANTILLES

Miami (A.F.P., U.P.I.). — Le passage du cyclone tropical Allen a provoqué, dans la nuit du 3 au 4 août, la mort d'une quinzaine de personnes dans l'île de Saint-Lucie, une des Petites Antilles, située au sud de la Martinique. Les dégâts matériels sont extrêmement importants : la ville de Plaisance-Fort, sur la côte sud de Saint-Lucie, a été presque entièrement détruite, l'eau potable manque, l'électricité est coupée et les télécommunications ne se font que par le canal de radios amateurs.

Allen a continué sa route vers le nord-ouest à la vitesse moyenne de 20 à 30 kilomètres à l'heure. Dans la journée du 5 août, il a fait tomber des pluies diluviennes et soufflé des vents très violents sur Haïti et la République dominicaine. Dans ce dernier pays, il y aurait trois morts bien que le cyclone n'ait pas passé au large de la côte sud de l'île. À la Jamaïque et à Cuba, l'alerte au cyclone a été lancée.

Selon les services météorologiques américains, Allen est l'un des plus violents cyclones du siècle. Dans l'est des Petites Antilles, la pression atmosphérique est descendue à 916 millibars (la pression moyenne est de 1015 millibars) et les vents tournoyant autour de l'œil atteignent des vitesses de 270 à 290 kilomètres à l'heure.

Le volcan Mont-Saint-Helens, dans l'État de Washington, a été secoué, mardi 5 août, par deux petits séismes. Le veille, cinq faibles secousses avaient déjà été enregistrées. Tous ces tremblements de terre étaient localisés à 8 kilomètres au sud-est du cratère. En revanche, l'activité sismique qui s'était manifestée, à partir du 11 juillet, autour du mont Hood, un autre volcan de l'État de Washington, a cessé. La surveillance de ce risque, qui avait été organisée dans la crainte du réveil du mont Hood, a été levée le 5 août. — (U.P.I.)

LE MONDE

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

LA MAISON

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

Le Monde

jours d'été

Un voyage en Océanie

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

NOUVELLES-HÉBRIDES : les « fous » dans l'île (II)

Port Vila. — En quelques mois, une vraie tempête balait l'île de Tanna. La théocratie presbytérienne, lentement imposée aux « sauvages » par les missionnaires, patiemment organisée depuis cinquante années à coup de psaumes et de bastonnades, tremble sur ses bases. John Frum vient arracher les « gens de Tanna » aux griffes des pasteurs. Qui l'a vu ? Chacun et personne, bien sûr. Mais tous savent de source sûre qu'il sort du volcan Yasur, tous comprennent clairement son appel. John Frum affirme qu'il faut fuir l'Eglise presbytérienne et sa « école » (école), restaurer la coutume, boire du kava et danser dans la nuit ; balayer en somme les Blancs et leurs tristes lois. Le message court dans toute l'île à la vitesse du vent. Les chrétiens de la côte — les *man salt water* — désertent leurs villages ; les familles retirent leurs enfants des écoles religieuses et les hommes payés par les missions jettent leurs billets de banque à la mer. La coutume revit ! Les missionnaires parisiens formés par les pasteurs sont les plus pressés de brûler leurs bibles pour courir dans la brousse. C'est le fait ! Plus de classes ni de catéchisme : on se grise au kava, on plonge la tête la première dans la danse et la musique. Une frénésie de plaisir et de révolte s'empare d'abord de l'île tout entière. Les missionnaires et le délégué de la couronne britannique — un Irlandais irascible du nom de Nicol — assistent avec effarement à cette bourrasque païenne. Où pulse-t-elle sa force ?

D'une colère et d'une frustration, bien sûr, et sa connotation politique est moins irrationnelle qu'il y paraît. John Frum, dit-on alors, viendra un jour apporter l'abondance et le bonheur dans le respect de la coutume ; mais, pour qu'il débarque à Tanna, il faudra que tous les Blancs qui s'y trouvent en soient partis.

Une découverte, d'abord : il existe d'autres Blancs plus forts — et plus généreux — que les seuls connus jusqu'alors : pasteurs anglicans ou colons français. Les *man Tanna* voient ensuite des Noirs G.I. de l'US Army, conduire des bulldozers ou piloter des avions, participer donc à cette magie « venue d'ailleurs ». C'est la preuve qu'elle n'est pas le privilège des Blancs. Elle est accessible ! En un clin d'œil, les curés anglicans, les boutiquiers et les administrateurs britanniques perdent, aux yeux des Mélanésiens, ce qu'il leur restait de prestige. Le mouvement John Frum s'affirme et le contenu millénariste de son catéchisme se clarifie. Il est analogue à celui des innombrables *cargo-cults* surgis au même moment dans les Fidji, aux Salomons ou en Papouasie Nouvelle-Guinée.

Les malheurs de Tanna, dit-il, viennent de ce que les pasteurs tiennent éloignés de l'île un grand cargo blanc. Il contient toutes les richesses du monde et, grâce à John Frum, abordera un jour à Sulphur Bay. Alors régnera la paix, l'harmonie et l'abondance. John Frum enseigne le mythe, vit pour l'instant aux Etats-Unis, mais il reviendra bientôt avec les Américains et le « cargo » escorté d'avions géants. Les paradis s'installeront sur l'île et les morts ressusciteront. Identité des lors à la puissance américaine, dont on espère l'intercession, John Frum n'est plus représenté que vêtu d'un tréillis et portant, cousu sur sa poitrine, la croix rouge des infirmiers militaires. Elle devient l'emblème du mouvement ; des croix sont rigées dans tous les villages. Pour favoriser le retour de John Frum, on construit des pistes d'atterrissage dans la brousse et l'on pose des lignes téléphoniques « faites de lianes attachées d'arbre en arbre ».

Avec l'appui des missions, les autorités du condominium réagissent par la brutalité à ce qu'elles considèrent comme une mythomanie collective. Les dirigeants John Frum sont incarcérés ou déportés sur l'île de Mallicolo. Résultat immédiat : le mouvement se durcit, s'enfonce dans la clandestinité et s'organise. La prison, les messages envoyés d'exil et le romantisme qui les accompagne donnent à ses chefs le prestige et l'autorité indiscutable des « militants ». Comme partout ailleurs, le culte de John Frum s'enracine à mesure que la répression le poursuit. Il a bientôt sa légende, ses lieux de culte, ses réunions secrètes et ses fêtes de fin de semaine. Mieux que cela : une structure parasitaire est progressivement mise sur pied sous le nom de Tanna Army. Des défilés traversent l'île au pas cadencé avec fusils de bois et

baïonnettes de bambou. Les incidents se multiplient, qui opposent les John Frum aux administrations coloniales, et en 1957, un vrai camp retranché est construit dans l'île. Il tiendra plus d'un mois.

Il faudra des années, l'usure du temps et la lassitude des adeptes devant l'insuccès prolongé des prophéties pour que le « John frumisme » perde peu à peu de sa violence. Des divisions, dit-on, se font jour en cette Eglise et, comme dans n'importe quel parti, des ambitions personnelles concurrentes affaiblissent le leadership. Aux visiteurs arrivant dans l'archipel, vers la fin des années 60, on croit pouvoir annoncer la disparition prochaine de ce « pittoresque culte du cargo ». Pour les ennemis d'ailleurs, il incarnait la frayeur d'une tribu demeurée au stade de la pensée pré-logique ; le sursaut d'un peuple « retardé mental » en quête d'eschatologie compensatrice. Or cette analyse se révèle doublement fautive.

Dans les années 70, quarante ans après sa première manifestation, voilà que John Frum ressuscite de ses cendres, plus actif et mieux organisé que jamais. La parole de son prophète demeure vivante et ses représentants sortent de l'ombre. « Autrefois, disaient-ils, nous devions nous cacher dans la brousse comme des chats sauvages ; aujourd'hui, ce temps est passé : John Frum monte (« John I liftmap », en bichelamar) ! ». En outre la dimension politique du mouvement se précise au détriment du « cargo » passablement oublié. Les idéologues du jeune gouvernement néo-hébride et du Vanuatu Paty n'ont pas tort de dénoncer aujourd'hui l'interprétation « européo-centriste » — et dédaigneuse — qu'on a longtemps faite du *cargo cult*. « La répression dont il a fait l'objet est bien la preuve que son influence politique était forte et qu'il menaçait le régime colonial » (2).

On est troublé, « Folklore tropical » ? Embrouillaminis habituels de la décolonisation, comme à Djibouti ou aux Comores ? Mes visites aux Nouvelles-Hébrides m'ont toujours laissé la même impression : le pittoresque en rajoute spectaculairement à Port-Vila. Il est partout, dans la rue et dans les institutions, chez les colons de Santo ou les illuminés yankees rêvant de paradis fiscaux, mais il cache obstinément quelque chose. A cause de cela, la grande fanfare des curiosités internationales au moment de l'indépendance aura peut-être couvert de ses bruits des voix qu'il aurait fallu mieux écouter. Deux enjeux, deux « histoires » pour parler en journaliste, auront été examinés dans les tumultes de 1980. La rivalité franco-britannique d'abord avec son addition de petites feintes, chausse-trappes et intrigues subalternes. En a dominé toute l'histoire du condominium et se prolonge — indéfiniment — dans les procédures de l'indépendance. Mieux enracinée et depuis plus longtemps dans la population par le biais des missions, marraine attentive de la classe politique et du Vanuatu Paty, la Grande-Bretagne joue sur l'intégration « naturelle » du nouvel Etat dans le Commonwealth et l'univers anglophone du Pacifique. D'autant plus magnanime dans sa politique de décolonisation que son influence dans cette partie du monde n'en sera pas compromise. La France, quant à elle, protectrice traditionnelle aux Nouvelles-Hébrides d'intérêts plus concrets — ceux des colons — a tenté de retarder l'échéance jusqu'à l'émergence d'une élite francophone mélanésienne, formée en toute hâte depuis dix ans. Cette francophonie, récente, fragile mais respectable, est « compromise » malgré elle par sa coïncidence avec des intérêts coloniaux peu défendables. Prisonnière de

ce piège, coincée dans le mauvais camp, la France perdra sans doute la partie. Et coûteusement. C'est, à terme, sa présence et son influence en Océanie qui sont menacées.

Le deuxième thème décortiqué par la presse internationale — anglophone surtout — fut celui des manigances suspectes, repérables derrière la sécession « coutumière » de Santo et la personnalité de son chef trop habilement mystique, Jimmy Stevens. Les manœuvres « jacobines » de financiers, juristes ou fondations américaines en quête de « patrie océanienne » ont enlevé à la rébellion de Luganville beaucoup de sa crédibilité. On y a vu — avec raison — un amalgame de vraie foi « coutumière » et de fausse francophonie, de petits colons apeurés et d'aventuriers interlopes, le tout conduit par un vieux prophète madré. Dossier implacable.

Au tour de tout cela pourtant quelle avalanche de récits, de commentaires et d'empoignades journalistiques ! Quelle couleur locale ! Quel western avec parachutistes français et commandos britanniques ! On n'oublie qu'un détail : le vrai problème de fond posé par cette pagailleuse indépendance ne se situait pas tellement sur l'île de Santo mais à Tanna. Là, en effet, on l'a montré dans ce récit, il n'y a ni colons ni intrigues américaines ; pas de leader suspect ni d'embrouilles romanesques. Rien qu'un refus clair et fort du déracinement, de l'occidentalisation et de la bureaucratie étatique, exprimé par des hommes moins « mythomanes » qu'il n'y paraît. Après avoir repris par le menu, grâce à Joël Bonnemaison, l'histoire de Tanna, de John Frum et des coutumiers, j'avoue que je n'avais pas envie de sourire. Et lui non plus. Ces « sauvages » pourchassés aujourd'hui dans les forêts de l'île par les milices de la jeune république de Vanuatu ont, je crois, une question assez fondamentale puisqu'elle est au centre des grands débats sur le tiers-monde. L'Etat-Nation copié sur le modèle européen est-il vraiment la meilleure procédure de libération des peuples ? La vraie colonisation des différences et la destruction des cultures n'empruntent-elles pas parfois le masque de la décolonisation ?

ILLUSTRÉS par Joël Bonnemaison. La

note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

Note manuscrite de John Frum et son évolution

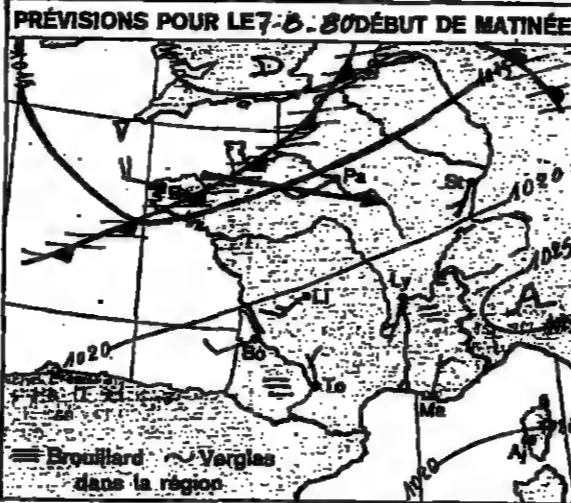
MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 6 août à 8 heures et le jeudi 7 août à 24 heures :

Les hautes pressions azoïes des Açores au golfe de Gascogne vont se déplacer vers le sud et s'affaiblir dans leur partie orientale. De ce fait, la limite frontale du nord des Açores pénétrera sur la France, où elle prendra un caractère localement orageux.

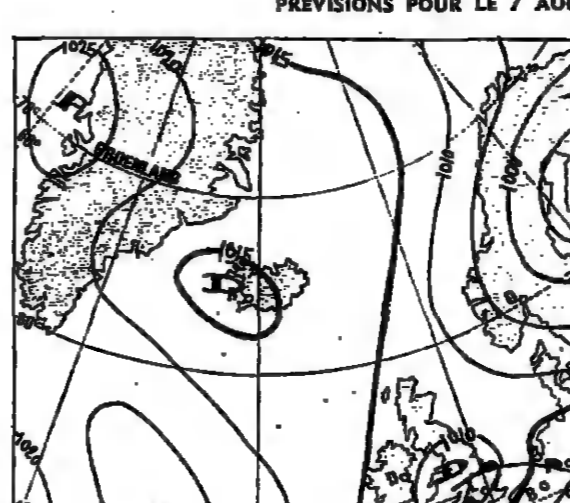
Jeudi matin, cette zone frontale apportera un temps très maussade de la Bretagne à la plaine et aux Ardennes, avec quelques pluies. Le



soir, ayant progressé vers le sud, elle gagnera les régions s'étendant des Vosges et du Jura aux Cévennes en s'affaiblissant dans sa partie ouest, mais avec le développement de quelques orages, qu'elle se passera, le temps deviendra plus variable de la frontière belge à l'Atlantique, au nord de la Charente, avec quelques averses. Les vents de sud-ouest, puis d'ouest, se renforceront ; la dépression pénétrera assez forte sur les côtes de la Manche. Les températures maximales seront en léger sursis.

Sur le reste de la France, un temps bien ensoleillé persistera avec des nuages passagers. Le début de la nuit sera particulièrement bruyant du Bassin aquitain au nord des Alpes. Les vents seront faibles et les températures varieront peu.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 août ; le second, le minimum de la nuit du 5 au 6) : Ajaccio, 28 et 17 degrés ; Biarritz, 24 et 13 ; Bordeaux, 23 et 14 ; Brest, 18 et 13 ; Caen, 21 et 12 ; Charbourg,



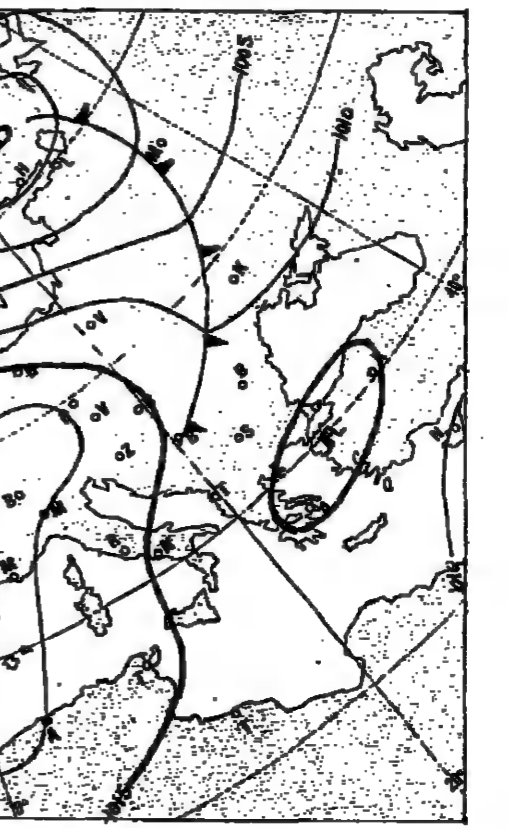
18 et 13 ; Clermont-Ferrand, 27 et 12 ; Dijon, 25 et 12 ; Grenoble, 30 et 15 ; Lille, 21 et 10 ; Lyon, 28 et 12 ; Marseille, 33 et 22 ; Nancy, 24 et 14 ; Nantes, 23 et 10 ; Nice, 28 et 21 ; Paris-La Mure, 25 et 13 ; Pau, 24 et 17 ; Perpignan, 33 et 23 ; Rennes, 26 et 11 ; Strasbourg, 23 et 13 ; Tours, 26 et 11 ; Toulouse, 26 et 17 ; Vannes, 24 et 13 ; Valenciennes, 23 et 13 ; Yverdon, 23 et 13.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 21 degrés ; Amsterdam, 21 et 17 ; Athènes, 34 et 21 ; Berlin, 28 et 15 ; Bonn, 24 et 14 ; Bruxelles, 27 et 16 ; Le Caire, 31 et 26 ; Les Canaries, 29 et 25 ; Copenhague, 21 et 15 ; Genève, 28 et 12 ; Lisbonne, 31 et 18 ; Londres, 21 et 15 ; Madrid, 27 et 20 ; Moscou, 23 et 17 ; Nairobi, 21 (max.) ; New-York, 33 et 23 ; Palma-de-Majorque, 33 et 15 ; Rome, 32 et 21 ; Stockholm, 24 et 13 ; Téhéran, 36 et 33.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 6 août, à 8 heures : 1 027,5 millibars, soit 767,8 millimètres de mercure.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 7 AOUT À 6 HEURE (G.M.T.)



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
 Zone de pluie ou neige ∇ Averses T Orages ≡ Brouillard ~ Verges
 Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent : 5 noeuds / 10 noeuds / 50 noeuds
 — Sens de la marche des fronts Front chaud Front froid Front occlus

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des bulletins d'actualités hebdomadaires. Vous pouvez vous procurer ces bulletins aux BUREAUX que vous recherchez.

APRÈS UN CONCOURS COMMUN

Garçons et filles pourront choisir entre l'école de Saint-Cloud et celle de Fontenay-aux-Roses

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

Les élèves de l'école de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses ont participé à un concours commun. Les résultats ont été publiés dans le journal.

AGRICULTURE

L'agriculture est une activité sinistrée
déclare le parti socialiste

« L'agriculture est une activité sinistrée. Moins visible que pour les entreprises industrielles, le chômage déguisé s'étend et les faillites se multiplient. » Le parti socialiste a choisi le temps des gros travaux agricoles, qui est aussi celui des basses eaux pour les manifestations paysannes, pour lancer, mardi 5 août, par les voix de MM. Bernard Thureau, député national à l'agriculture, et Pierre Joxe, membre du bureau exécutif, ce cri d'alarme et enfanter avec quelques semaines d'avance le débat sur la réforme de la politique agricole commune, qui ne manquera pas de se produire à l'automne. « Pour la septième année consécutive, le revenu des agriculteurs, quelle que soit la production, va baisser en 1980. La situation est grave. M. Méhaignerie le sait, et le ministre de l'Intérieur, M. Bonnet, ne peut pas ne pas le savoir », a indiqué M. Joxe.

Le 4 juin, c'est M. Mitterrand qui annonçait la création de comités départementaux pour aider les exploitants en difficulté. En nombre croissant (le Monde du 7 juin). Quatre semaines après, M. Joxe constate que là où les conseils régionaux à directions socialistes, comme l'Auvergne ou la Bourgogne, tentent, par des mesures d'aides aux investissements, d'apaiser sur le revenu des exploitants et sur la diminution à moyen terme des charges d'exploitation, l'Etat avait tendance à diminuer sa propre contribution, annulant ainsi l'effort régional. Quant au court terme, c'est-à-dire les exploitants qui sont contraints d'abandonner leur ferme, « nous ne pouvons pas laisser développer l'illusion que nous pouvons sauver telle ou telle exploitation, car il n'y a pas de prise juridique sur les mesures que les élus pourraient décider », a déclaré encore M. Joxe, qui poursuit : « Nous travaillons, nous faisons l'effort, mais nous ne pouvons pas empêcher la chute de la production. C'est ainsi d'ailleurs que, par crainte des troubles, les préfets trouvent des solutions avant les suites ou les conclusions. »

« C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la lutte des agriculteurs français contre la taxe dite de « correspondance latérale », écrit le parti socialiste pour lequel cette taxe ampute le revenu des producteurs, est injuste et inefficace, alors que « son application pourrait même être étendue, selon les dernières déclarations de M. Méhaignerie, à d'autres productions ». Inefficace la taxe, car elle contraindrait les éleveurs à produire plus pour maintenir leur revenu, à l'inverse de l'objectif

recherché, car « elle cherche à faire croire à une correspondance latérale dans le développement des marchés extérieurs pourtant entre les mains de quelques entreprises multinationales plus préoccupées de spéculation que d'organisation du marché ».

Quelques coopératives, dont celle d'Anceins, où M. Bernard Thureau, est vice-président, ont refusé jusqu'à présent de payer la taxe de co-responsabilité latérale, estimant que le mot d'ordre du Syndicat des producteurs de lait « prélever la taxe mais ne pas la verser » ne résistait pas à l'analyse : si elle amputait les revenus, et ne remplissait pas son rôle, pourquoi la prélever ? Oportant, a ajouté M. Thureau, « nous y serons peut-être contraints, car la répression va bon train : blocage des aides accordées par le F.O.R.M.A. pour le stockage des produits laitiers, blocage des aides au revenu, primes pour les mois de mai et juin, procès... ». Toutefois, l'opposition au paiement de la taxe va grandissant au sein des organisations agricoles départementales, et il n'y a jamais eu, selon M. Thureau, « des conflits aussi graves au sein d'un syndicatisme majoritaire » (du F.N.E.A.).

Ainsi, les manifestations qui se sont espacées risquent-elles de reprendre, avec les risques que comporte un climat de désespérance. Celle-ci sera encore aggravée par le projet de budget 1981 qui, selon M. Joxe, prévoit certes des prélèvements, mais pas d'aides aux investissements, comme cela avait été promis, en contrepartie.

TOURISME

Des campeurs dans le désordre

I. — VAR : la cote d'alerte

De notre correspondant régional

Nice. — Une prairie au bord de la route départementale 18, entre surgi au début de l'été dans le paysage d'une quarantaine de tentes multicolores : c'est l'un des campings à la ferme qui ont été créés au début de l'été dans le Var sous la pression des besoins. « Lorsque nous sommes arrivés ici, le 20 juillet, il n'y avait aucune commodité », explique un jeune couple de Seine-Saint-Denis. Après trois jours d'attente, un bloc sanitaire en matière plastique est installé, un douche et un W.C. pour plus de cent personnes, malheureusement sans séparation et d'utilisation plutôt maladroite.

Le camping dans le Var en août 1980 se caractérise notamment par cette aimable improvisation qui se joue des règlements et des principes.

Théoriquement, les campings à la ferme ne sont autorisés qu'à condition d'exploiter dix emplacements, au maximum, permettant d'accueillir une trentaine de personnes. Or, les cas ne sont pas rares de concentration de cent cinquante et même de deux cents campeurs avec un seul point d'eau et des toilettes sommaires. Fasse folklore ! Il y a aussi en titre la saturation des camps organisés sur le littoral. Caravanes « bord à bord », tentes enchevêtrées, installations sanitaires surimposées. Les terrains éboulés du littoral n'ont pu échapper de leurs limites, mais les autres ont eu tendance à s'étendre dans le marais ou dans les bois, comme par exemple au côté de Ramatuelle où un exploitant a détriché à la hâte 3 hectares de roseaux.

La consigne des autorités a été, il est vrai, de ne pas tolérer cette année de camping sauvage dans le département. Mais le monde du camping n'a pas attendu le décret de M. Pierre Sevellec, « un campeur en surmarché sera toujours moins néfaste qu'un campeur sauvage ». Les arêtes du département n'ont pu empêcher le phénomène du sous-préfet de Draguignan, M. Pierre Sevellec, « un campeur en surmarché sera toujours moins néfaste qu'un campeur sauvage ». Les arêtes du département n'ont pu empêcher le phénomène du sous-préfet de Draguignan, M. Pierre Sevellec, « un campeur en surmarché sera toujours moins néfaste qu'un campeur sauvage ».

A la mi-juillet notamment, une centaine de familles — essentiellement étrangères — avaient élu domicile sur un parking du Lavandou à Cavalière. Une « opération » de gendarmerie, adjoint en tête, les en chasse illégalement. Mais les autochtones des dunes de la « chaise-major de criste », pour déclarer au retour d'une inspection en hélicoptère que « le camping sauvage que nous redoutions tous reste dans les limites du

supportable ». Mais la surcharge des camps organisés et du camping à la ferme n'ont pas été un critère suffisant. Quelle surprise n'a-t-on pas eue en apprenant que la marée haute venait de la mer, et que les campeurs, venus de tous les horizons, ne se souciaient pas de la mer, et que les campeurs, venus de tous les horizons, ne se souciaient pas de la mer, et que les campeurs, venus de tous les horizons, ne se souciaient pas de la mer.

Devant ces difficultés, l'administration a dû trouver des solutions d'urgence. Avant même que ne commencent la saison, les exploitants de camping du département lui avaient proposé, à titre préventif et en cas de crise, de mettre cinq mille places en portefeuille dans les

temporaires sommairement aménagés. Dans le jargon des fonctionnaires : des « salles d'attente ». Dans la pratique, des lopins de terre seulement nivelés, souvent sans aucun ombrage — pour ceux du littoral — et généralement équipés de blocs sanitaires mobiles, vite démantibulés. « On n'aurait jamais cru possible, il y a dix ans, d'empêcher des gens dans de pareilles conditions », constate M. Norbert Luftman, exploitant du plus grand camping de la côte varoise. Les prairies de la « chaise » à Saint-Fons-le-Mûres (six mille lits gérés sur ordinateur). « Or accepter d'accueillir des clients en surcharge, c'est travailler contre l'intérêt de la profession et ternir un peu plus l'image du camping. »

Tel est bien l'avis du président du Syndicat départemental de

Un plan du département :
canaliser les resquilleurs

Un ensemble de propositions permettant de sortir de la crise du camping dans le Var doivent être soumises à M. Jean-Pierre Solson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, qui mènera le département le 9 août. Elaborées par M. Claude Barnaud, responsable des campings du Var, elles consistent en une action à mener dans quatre directions différentes : le développement des capacités d'accueil ; l'amélioration des prestations et services rendus ; l'information sous toutes ses formes et la lutte contre le camping parasitaire dit camping sauvage.

Il faut que le littoral du Var — préconise le rapport de M. Barnaud — garde intactes ses capacités d'accueil touristique. Cela implique la prise en compte, dans les règlements d'urbanisme, des campings existants, avec des possibilités d'extension ; le remplacement des terrains vendus à des associations ou voués à d'autres affectations. Sont aussi suggérées : l'aménagement de centres touristiques polyvalents ; autour de mini-plans d'eau, dans le moyen et le haut Var, et des mesures d'encadrement (réglementation de la taxe de séjour, inchangées depuis vingt-cinq ans, et recommandation du décret de 1977 sur la prime d'équipement pour l'aménagement

des terrains de camping) ainsi que la lutte contre la prise de terrain par des résquilleurs. La suspension ou le refus des autorisations d'exploitation. M. Barnaud recommande le développement de l'accueil des campeurs, notamment par une réglementation du camping à la ferme, la simplification des procédures administratives, la mise en œuvre de mesures de police, la création d'autres nouvelles réserves à la profession agricole, etc.

L'amélioration des prestations et services rendus pourrait être obtenue par l'application de textes sur les nouvelles normes et la mise en place de centres d'information et de perfectionnement de la profession. Le rapport remis à M. Solson souligne, en outre, pour ce qui concerne l'information, la nécessité de la continuation de l'opération « Camping-guidage », laquelle « doit être considérée désormais comme un élément fondamental de la politique touristique du département ». A ce titre, elle doit donc pouvoir être aidée financièrement par le département.

L'ensemble de ces propositions, conclut M. Barnaud, permettront de mieux contrôler et canaliser le flot de campeurs insatisfaits ou resquilleurs.

l'hôtellerie de plein air du Var. M. Aimé Borgetto, qui vitupère à la fois l'incertitude de l'administration et les « abus budgétaires » de certains gestionnaires, syndiqués ou non. Sans vouloir assombrir le tableau, il faut bien parler aussi, en effet, des pratiques douteuses et même tout à fait illégales, d'exploitants qui exigent d'être payés d'avance — jusqu'à trois semaines — qui sélectionnent leur clientèle (des familles plutôt que des loafs ou des couples, pas de jeunes ou telle nationalité plutôt que telle autre) et qui mettent à profit la liberté des prix pour masquer des vacances généralement consentantes.

« Tout le monde se voile la face, affirme M. Borgetto, et tous les ans, on veut nous faire croire qu'il s'agit d'un été exceptionnel. Mais nous sommes bien décidés, désormais, à placer les pouvoirs publics devant leurs responsabilités et à les obliger enfin à définir une politique cohérente en faveur du camping, qui représente 45 % des capacités d'accueil touristique du département. »

La situation évoluera sans doute si les propositions que doit faire le 8 août le responsable départemental des campings du Var, M. Claude Barnaud à M. Jean-Pierre Solson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, étaient au moins en partie prises en considération. Mais le déséquilibre entre l'offre et la demande est considérable. Les capacités d'accueil ont été portées « statistiquement » cette année à 160 000 places, mais la demande a atteint, elle, 300 000 personnes. Malgré un effort de création qualifiée d'exceptionnel, l'écart s'est encore accru par rapport à la fréquentation qui a progressé de 30 %. Une seule mesure dans ce bilan négatif, celle de l'efficacité aux horaires de l'opération « Camping guidage (1) », lesquelles, en à peine deux mois et avec le sourire, ont dépassé sur le littoral près de 42 000 personnes.

GUY PORTE.

Prochain article :

PARIS : LES « RÉSIDENTS »
DU BOIS DE BOULOGNE

(1) Créée il y a deux ans et renouvelée non sans mal cette année, l'opération « Camping guidage » représente une dépense de 610 000 F par an, en charge par la Direction du tourisme (120 000 F), le conseil général du Var (175 000 F), la profession (200 000 F) et le département (100 000 F). Il comprend trois bureaux littoraux (Cannes, Port-Croix, Fréjus), deux centres d'information dans le Haut-Var et emploie dix-huit bénévoles.

ENVIRONNEMENT

INQUIÉTUDE A AUVERS-SUR-OISE

Va-t-on boucher
la perspective de Van Gogh ?

Un des premiers départements à avoir signé avec l'Etat une charte culturelle, le Val-d'Oise connaît depuis 1976 une activité des plus marquées en ce domaine. Les différentes animations programmées chaque saison en témoignent : le cycle « Autour de Lully », opéra d'Alban Berg, à l'abbaye de Royaumont, la première biennale de marionnettes de Cergy-Pontoise, la parcoure musical en Val-d'Oise ou encore le Festival mondial de la magie à Beauchamp.

A côté de ces opérations d'envergure régionale, tout un travail est ainsi accompli dans chacun des centres culturels ou Maisons pour tous, à Cergy-Pontoise, à Saint-Ouen-l'Aumône ou à Sarcelles. Pour survivre, ils doivent surmonter d'au moins deux obstacles de taille : l'attrait de Paris et l'insuffisance des transports en commun à travers le Val-d'Oise.

Aussi, deux municipalités veulent lutter contre le désert culturel. Francueil, qui possède aucun équipement culturel malgré ses trente mille habitants, D'ou le projet de son maire, Mme Annie Brunet, P.C. : un centre culturel doté d'une salle polyvalente, de bibliothèques et de salles de spectacles. Une base de loisirs et de sports, à 1 kilomètre du centre culturel, aurait une superficie de 6,50 hectares, dont 5 hectares restent à aménager.

Cette opération coûtera quelque 19 millions de francs, mais devrait intéresser, outre les trente mille habitants de Francueil, les cinquante mille habitants des communes voisines tout aussi démunies de centre d'animation. Quant à la base de loisirs et de sports, le chiffre de cinq mille licenciés et dirigeants pour l'histoire de l'art, un ensemble qu'il faudrait protéger.

Malheureux POS

La passé d'Auvers-sur-Oise entraîne, lui aussi, quelques réserves. « Berceau de l'impressionnisme », ce petit village de six mille habitants aujourd'hui a été immortalisé par les toiles de Van Gogh, qui vécut là les derniers jours de sa vie. Les plaines d'Auvers, ses bords de l'Oise, ses champs de blé et surtout la lumière de son ciel entrèrent dans la légende après la mort du peintre hollandais. D'autres peintres comme Pissarro, Daubigny choisirent eux aussi de vivre dans ce cadre naturel, si propice à leur art. Et tous ceux qui croyaient depuis longtemps que ce passé prestigieux suffisait à préserver le site de toute urbanisation craignent aujourd'hui de voir leur rêve s'évanouir. Surtout avec l'existence du plan d'occupation des sols au cœur même du village d'une réserve de 30 000 mètres carrés pour équipements publics.

Or, sur la rive opposée, les premiers travaux pour la réhabilitation du parc du château de Méry-sur-Oise, qui date de Charles V, ont commencé, avec, pour premier objectif, l'ouverture d'une perspective du château jusqu'à la rive d'Auvers-sur-Oise, par-dessus la rivière. « Grâce à cette situation », précise l'Association d'information pour la défense de l'environnement d'Auvers, « nous nous trouvons donc devant un ensemble assez remarquable pour l'histoire de l'art ». Ensemble qu'il faudrait protéger.

JACQUELINE MEILLON.

SUR LE LITTORAL DE CAMARGUE

Le gouvernement prend des mesures très sévères
pour réglementer l'accès des automobiles

En visitant la côte du delta du Rhône à Palavas (Hérault), M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a, le mardi 5 août, entamé la série de voyages d'inspection qu'il doit effectuer tout au long de l'été sur les plages françaises.

Après avoir survolé la côte, s'être entretenu avec les élus des communes littorales et, comme nous le rapporte notre correspondant à Arles, Jean-Pierre Zaoui, avoir rencontré une délégation d'agriculteurs du parc régional de Camargue, le ministre a annoncé une série de mesures qui toutes vont dans le sens d'une protection accrue des espaces naturels.

On sait que deux projets de stockage souterrain de gaz sont à l'étude dans le Gard (le Monde du 15 juillet). Celui de la commune de Cédar, dans un secteur humide de la Camargue, offre des difficultés techniques à l'implantation des plate-formes de forage. « Les travaux de forage sont suspendus », a déclaré M. d'Ornano. En revanche, le projet de Saint-Gilles « pourrait être autorisé après que l'étude d'impact sur l'environnement ait permis de montrer sa compatibilité avec les caractéristiques du site ».

La plage qui s'étend sur quarante kilomètres entre les Saintes-Maries fait l'objet d'une intense fréquentation. En hiver, les motards y organisent depuis trois ans des épreuves d'endurance sur sable. En été, cinquante mille campeurs sauvages y installent, qui des caravanes, qui des tentes, qui même des baraquements, alors que les campings aménagés sont à

demie vides. D'où une intense circulation d'automobiles qui, sans gêner la circulation normale, engendrent la dégradation des dunes et du cordon littoral. Le ministre a annoncé que la circulation sera interdite sur plusieurs kilomètres en face de la réserve. Il a proposé au maire des Saintes-Maries-de-la-Mer (Gard), M. (Rhône), que l'Etat prenne totalement à sa charge les équipements qui rendront impossible l'accès des véhicules sur l'ensemble de la plage.

L'Etat apportera son aide à l'ouverture de terrains de camping sur cette partie de la côte car le camping sauvage y prend, comme en d'autres régions de France, des proportions jugées « inquiétantes pour la salubrité et la protection des sites ».

A la Grande-Motte que M. d'Ornano a visité en compagnie de M. François Delbecq, secrétaire d'Etat à l'environnement, les 13 000 lits qui devaient encore être érigés sur le littoral pour abriter la station seront ramenés à 9 000 dont 3 000 dans le secteur arrière du littoral. Le conservateur du littoral va se rendre acquiescent du domaine du Grand-Travers de manière à ménager un créneau naturel de 5 kilomètres entre la Grande-Motte et Camaron. Un peu plus loin, entre Palavas et Frontignan, il a été confirmé que le pont des Araucariques qui devait ouvrir le littoral à la circulation automobile ne serait pas construit. Le ministre de l'environnement financera en partie la remise en état des lieux et des aires de stationnement. De même il apportera son aide pour la plantation prévue par la municipalité de Palavas.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

JAEGER

A fin juin 1980, le chiffre d'affaires S.T. du groupe s'établit à 122 500 000 F, en progression, à structure homogène, de 18,4 % sur celui du premier semestre 1979.

Cette valeur, afin de rester homogène sur l'ensemble de l'exercice, inclut les produits des activités de régulation thermique (participation autorisée antérieurement), mais exclut ceux de l'activité d'habitat domestique, bien que les dérivés de cette activité ne soient pas encore entrés en compte.

La société-mère compte tenu des modifications de structure intervenues dans les périodes antérieures ci-dessus, a vu son chiffre d'affaires en progression de 18 %.

Les filiales françaises, hors régulation thermique et habitat domestique, ont enregistré une progression de leurs chiffres d'affaires de 18,7 %.

Les nouvelles filiales régulation ont eu un accroissement de chiffre d'affaires de 17 %.

La situation au 30 JUIN 1980

La situation au 30 juin 1980 s'établit à 335 548 millions contre 334 119 millions au 30 juin 1980. Au passif, les comptes d'inscriptions d'émission, Trésor Public, Comptes Courants Populaires se chiffrent à 18 343 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers à 110 621 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 140 994 millions de francs.

A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'élèvent à 118 097 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 135 143 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 16 780 millions de francs.

d'affaires consolidés (France et étranger) de 17 %.

Les filiales à l'étranger de l'activité automobile ont, sur l'exercice, connu une situation favorable et enregistré une progression supérieure à 19 %.

Il est à noter que, compte tenu de l'évolution défavorable attendue pour l'industrie automobile, l'activité ne devrait pas, au cours du second semestre, permettre la poursuite d'une telle progression.

Sur la base des résultats, ceux de la fin du premier semestre 1980 par la maison-mère seront largement influencés par l'évolution des ventes industrielles et de la hausse du loyer de l'argent par rapport au premier semestre 1979, ainsi que par les perturbations sociales que la société a connues au cours de cette période.

En contrepartie, les résultats de l'ensemble des filiales se sont améliorés au premier semestre à un niveau satisfaisant.

SOCIÉTÉ ROUTIÈRE COLAS
GRANDS TRAVAUX DE L'EST

Les actionnaires de la Société des Grands Travaux de l'Est et ceux de la Société Routière Colas, réunis en assemblée générale extraordinaire, ont approuvé le 28 et 29 juillet 1980, ont approuvé les résolutions qui leur étaient soumises, relatives essentiellement au traité de fusion des deux sociétés, sous forme d'absorption par la Société Routière Colas de la Société des Grands Travaux de l'Est avec attribution de 1 action Colas pour 15 actions Grands Travaux de l'Est.

Conformément aux résolutions adoptées, un prochain conseil d'administration de Colas aura à se prononcer sur la levée de la condition suspensive relative à la réalisation définitive de la fusion-absorption stipulée au traité de fusion et concernant une demande d'agrément fiscal.

Par ailleurs, l'assemblée de la Société Routière Colas a décidé le changement de dénomination de la société. Pour marquer la diversification déjà très accentuée d'une activité désormais largement tournée vers les travaux routiers, ce développement sera l'absorption des G.T.E. la Société Routière Colas s'appellera désormais « Colas », allant ainsi dans le sens d'un usage devenu fréquent en France et à l'étranger.

500 من الأمل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. **TERRORISME** : « Pourquoi Bologne ? », par Stefano Beracchi ; « Une légitimité qui n'a rien d'humaine », par Jean-François Profichet ; « L'ordre international et le meurtre », par V.V. Stancu ; « Non ! », par Guy Champagne.

ÉTRANGER

3. **AMÉRIQUES** : les explications de M. Carter sur ses relations avec son frère sont assez bien accueillies ; les indépendances portoricaines ont beaucoup d'ambiguïté d'une domination imposée et acceptée.

ASIE

4. **THAÏLANDE** : Bangkok se montre « très déçu » par la visite de M. Waldheim.

AFRIQUE

5. **TUNISIE** : le parti destourien annonce une solution à la crise syndicale.

PROCHE-ORIENT

6. **LE BLOCAGE** de la négociation israélo-égyptienne.

EUROPE

7. **TRIBUNE INTERNATIONALE** : « Quelle Macédoine ? », par Nina Ninov.

POLITIQUE

8. **APRÈS LES DÉCLARATIONS** de M. Mitterrand sur la politique étrangère.

SOCIÉTÉ

9. **EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER**, des associations revendiquent l'enthousiasme actif et le droit de mourir dans la dignité.

MÉDECINE

10. **LA SÉVÈRE CRISTE** des formations universitaires.

FAITS DIVERS

11. **SPORTS**

LE MONDE DES ARTS ET SPECTACLES

12. **MUSIQUE** : Boulez et Chéreau à Bayreuth, par Gérard Condé.

CINÉMA

13. **L'INCENDIE D'UN ENTREPRISE** de la cinématographie, par M. de la Bédollière.

MÉTÉO

14. **MÉTÉO** : un préavis de la météo.

FESTIVALS

15. **FESTIVALS** : dialogues autour du jazz, par Lucien Malson ; un entretien avec le directeur du Festival d'Avignon, par Colette Godard.

JOURS D'ÉTÉ

16. **17-18** : « Un voyage en Océanie », par Jean-Claude Guillebaud ; Méthodologie ; Informations-Services ; Jeux.

18. CIRCULATION

17. **LA POLITIQUE** autoroutière : Point de vue ; Pénalités et iniquités ; par Louis Bégon.

ÉCONOMIE

18. **LES HORLOGES** françaises tirent le sonnet de l'alarme.

ÉTRANGER

19. **RADIO-TELEVISION (19)**

20. **ANNONCES CLASSÉES (20)** : Carnet (10) ; Journaux officiels (10) ; Programmes spéciaux (10) ; Mots croisés (10) ; Bourse (20).

En vingt-quatre heures

DEUX ATTENTATS CONTRE DES LIBRAIRIES PARISIENNES

Trois arrestations

Deux librairies de Paris ont, en vingt-quatre heures, été l'objet de tentatives d'incendie criminel.

Une explosion provoquée par le jet d'une grenade incendiaire a gravement endommagé les locaux de la librairie des Reclins, dans le dixième arrondissement (206, rue de Valenciennes-Saint-Denis), dans la nuit du 4 au 5 août.

Cet établissement, qui diffusait des publications antiracistes et antiautoritaires, avait été récemment transformé en boutique vendant disques et livres d'occasion. N'ayant ni inscription n'ont été retrouvés sur les lieux.

D'autre part, un cocktail Molotov a causé de légers dégâts dans les locaux de la librairie-salon de thé des Mille Feuilles, 35, rue Rambuteau 4^e arrondissement, dans la nuit du 5 au 6 août. Les trois auteurs présumés de l'attentat ont été appréhendés boulevard Richard-Lenoir peu après l'un d'eux était porteur d'une barre de fer.

A B C D E F G

ANNONÇANT DES MESURES POUR L'AUTOMNE

Le ministère de la santé met en place les moyens d'appliquer strictement la loi sur l'avortement

Comment est — et sera — appliquée la loi sur l'interruption volontaire de grossesse (I.V.G.) rendue définitive à l'automne dernier, par le Parlement et promulguée le 31 décembre 1979 ? C'est à cette question que répond un document du ministère de la santé et de la sécurité sociale publié ce mercredi 6 août, qui expose, en outre, quelques perspectives pour le mois à venir.

Le ministre rappelle, en premier lieu, que l'essentiel de la loi, telle que l'a révisée le Parlement à l'automne, consiste à rendre obligatoire, dans tous les centres hospitaliers régionaux et généraux, l'organisation d'un service ou d'une unité aptes à pratiquer des avortements. Une circulaire du ministre, adressée le 16 juin aux préfets précisait, d'ailleurs, que ces unités ne devaient pas se borner à pratiquer des interruptions de grossesse, mais aussi dispenser impérativement une information sur la contraception.

Le ministre ajoutait que les femmes « n'ont pas toujours trouvé, auprès des centres de planification et d'éducation familiale, la compréhension et la disponibilité nécessaires. Il est important que de telles situations ne se reproduisent pas ». Si se trouve, ajoutait le ministre, qu'un chef de service de l'hôpital n'accepte de prendre la responsabilité d'une unité où seraient interposés des grossesses, le directeur de l'établissement devrait créer une unité spécifique ; son financement « ne devrait en aucun cas constituer un obstacle » à l'application de la loi. Suivent quelques précisions d'ordre financier qui devraient interdire à des objections de cet ordre d'apparaître à l'avenir. Il est, en outre, précisé que le ministre, pour assurer aux femmes « un environnement médical et humain de nature à annuler les risques de répétition et à supprimer les accidents, que les centres hospitaliers publics appliquent la loi complètement et de manière exemplaire ».

Le document publié par le ministère ce mercredi ajoute que la loi du 31 décembre 1979 se fixe, en outre, plusieurs objectifs : « aider la femme à se déterminer librement » dans ce but, les intéressées devront recevoir un dossier guide « qui a reçu l'approbation de l'Ordre des médecins » et qui comprendra la liste et l'adresse des établissements où sont pratiqués les avortements et où est diffusée l'information contraceptive. Ces dossiers devront être achevés avant le 1^{er} septembre.

Renforcer le rôle des hôpitaux publics : à cet effet, le mi-

nistère fait procéder à un recensement, qui sera achevé le 1^{er} octobre, afin de déterminer « les conditions dans lesquelles sont pratiquées les I.V.G. dans les hôpitaux qui appliquent la loi et les mesures qui sont envisagées pour étendre son champ d'application ». D'ores et déjà, il est établi que trois cent vingt-cinq établissements publics et trois cent cinquante-trois cliniques privées pratiquent des avortements, ce qui représente au moins un hôpital public par département (et deux établissements publics au moins dans soixante-deux départements).

● **Rendre plus stricte l'application de la législation** : le ministre rappelle que le non respect de la loi expose désormais à des sanctions pénales et qu'un décret en cours de signature le précisera davantage encore. Les médecins inspecteurs de la santé et les praticiens conseils de la Sécurité sociale devront exercer, sur ce

point, une vigilance accrue et être attentifs « à détecter les dissimulations volontaires d'I.V.G. sous des actes cotés à la nomenclature de la Sécurité sociale ». L'inspection générale des affaires sociales est en outre chargée de contrôler les dossiers dans ce domaine.

● **Développer la prévention de l'I.V.G.** : l'avortement, rappelle le ministre, est « qu'un ultime recours ». D'ores et déjà existent plusieurs milliers de centres de planification et d'information familiale. Un décret viendra prochainement alléger les formalités imposées pour la création de tels centres.

● **Améliorer la formation des personnels médicaux et sociaux** : un arrêté permettra d'intégrer au second cycle des études médicales une formation relative à la contraception paraîtra prochainement au Journal officiel. Le programme des études de sages-femmes sera modifié dans le même sens.

● **Une « définition » de l'infanticide**

Les précisions qu'apporte ce mercredi le ministère de la santé et de la sécurité sociale ont une triple signification : montrer la détermination des pouvoirs publics à faire appliquer une loi, désormais définitive, et dont l'application n'avait été, en bien des points du territoire, que fort ardue. La disposition essentielle de la loi telle que l'a révisée le Parlement à l'automne est réaffirmée avec vigueur : désormais, tous les établissements hospitaliers publics de quelque importance devront disposer d'un service, ou, à défaut, d'une unité, où seront pratiqués des avortements.

Deuxième finalité : rappeler que l'avortement ne doit en aucun cas se substituer aux méthodes contraceptives qui seront, cette fois, largement diffusées. Des résistances administratives jusqu'à présent solides semblent sur ce point avoir été vaincues.

Troisième point, qui n'est pas le moindre : la loi sera appliquée à l'avenir, y compris dans ses dispositions restrictives et pénales, ce qui avait été loin d'être le cas jusqu'à présent. « Rien que la loi, mais toute la loi », avaient dit avec force, au cours du débat parlementaire, les deux ministres chargés de défendre le texte, Mme Monique Pélissier et M. Jacques Barrot. M. Barrot a d'ailleurs montré, au

LE DOLLAR CONTINUE A S'AFFAIBLIR

En conséquence de la poursuite de la baisse des taux d'intérêt sur l'eurodollar amorcée lundi (nouvelle diminution de 1/8 de point sur toutes les échéances), le dollar a continué à glisser sur les marchés des changes. A Paris, le dollar a chuté de 1,10 F (contre 4,189 F mardi après-midi), après avoir, en début de séance, été coté encore plus bas à 4,068 F. A Francfort, le dollar s'est coté 1,77 DM.

Les transactions sur l'or effectuées entre 08h30 et 08h50 dollars l'once, soit à des niveaux très proches du prix fixé mardi après-midi par opposition à Londres (08h30 dollars l'once). Ce dernier prix était au sein de 5 dollars par rapport à celui du mardi matin. Cette dernière baisse était la conséquence de l'annonce par le Canada de son intention de vendre encore 1 million d'onces d'or. Des ventes officielles du Canada depuis le début de l'année ont porté sur 281 000 onces d'or de 31,103 grammes).

A Boulogne-sur-Mer

ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS ENTRE SYNDICATS DE MARIN ET ARMATEURS A LA PÊCHE

Les négociations entre armateurs et syndicats de marins-pêcheurs à Boulogne-sur-Mer (premier port de pêche français) pour essayer de résoudre un conflit qui dure depuis plus de dix jours (le Monde du 6 août) ont échoué mardi 5 août. Une nouvelle réunion était prévue ce mercredi 6 août.

Les délégués syndicaux ont indiqué qu'ils avaient accepté une diminution du nombre de marins à bord des chalutiers (vingt au lieu de vingt-deux), alors que les armateurs veulent ramener les effectifs à dix-huit. En revanche, les marins ne veulent pas dépasser cent quinze heures de travail par semaine (douze jours en mer).

Journaliste de radio et chroniqueur judiciaire Raymond Thévenin est mort

Nous apprenons le décès de notre confrère Raymond Thévenin, survenu à la suite d'un cancer, le mercredi 5 août, à l'âge de soixante-cinq ans.

Né le 10 juin 1915 à Désertines (Alier), diplômé d'études supérieures de lettres, Raymond Thévenin était venu au journalisme après avoir été un court moment professeur de lettres à Paris.

● **Rédacteur en chef de l'« Evénement »**, en 1966, il devient, en 1968, le chroniqueur judiciaire de R.T.L. avant d'être celui de Radio-Monté-Carlo (R.M.C.) à partir de 1973. Il avait aussi assuré, en 1974, la rubrique justice de « Combats », puis entre 1974 et 1978, celle de l'hebdomadaire « Le Point ».

Auteur de plusieurs livres sur la justice, essentiellement à propos de procès d'assises, parmi lesquels « Criminels, fous et truands » (Fayard, 1970), « Meurtres dans l'attente », les grands procès d'assises » (Fayard, 1971), Raymond Thévenin était membre du jury du prix Aujourd'hui et chroniqueur de la Légion d'honneur.

Généreux et courageux dans ses prises de position, chaleureux à l'égard de ses plus jeunes confrères, Raymond Thévenin laisse le souvenir d'un journaliste attaché à la défense des libertés et épris de l'information.

L'attentat contre le consulat de Turquie à Lyon

Quatre personnes ont été blessées

L'attentat contre le consulat de Turquie à Lyon, le mardi 5 août, qui a fait quatre blessés, a été revendiqué par l'Armée arménienne de libération (A.A.L.) (voir nos éditions). Dans un appel au bureau de l'Associated Press à Beyrouth, un correspondant anonyme a précisé que « l'opération avait été exécutée par un membre du groupe du Martyr Haroutioun Sossoulian ».

Le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-François-Poncet, a indiqué mardi soir que les autorités françaises condamnaient cet acte de terrorisme et feraient tout ce qui est en leur pouvoir pour que les coupables soient identifiés et punis.

C'est vers 11 h. 15, nous a rapporté notre correspondant, que deux hommes armés ont pénétré dans les locaux du consulat général de Turquie, situé au deuxième étage du 22, rue Boileau (quatrième arrondissement), à Lyon. Agissant à visage découvert, l'un des deux individus, après avoir vainement essayé de faire passer les autres par la porte, a tiré sur le consulat, a fait feu à plusieurs reprises sur les personnes présentes. Au moins cinq balles de calibre 7,62 ont ainsi été tirées. Le bilan de cette fusillade « est de quatre blessés, dont deux grièvement. Les victimes ont été transportées à l'hôpital Edouard-Herriot. Il s'agit de M. Mohamed Boudjedj, trente-deux ans, huissier du consulat, blessé au bras, et de M. Kadir Altugan, dix-huit ans, atteint d'une balle au ventre, Musjia Totbak,

CLAUDE BRISSET.

L'ASALA et les « justiciers »

« L'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie » (ASALA), qui a revendiqué, mardi 5 août, l'attentat contre le consulat de Turquie à Lyon (le Monde du 6 août), menace de s'attaquer aux intérêts français partout dans le monde si des pétroliers arméniens sont arrêtés par les autorités françaises. Des menaces analogues avaient été adressées au gouvernement grec par l'ASALA à Athènes, le 31 juillet, d'un diplomate turc et de sa fille.

L'ASALA s'était fait connaître par le meurtre, le 23 octobre 1975, de l'ambassadeur de Turquie à Vienne, M. Damir Tunaoglu, suivi deux jours plus tard de celui de l'ambassadeur turc à Paris, M. Ferid Svec. Depuis le début de l'année, elle s'est manifestée par des attentats à Rome contre des sièges de compagnies aériennes, ainsi que le bureau du tourisme turc.

Les autres attentats perpétrés ont été revendiqués par « les Justiciers du génocide arménien » : assassinat de l'ambassadeur turc près du Saint-Siège le 9 juillet 1977 ; celui de la femme de l'ambassadeur turc à Madrid le 10 août 1977 ; celui de l'ambassadeur turc à La Haye, le 12 octobre 1979 ; ainsi que les blessures infligées, le 6 février 1980, à l'ambassadeur turc à Berne, et le 17 août à l'ambassadeur turc au Vatican.

Dans un communiqué adressé à l'A.P.P. à Beyrouth, l'ASALA révoque l'opération contre le consulat turc à Lyon « et se

cutée par deux groupes de commandos. L'ASALA précise que « son action armée ne se limite pas à des objectifs strictement arméniens, mais vise à créer un front commun de tous les démocrates en Turquie afin de renverser le régime fasciste turc ».

Elle avait annoncé son alliance avec le parti kurde des travailleurs, le 6 avril dernier, à Beyrouth.

A Ankara, l'opinion turque ressent vivement la recrudescence de ces attentats, nous dit notre correspondant Armin Umut. M. Demirel, premier ministre, ainsi que M. Ecevit, chef de l'opposition, ont vivement condamné l'attentat contre le consulat de Turquie à Lyon. M. Erbakan, ministre des affaires étrangères, a, de son côté, demandé aux autorités françaises qu'elles mettent en œuvre tous les moyens pour arrêter les coupables et assurer une meilleure protection des diplomates turcs. Les ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Justice, de la Défense, en octobre 1979, et du conseiller de presse Çolpan, en décembre 1979, n'ont toujours pas été troncés.

Selon la presse turque, les organisations terroristes arméniennes sont particulièrement actives en Grèce et en France notamment. Le quotidien Hurriyet estime, pour sa part, que les « ennemis extérieurs » de la Turquie sont enhardis par la guerre fratricide qui règne dans le pays et cherchent à exploiter les faiblesses de l'Etat turc.

VALLÉE D'EURE, PLANS D'EAU

BONNE MAISON D'ANGLE, ANCIENNE

à rénover, 240 m² plancher possible sur 2 niveaux, dont 5 pièces habitables de suite, après aménagement commodités modernes. Grandes dépendances, grenier « cathédrale », cour intérieure. Verger 1.700 m² clos de murs. Valeur soignée pour amateur éclairé. 661.000 F.

Tél. (37) 21-24-02

5024 من الأصل